

# RAPPORT ELIR

## Vivre ensemble interculturel au Luxembourg

*Primo-arrivants de 2023*  
*Participation socioculturelle et vivre ensemble*

Analyse de l'Enquête sur le vivre ensemble au Luxembourg Vague 1 (2024)

Rapport commandité par le Ministère de la Famille, des Solidarités,  
du Vivre ensemble et de l'Accueil

**Janvier 2026**

Bertrand Verheyden, Frédéric Docquier, Éric Guastalli, Joël Machado, Michel Tenikue  
*LISER*

### **Remerciements**

Ce rapport est le fruit d'une collaboration étroite entre le LISER et le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Les auteurs tiennent à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cette enquête et de ce rapport. Nous adressons nos remerciements particuliers à Pierre Weiss pour ses commentaires constructifs et ses suggestions tout au long de ce projet.

## Table des matières

Table des matières .....	2
Résumé exécutif .....	5
Profil des primo-arrivants .....	5
Situation économique .....	5
Compétences linguistiques .....	5
Ancrage et naturalisation .....	6
Expérience visant à encourager l'adhésion au Biergerpakt et aux cours de langues .....	6
Bien-être subjectif .....	7
Vivre ensemble et discriminations .....	7
Perceptions des normes de vivre ensemble .....	7
Introduction .....	9
Contexte et objectifs .....	9
Méthodologie .....	9
Population cible et échantillonnage .....	9
Collecte des données .....	9
Pondération de l'échantillon .....	10
Convention de présentation des résultats .....	10
Structure du rapport .....	10
Partie 1 : Caractéristiques de l'échantillon .....	11
1.1 Profil sociodémographique .....	11
1.2 Répartition par région d'origine .....	13
1.3 Répartition géographique .....	14
Partie 2 : Répartition par titres de séjour des ressortissants de pays tiers .....	17
Partie 3 : Situation économique .....	19
3.1 Statut d'emploi .....	19
3.2 Distribution des revenus .....	21
Partie 4 : Compétences linguistiques .....	24
4.1 Niveaux de compétence .....	24
4.2 Cours de langue suivis .....	26
4.3 Intentions d'apprentissage .....	28
Partie 5 : Ancrage, intentions et Biergerpakt .....	30
5.1 Intentions de naturalisation .....	30
5.2 Expérience contrôlée sur l'adhésion au Biergerpakt et INLL .....	31
5.3 Accès à l'information .....	39
Partie 6 : Bien-être subjectif .....	40
6.1 Satisfaction par domaine de vie .....	40

6.2 Le rôle du pays d'origine dans la satisfaction.....	43
Partie 7 : Vivre ensemble et attitudes.....	45
7.1 Interactions de voisinage .....	45
7.2 Discriminations perçues .....	48
7.3 Normes sociales de vivre ensemble .....	49
Perception du rôle de l'activité professionnelle.....	49
Perception de la participation au marché du travail des primo-arrivants .....	50
Langues et épanouissement.....	51
Conclusion.....	53
Synthèse transversale des résultats.....	53
Un portrait d'ensemble favorable .....	53
Trois facteurs structurels sources d'inégalité.....	53
L'origine (UE/non-UE) : le premier facteur de différenciation .....	53
Le diplôme : un effet fortement conditionné par l'origine .....	54
Le genre : un rôle modéré en moyenne, hormis pour deux profils.....	54
Bien-être et voisinage .....	55
L'information comme levier : deux résultats expérimentaux contrastés.....	55
Points d'attention pour les politiques publiques .....	56
Limites et perspectives.....	57
Annexes.....	59
Annexe T.1 — Tableaux statistiques de la Partie 1 .....	59
Annexe T.2 — Tableaux statistiques de la Partie 2 .....	61
Annexe T.3 — Tableaux statistiques de la Partie 3 .....	62
Annexe T.4 — Tableaux statistiques de la Partie 4 .....	63
Annexe T.5 — Tableaux statistiques de la Partie 5 .....	65
Annexe T.6 — Tableaux statistiques de la Partie 6 .....	69
Annexe T.7 — Tableaux statistiques de la Partie 7 .....	70
A.1 Questionnaire .....	73
Annexe A.2 — Primo-arrivants sous statut de protection internationale.....	73
Présentation du sous-échantillon .....	73
Niveau d'éducation et revenus .....	73
Situation professionnelle .....	73
Bien-être et satisfaction .....	73
Intentions de naturalisation et ancrage .....	73
Synthèse des primo-arrivants sous statut de protection internationale .....	74
Annexe A.3 — Satisfaction et niveau de développement du pays d'origine .....	75
Objectif et données.....	75
Méthode.....	75

Résultats principaux .....	76
Annexe A.4 — Interactions de voisinage et composition socioculturelle des communes .....	78
Méthode.....	78
Résultats : Interactions riches .....	78
Résultats : Facilité de communication avec les voisins .....	80
Autres dimensions.....	82
Synthèse et limites .....	82

## Résumé exécutif

Ce rapport présente les résultats de l'analyse de la première vague de l'Enquête sur le vivre ensemble au Luxembourg réalisée en décembre 2024. L'enquête porte sur 3 270 primo-arrivants installés au Luxembourg en 2023 (hors réfugiés), permettant une analyse fine des parcours de vie selon huit profils sociodémographiques croisant le sexe, le niveau de diplôme et la région de naissance (UE/non-UE). Les statistiques produites dans ce rapport sont pondérées pour assurer la représentativité de l'échantillon.

### Profil des primo-arrivants

Les primo-arrivants constituent une population jeune (82,4 % ont moins de 44 ans) et hautement qualifiée (73,7 % détiennent un diplôme universitaire). Les ressortissants de l'Union européenne représentent 63,2 % des participants. Les groupes les plus nombreux sont les hommes universitaires européens (23,8 % de l'échantillon) et les femmes universitaires européennes (22,1 %), suivis des hommes universitaires non-européens (13,9 %) et des femmes universitaires non-européennes (13,8 %).

### Situation économique

Le taux d'emploi global s'établit à 76,2 %, mais avec des disparités considérables. Les hommes universitaires européens affichent le taux le plus élevé (90,6 %), tandis que les femmes non-universitaires non-européennes présentent le taux le plus faible (44,8 %). À genre et niveau de diplôme identiques, les participants européens affichent un taux d'emploi supérieur aux non-Européens. Cet écart atteint en moyenne 20 points de pourcentage et est particulièrement marqué chez les femmes universitaires (28 points : 85,4 % contre 57,1 %). Les contrats à durée indéterminée concernent en moyenne 72 % des actifs occupés, avec des taux allant de 50,9 % (femmes non-universitaires non-UE) à 76,0 % (femmes non-universitaires UE). Ces inégalités se prolongent dans les revenus : parmi les diplômés, les non-Européens sont deux à trois fois plus représentés dans la tranche de revenus la plus basse (0-2 000 €) et deux fois moins dans la tranche la plus élevée (> 8 000 €), suggérant des écarts de qualité d'emploi au-delà du simple accès au marché du travail.

### Compétences linguistiques

L'anglais domine largement parmi les diplômés universitaires (85 % à 98 % de niveau satisfaisant selon le profil), mais reste moins répandu chez les non-universitaires (52 % à 72 %). Le français est la deuxième langue la plus maîtrisée, 49,2 % des participants déclarant un niveau satisfaisant ou excellent. L'allemand reste peu répandu (11 à 15 % des Européens, 4 à 7 % des non-Européens) et le luxembourgeois marginal (1,7 %). Plus de la moitié des participants (52,2 %) ont déjà suivi au moins un cours de langue, principalement en français (38 %), avec une participation plus élevée chez les femmes et les non-Européens. Les intentions d'apprentissage sont nettement plus élevées chez les non-Européens, en particulier pour le luxembourgeois (68 à 84 % d'intentions probables ou certaines, contre 33 à 55 % chez les Européens), en cohérence avec leurs intentions de naturalisation plus marquées. En moyenne, les non-Européens envisagent l'apprentissage d'environ deux langues, contre 1,3 à 1,8 pour les Européens.

## Ancrage et naturalisation

Les intentions de naturalisation révèlent un clivage marqué : 87 à 94 % des non-Européens envisagent d'acquérir la nationalité luxembourgeoise (dont 58 à 70 % « très certainement »), contre 49 à 69 % des Européens (dont 18 à 33 % « très certainement »). Le rejet constitué par le fait de « ne certainement pas vouloir » acquérir la nationalité luxembourgeoise est le plus marqué chez les Européens diplômés universitaires : 10,7 % des hommes et 12,8 % des femmes de ce profil. Le taux d'adhésion au Biergerpakt parmi l'ensemble des primo-arrivants s'établit à 10,2 %. Parmi les non-adhérents (N = 2 915), l'intention d'adhésion est élevée (77,8 % probable ou certaine, dont 29,6 % certaine), avec un clivage par origine : les non-Européens non-adhérents expriment des intentions certaines ou probables de 84 à 93 % selon le profil, contre 70 à 74 % chez les Européens.

Le logement constitue le domaine où l'accès à l'information est le plus problématique (45,7 % de l'ensemble des participants), suivi des démarches administratives (24,4 %), de la vie associative et sociale (21,8 %) et de l'emploi (17,7 %). Les difficultés d'accès à l'information sur l'emploi sont nettement plus marquées chez les non-Européens (24 % à 30 %) que chez les Européens (9 à 18 %).

## Expérience visant à encourager l'adhésion au Biergerpakt et aux cours de langues

Au-delà d'un état des lieux, l'enquête avait également pour but de tester si une information sur certains dispositifs liés au vivre ensemble permet d'encourager les primo-arrivants à y adhérer. Pour ce faire, les participants de l'enquête ont été répartis aléatoirement en trois groupes de taille égale : deux groupes de traitement, exposés chacun à une information distincte, et un groupe de contrôle. Le traitement « Biergerpakt », décrivant ce dispositif et offrant des informations supplémentaire dont un lien vers la procédure d'adhésion, est associé à des intentions d'adhésion sensiblement plus élevées parmi les non-adhérents : 35,0 % d'intention certaine dans le groupe traitement, contre 28,5 % dans le groupe contrôle (+6,5 pp). L'effet est le plus marqué chez les non-diplômés non-européens (+19,5 pp chez les femmes, +17,6 pp chez les hommes), suivis des femmes diplômées non-européennes (+10,9 pp) et des hommes non-diplômés européens (+11,2 pp). Le traitement met en évidence la prise en compte du Biergerpakt pour obtenir la nationalité luxembourgeoise, ce qui peut expliquer sa capacité à mobiliser des profils non-européens. Parmi les non-adhérents ayant reçu ce traitement, 80,8 % ont demandé à recevoir le lien et 59,1 % de ceux-ci ont effectivement cliqué.

Le traitement « INLL », portant sur l'importance des langues et la part des offres d'emploi requérant chaque langue, produit un effet global comparable (+6,0 pp) sur les intentions d'inscription parmi les participants n'ayant pas encore suivi de cours de langue : 40,2 % d'intention certaine dans le groupe INLL, contre 34,2 % dans le groupe contrôle. L'effet est positif et homogène chez les profils européens (+7 à +12 pp), mais contrasté chez les non-Européens : très fort chez les hommes non-diplômés non-européens (+34,7 pp), il est négatif chez les femmes non-diplômées non-européennes (-5,4 pp) et les hommes diplômés non-européens (-10,9 pp). Ce contraste avec le traitement Biergerpakt — qui fonctionne précisément chez ces mêmes profils — suggère qu'un message soulignant les exigences linguistiques du marché du travail peut décourager les profils confrontés à des barrières structurelles allant au-delà de la langue (faible taux d'emploi, discriminations perçues), alors qu'une information ouvrant une opportunité publique produit l'effet inverse. L'intérêt pour le lien proposé est légèrement moindre que pour le Biergerpakt (74,1 % de demande, 49,1 % de clics). L'effet des deux traitements reste à confirmer par l'observation des comportements effectifs, rendue possible par l'interconnexion avec les données administratives.

## Bien-être subjectif

Le coût de la vie apparaît comme la dimension la plus critique pour l'ensemble des profils, avec des scores de satisfaction limités (5,4 à 6,6 sur 10) et seulement 17,8 à 33,0 % de scores très satisfaisants ( $\geq 8$ ). La satisfaction professionnelle présente la plus forte différenciation sociale : les universitaires européens affichent les niveaux les plus élevés (moyenne de 6,8 à 7,2), tandis que les femmes non-européennes — qu'elles soient universitaires ou non — présentent les niveaux les plus faibles (5,7 en moyenne). La vie sociale suit un profil similaire : les moyennes se situent entre 5,7 et 6,3, les non-Européens affichant des taux de satisfaction élevée ( $\geq 8$ ) nettement plus faibles (21 à 26 %) que les Européens (28 à 36 %). La satisfaction familiale constitue en revanche la dimension la plus élevée et la plus homogène (moyennes de 6,6 à 7,5 selon le profil), jouant un rôle compensatoire dans la satisfaction générale. Les variations communales, visibles sur les cartes 7 et 8, confirment que l'insatisfaction liée au coût de la vie est généralisée sur l'ensemble du territoire, tandis que la satisfaction sociale présente une hétérogénéité géographique plus marquée. L'analyse de régression (Annexe A.3) montre que le bien-être est avant tout déterminé par les conditions de vie actuelles au Luxembourg — en particulier le revenu du ménage — et non par un effet de contraste avec le pays d'origine.

## Vivre ensemble et discriminations

Les interactions de voisinage sont globalement positives : 83 à 90 % des primo-arrivants échangent des salutations avec leurs voisins. Un contraste notable apparaît toutefois : les profils non-universitaires entretiennent les interactions les plus riches (jusqu'à 41,7 % d'invitations ou services rendus chez les hommes non-universitaires européens), mais jugent la communication avec leurs voisins plus difficile. À l'inverse, les universitaires européens communiquent aisément (89 % de communication jugée facile) mais maintiennent des rapports plus distanciés (22 à 25 % d'interactions riches). L'analyse complémentaire (Annexe A.4) montre que ces contrastes tiennent avant tout aux caractéristiques individuelles et non à la composition socioculturelle de la commune de résidence. En revanche, les compétences linguistiques jouent un rôle tangible : le français et l'allemand facilitent la communication dans les communes à forte proportion de résidents européens, tandis que l'anglais est plus déterminant dans les communes à forte population non-européenne.

Les perceptions de discriminations ethno- raciales dans le domaine professionnel et le logement sont les plus fréquemment rapportées par les primo-arrivants (18,0 % chacun en moyenne), suivies de la vie quotidienne (16,7 %). Chez les Européens, le diplôme semble protecteur (9 % de discriminations professionnelles déclarées chez les hommes universitaires européens, contre 21 % chez les non-universitaires). Chez les non-Européens, ce gradient s'inverse : plus d'un quart des femmes non-européennes déclarent subir des discriminations professionnelles (29 % des diplômées de l'enseignement universitaire, 27 % des non-diplômées). Le consensus sur l'importance du travail pour le vivre ensemble est quasi unanime (plus de 95 % d'adhésion dans tous les profils) et correctement perçu comme tel parmi les primo-arrivants.

## Perceptions des normes de vivre ensemble

L'enquête met en évidence des décalages systématiques entre les perceptions des primo-arrivants et leur réalité statistique. En matière d'emploi, les primo-arrivants estiment en moyenne que 68 % des autres primo-arrivants travaillent, alors que le taux d'emploi réel pondéré est de 76,2 %, soit une sous-estimation de 8,2 points. Cette sous-estimation est particulièrement prononcée chez les non-

Européens non-universitaires : les hommes de ce profil estiment le taux d'emploi à 54,6 %, soit 22 points en dessous du taux d'emploi global des primo-arrivants. En revanche, les perceptions sont nettement plus justes pour les normes relatives au vivre ensemble. L'idée qu'on peut s'épanouir sans parler luxembourgeois fait l'objet d'un large consensus (85 %), que les primo-arrivants perçoivent comme tel à quelques points près. Quant à la norme du travail comme contribution à la société d'accueil, le consensus quasi unanime (plus de 95 %) est correctement identifié par l'ensemble des profils.

## Introduction

### Contexte et objectifs

Le Luxembourg, caractérisé par une population composée à près de 50 % de résidents étrangers, constitue un terrain d'étude privilégié pour analyser les dynamiques de participation et de vivre ensemble interculturel. Dans ce contexte, le projet ELIR (Enquête sur le vivre ensemble au Luxembourg) a été développé en partenariat entre le LISER et le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil.

Ce projet poursuit trois finalités principales : premièrement, fournir un outil de monitoring statistique des processus de la participation socioéconomique ; deuxièmement, permettre une évaluation longitudinale des parcours des primo-arrivants ; troisièmement, alimenter le débat public ainsi que la prise de décision politique sur les mesures d'acclimatation et de vivre ensemble.

Le présent rapport analyse les données issues de la première vague de l'enquête, permettant de caractériser la population des primo-arrivants de 2023, leurs intentions ainsi que leurs compétences dans certains domaines, dont les langues.

### Méthodologie

#### Population cible et échantillonnage

La population cible de l'enquête comprend les personnes âgées de 18 ans et plus, arrivées au Luxembourg pour la première fois en 2023, et enregistrées au Registre National des Personnes Physiques (RNPP). L'échantillon final comprend 3270 répondants, répartis en huit profils sociodémographiques selon le croisement de trois caractéristiques : le sexe (homme/femme), le niveau de diplôme (universitaire/non-universitaire) et la région de naissance (UE/non-UE). Cette stratification permet une analyse fine des modalités de participation selon les profils sociodémographiques.

Les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale ou temporaire (DPI/BPI/BPT) ont été exclus de l'analyse principale pour deux raisons. D'une part, leurs caractéristiques sociodémographiques, leurs parcours migratoires et leurs conditions de vie diffèrent structurellement de ceux des autres primo-arrivants, ce qui aurait introduit une hétérogénéité nuisant à la cohérence des comparaisons entre sous-populations ventilées. D'autre part, la taille de l'échantillon de personnes sous protection (N = 202) ne permet pas de constituer des sous-groupes statistiquement robustes selon les mêmes critères de ventilation que l'échantillon principal. Une annexe spécifique (Annexe A.2) présente néanmoins les principales caractéristiques de ce groupe, à titre informatif. Les résultats de cette annexe doivent donc être interprétés avec prudence compte tenu de la taille limitée de l'échantillon.

#### Collecte des données

La collecte a été réalisée en ligne entre novembre et décembre 2024. Le questionnaire était disponible en six langues : français, anglais, portugais, espagnol, italien et arabe. La durée médiane de remplissage du questionnaire était d'environ 25 minutes.

## Pondération de l'échantillon

Le taux de réponse global de l'enquête s'établit à environ 26 %. Comme dans toute enquête, certains profils de la population cible sont plus enclins à répondre que d'autres, ce qui peut fausser les résultats si l'on traite chaque réponse de manière identique. Pour corriger ce biais de non-réponse, un système de pondération a été appliqué à l'ensemble des statistiques présentées dans ce rapport. Le principe est simple : les répondants appartenant à des groupes sous-représentés dans l'enquête (par rapport à leur poids réel dans la population cible) reçoivent un poids plus élevé, et inversement.

Concrètement, la procédure de pondération, réalisée par le LISER, s'appuie sur la méthode du calage sur marges (raking ratio). Cette technique ajuste les poids des répondants de sorte que la distribution de l'échantillon pondéré reproduise fidèlement la structure connue de la population cible (N = 13 295) selon plusieurs variables clés : le pays de naissance, la nationalité, le croisement âge × genre, et des groupes de réponse homogène définis à partir du statut d'affiliation à la sécurité sociale, de la classe d'âge, du revenu et du genre. La description détaillée de la méthodologie de pondération est disponible dans le rapport technique « Correction de la non-réponse dans le cadre de l'enquête ELIR-FIELD » (LISER, 2024).

L'application de ces poids permet d'obtenir des estimations plus représentatives de la population des primo-arrivants de 2023, en réduisant les biais liés à la participation différentielle à l'enquête. Cette correction présente néanmoins certaines limites : elle ne peut corriger que les biais associés aux caractéristiques observables (âge, genre, origine, revenu, statut professionnel) ; si la non-réponse est liée à des facteurs non observés (par exemple, des attitudes ou des expériences spécifiques), un biais résiduel peut subsister. Par ailleurs, la pondération augmente mécaniquement la variance des estimateurs, ce qui réduit légèrement la précision statistique des résultats.

## Convention de présentation des résultats

Dans l'ensemble de ce rapport, les tableaux présentent les effectifs (N) réellement observés dans l'échantillon, tandis que tous les pourcentages, moyennes et autres statistiques sont calculés à partir des données pondérées. Cette convention, standard dans la littérature sur les enquêtes par sondage, répond à une double exigence. Les effectifs bruts permettent au lecteur d'évaluer la taille réelle des sous-échantillons sur lesquels reposent les estimations et, par conséquent, leur degré de précision statistique : un pourcentage calculé sur 50 observations n'a pas la même fiabilité qu'un pourcentage calculé sur 500 observations, indépendamment de la pondération. Les statistiques pondérées, quant à elles, corrigent les écarts entre la composition de l'échantillon et celle de la population de référence, garantissant la représentativité des résultats.

## Structure du rapport

Le rapport s'organise en sept parties thématiques. La Partie 1 présente les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon. La Partie 2 analyse le parcours migratoire et les statuts administratifs. Les Parties 3 à 5 examinent successivement la situation économique, les compétences linguistiques, et l'ancrage au Luxembourg. La Partie 6 traite du bien-être subjectif, et la Partie 7 des attitudes vis-à-vis du vivre ensemble. La conclusion propose une synthèse transversale et met en avant quelques points d'attention pour les politiques publiques.

## Partie 1 : Caractéristiques de l'échantillon

Cette première partie décrit la composition sociodémographique des répondants ayant participé à la première vague de l'enquête ELIR. Les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale sont exclus de l'analyse.

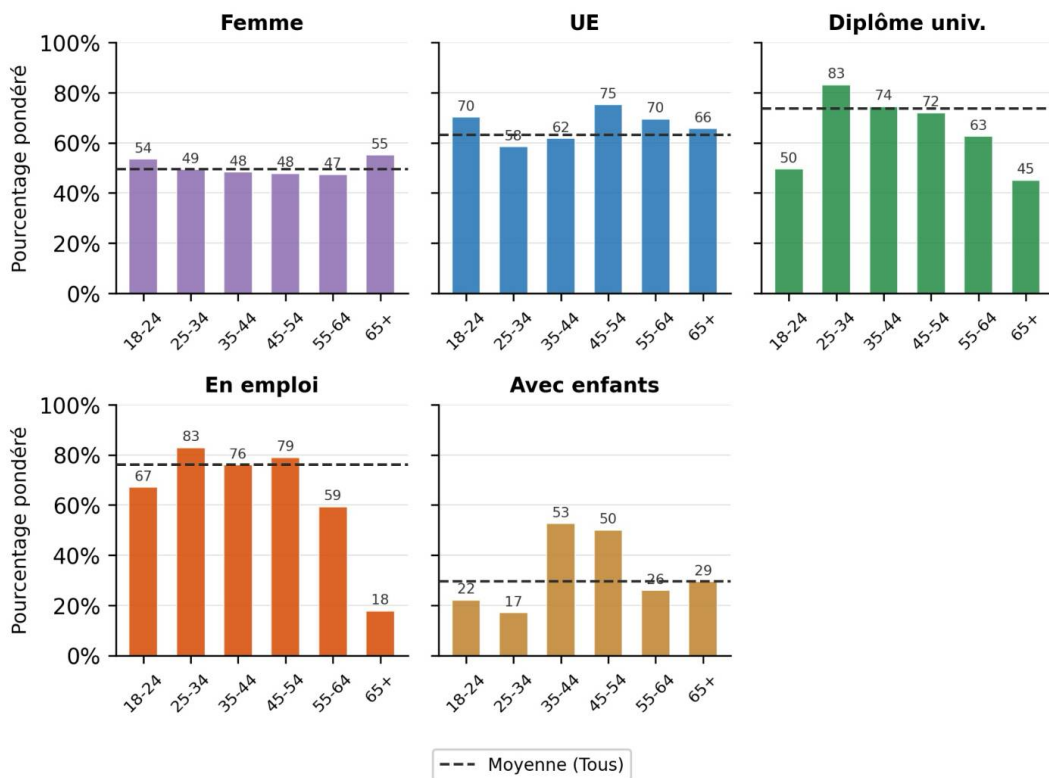
### 1.1 Profil sociodémographique

La Figure 1.1a détaille le profil sociodémographique des participants de la vague 1 de ELIR. Les nouveaux-arrivants de 2023 constituent une population assez jeune : 82,4 % d'entre eux ont moins de 44 ans et plus de la moitié a moins de 34 ans. Les femmes représentent 49,6 % des participants, avec une légère sous-représentation dans les catégories d'âge entre 35 et 64 ans.

La majorité des participants (63,2 %) est citoyenne d'un État membre de l'Union européenne. Des différences apparaissent néanmoins selon la classe d'âge : les Européens sont surreprésentés parmi la catégorie la plus jeune (18-24 ans) et parmi les catégories âgées de plus de 45 ans.

La population étudiée présente un niveau de diplôme élevé : 73,7 % détiennent un diplôme universitaire (au moins un Bachelor) et cette proportion atteint 83,1 % pour la tranche d'âge 25-34 ans. Le taux d'emploi au Luxembourg s'établit à 76,2 % et atteint 82,9 % pour la catégorie d'âge 25-34 ans, la plus représentée dans l'enquête (47,4 % des participants). Un peu moins d'un tiers des participants vit avec (au moins) un enfant de moins de 18 ans.

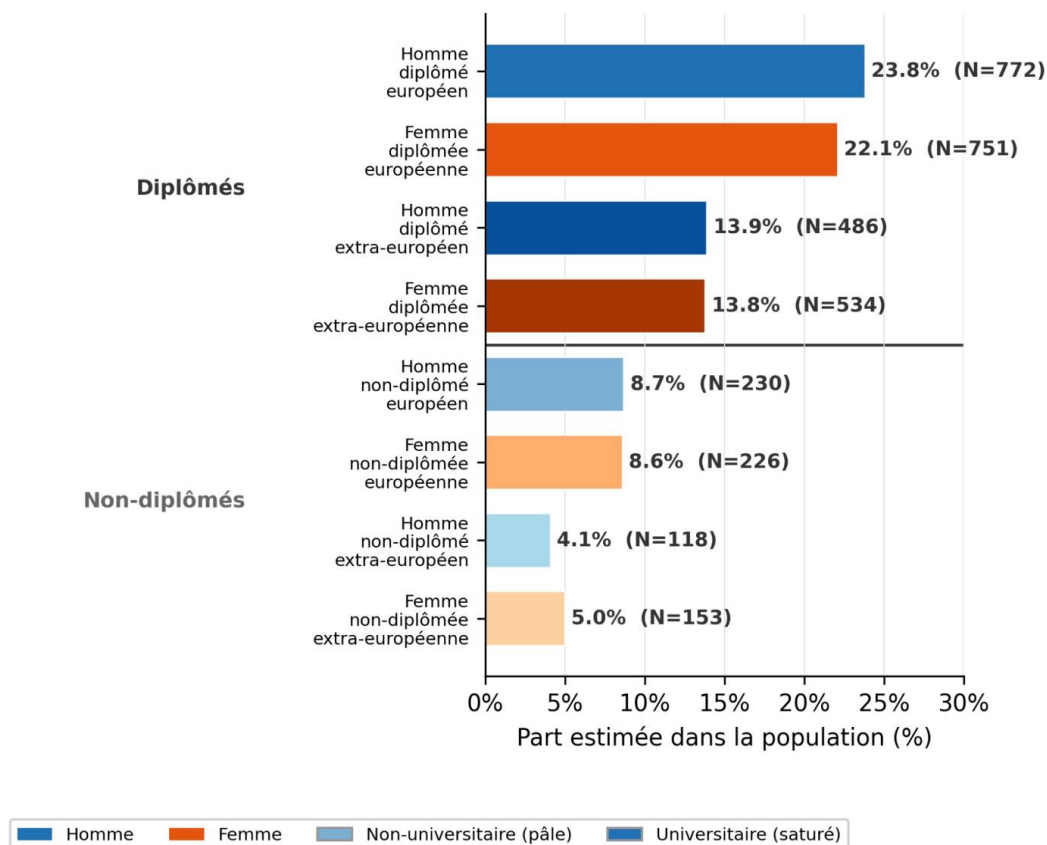
**Figure 1.1a — Caractéristiques sociodémographiques par tranche d'âge**



Note de lecture : chaque panneau présente le pourcentage pondéré d'une caractéristique (% de femmes, % UE, % diplômés universitaires, % en emploi, % avec enfants) par tranche d'âge. La ligne horizontale en pointillé indique la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 1.1a en Annexe T.1.

Pour permettre une lecture plus détaillée des résultats, les participants sont répartis en groupes sociodémographiques basés sur le croisement de trois caractéristiques : sexe (homme ou femme) × instruction (diplôme universitaire ou non) × région de naissance (UE ou non-UE). Cette classification génère huit profils sociodémographiques dont la Figure 1.1b décrit la répartition. Dans l'ensemble des figures de ce rapport, ces profils sont ordonnés par niveau de diplôme, puis par genre et enfin par origine géographique. Ce choix reflète un constat empirique : le niveau d'instruction constitue le plus souvent le premier gradient des dynamiques observées, qu'il s'agisse de l'insertion professionnelle, des compétences linguistiques, des revenus ou des interactions sociales. Cet ordonnancement facilite également la comparaison visuelle entre profils européens et non-européens à niveau d'instruction égal, en les plaçant côte à côte dans chaque bloc.

**Figure 1.1b — Répartition par profil sociodémographique**



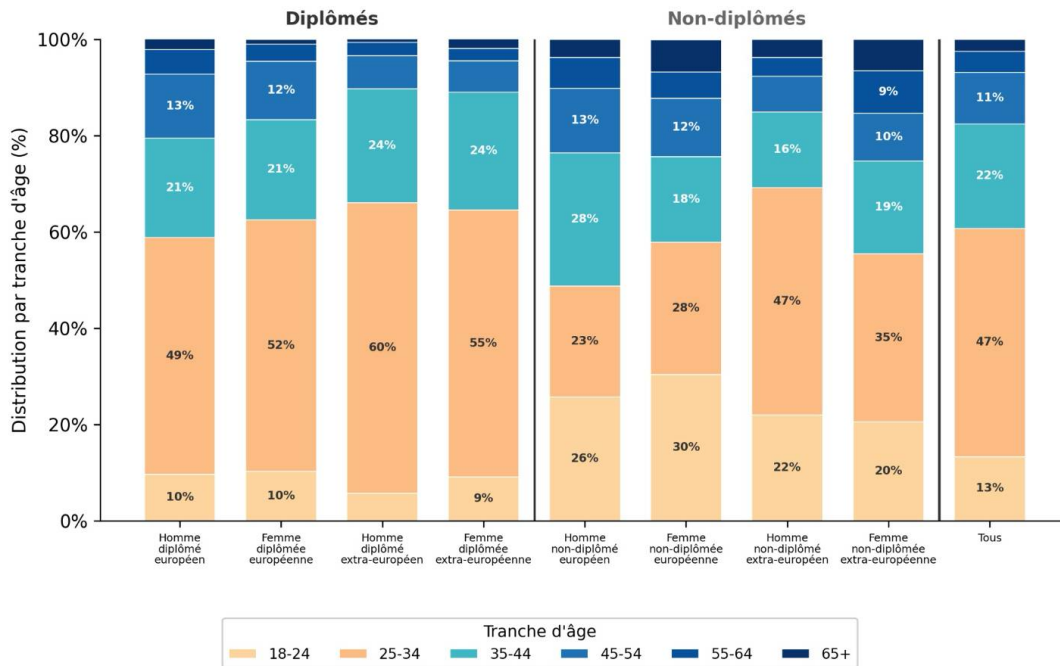
Note de lecture : chaque barre représente la part estimée (pondérée) d'un profil sociodémographique dans la population des primo-arrivants de 2023. N correspond au nombre de répondants effectivement observés dans l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 1.1b en Annexe T.1.

Près de la moitié des primo-arrivants sont des Européens diplômés (23,8 % de la population sont des hommes et 22,1 % sont des femmes dans ce groupement). Suivent les hommes et femmes non-

européens diplômés, avec des parts respectives de 13,9 % et 13,8 % de l'échantillon total. Les hommes et femmes européennes sans diplôme universitaire représentent chacun environ 9 % de l'échantillon. Les groupes les plus faibles en effectifs sont les hommes et femmes non-européens non-universitaires (4,1 % pour les hommes et 5 % pour les femmes).

La Figure 1.1c décrit la répartition par tranche d'âge au sein de chaque profil sociodémographique.

**Figure 1.1c — Distribution par âge au sein de chaque profil**



*Note de lecture : chaque barre empilée représente la distribution par tranche d'âge au sein d'un profil. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 1.1c en Annexe T.1.*

La structure par âge varie davantage selon le niveau de diplôme que selon l'origine géographique. Les profils universitaires sont fortement concentrés dans la tranche 25-34 ans — entre 49 % et 60 % selon le profil — ce qui correspond à une migration de début de carrière post-diplôme. Les profils non-universitaires présentent en revanche une distribution plus étalée, avec une présence nettement plus marquée aux deux extrêmes : les 18-24 ans (jusqu'à 30,4 % pour les femmes non-universitaires UE, contre environ 9,1 % chez les universitaires) et les 65 ans et plus (jusqu'à 7 %, contre 1 à 2 % chez les universitaires). Ce contraste suggère que la migration non-universitaire recouvre des logiques plus diversifiées — regroupement familial, migration de travail peu qualifié, migration de retraite — là où la migration universitaire suit un calendrier de cycle de vie plus resserré.

## 1.2 Répartition par région d'origine

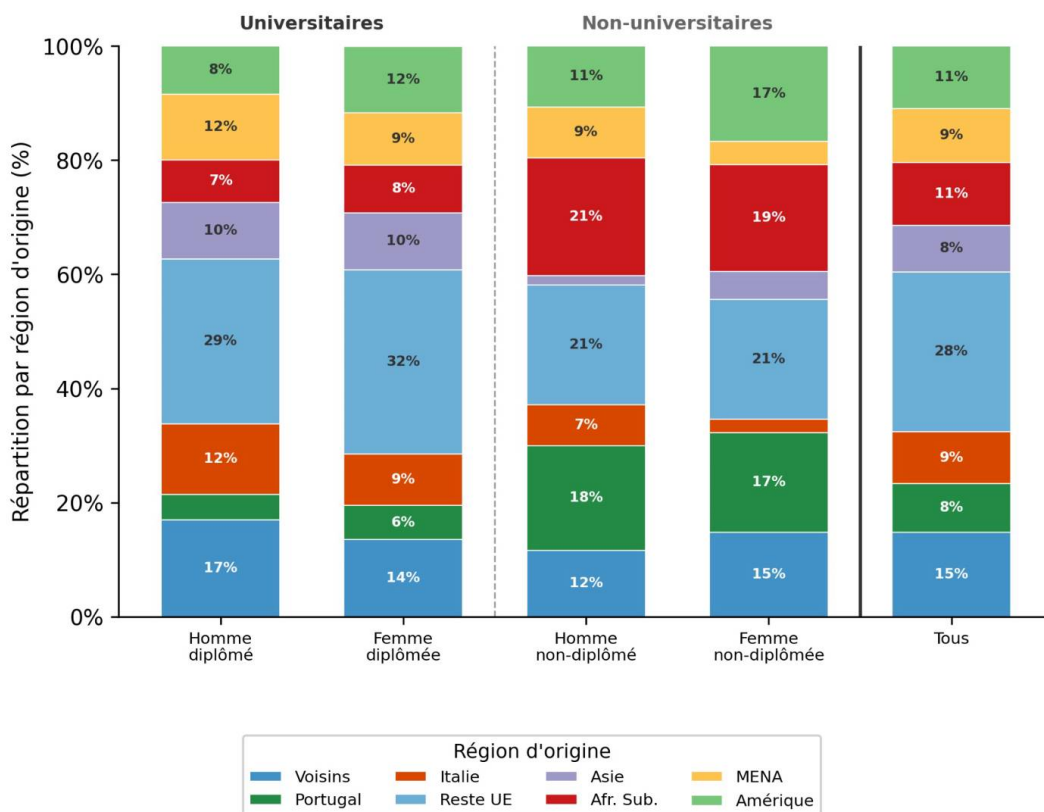
La Figure 1.2 détaille la distribution par région d'origine en quatre groupes de population, définis par leur genre et niveau de diplôme. Les ressortissants des trois pays voisins du Luxembourg (France,

Allemagne, Belgique) représentent 14,8 % des participants, avec une part plus élevée parmi les hommes universitaires (17,0 %) que parmi les hommes non-universitaires (11,6 %).

Les Portugais représentent 8,5 % des participants et sont surreprésentés parmi la population sans diplôme universitaire : environ 18 % des hommes et des femmes non-universitaires sont portugais. Les Italiens constituent 9,1 % des participants, avec 7,1 % des hommes non-universitaires et peu de femmes sans diplôme universitaire italiennes (2,4 %).

Environ 28 % des participants viennent d'un autre pays européen, avec une surreprésentation parmi la population diplômée (28,9 % parmi les hommes et 32,3 % parmi les femmes universitaires). Un peu moins d'un participant sur dix vient d'Asie, principalement des profils diplômés. Les ressortissants d'Afrique subsaharienne représentent 11,0 % des participants et sont surreprésentés parmi la population sans diplôme universitaire (entre 19 % et 21 %). Les ressortissants d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient représentent 9,4 % de l'échantillon. Enfin, 11,0 % des participants viennent du continent américain, avec une part particulièrement élevée parmi les femmes sans diplôme universitaire (16,7 %).

**Figure 1.2 — Répartition selon la région d'origine par profil**



*Note de lecture : chaque barre empilée décompose les régions d'origine au sein de quatre groupes (hommes/femmes × universitaires/non-universitaires) et de l'ensemble de l'échantillon. Voisins : France, Belgique, Allemagne. MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 1.2 en Annexe T.1.*

### 1.3 Répartition géographique

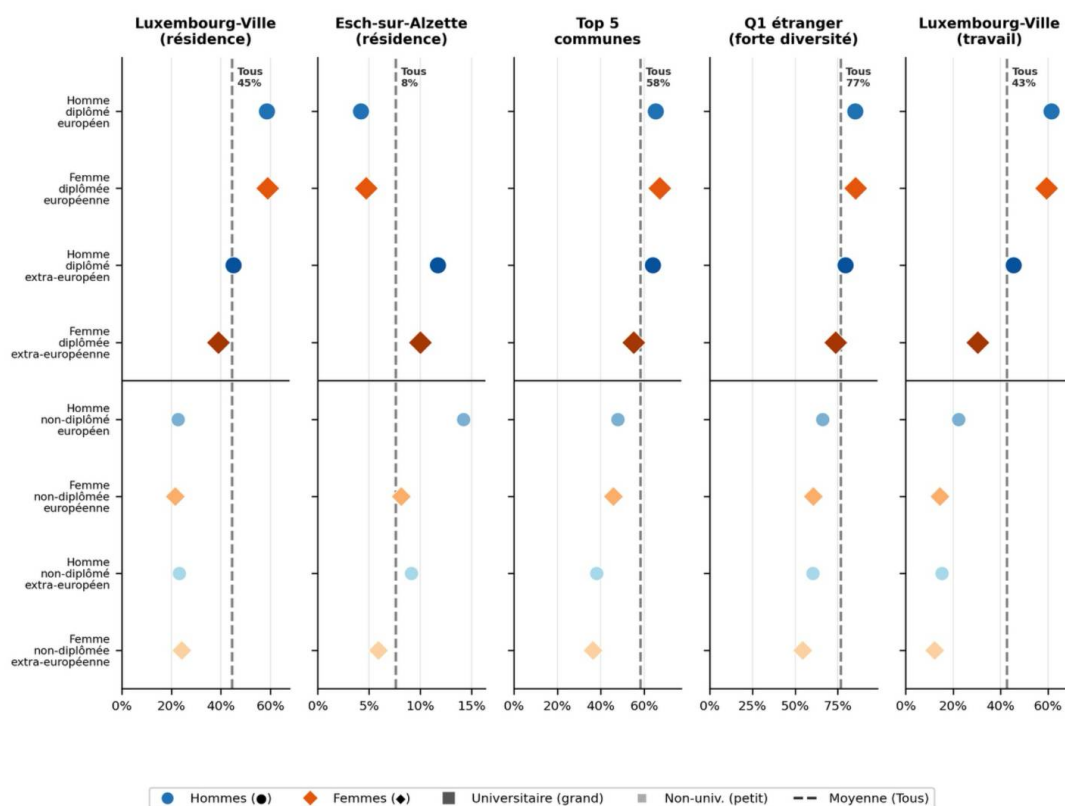
La Figure 1.3 analyse la distribution spatiale des répondants au Luxembourg, révélant des profils géographiques distincts. Les profils universitaires ont tendance à se concentrer à Luxembourg-Ville, avec près de 60 % des Européens universitaires et entre 39 % et 45 % des non-Européens universitaires. Cette concentration s'explique notamment par des offres d'emploi plus nombreuses et des niveaux de salaire plus élevés en moyenne dans la capitale, confirmant son rôle de destination centrale des primo-arrivants qualifiés, déjà documenté par Albanese et al. (2021).

Les individus hautement diplômés présentent également une tendance marquée à résider dans les cinq communes les plus peuplées du Luxembourg, qui accueillent entre 55 % et 67 % des participants universitaires. La part des universitaires résidant à Esch-sur-Alzette est néanmoins plus élevée parmi les non-Européens (entre 10 % et 12 %) que parmi les Européens (entre 4 % et 5 %).

Les profils moins diplômés présentent une dispersion géographique plus marquée : entre 55 % et 66 % habitent dans les 20 % des communes ayant la part d'étrangers la plus élevée (contre 74 à 85 % pour les participants universitaires). Ils ont également une probabilité plus faible de résider dans les cinq communes les plus peuplées (entre 36 % et 48 % selon les profils). Ils habitent moins fréquemment la capitale (entre 21 % et 24 %), mais sont plus présents à Esch-sur-Alzette (jusqu'à 14,2 % des hommes non-universitaires européens).

Les individus diplômés ont une probabilité nettement plus élevée de travailler à Luxembourg-Ville (entre 30 % et 62 %) que les moins diplômés (entre 12 % et 22 %). La concentration la plus élevée est observée parmi les hommes européens universitaires, dont 61,5 % travaillent dans la capitale.

Figure 1.3 — Répartition géographique par profil

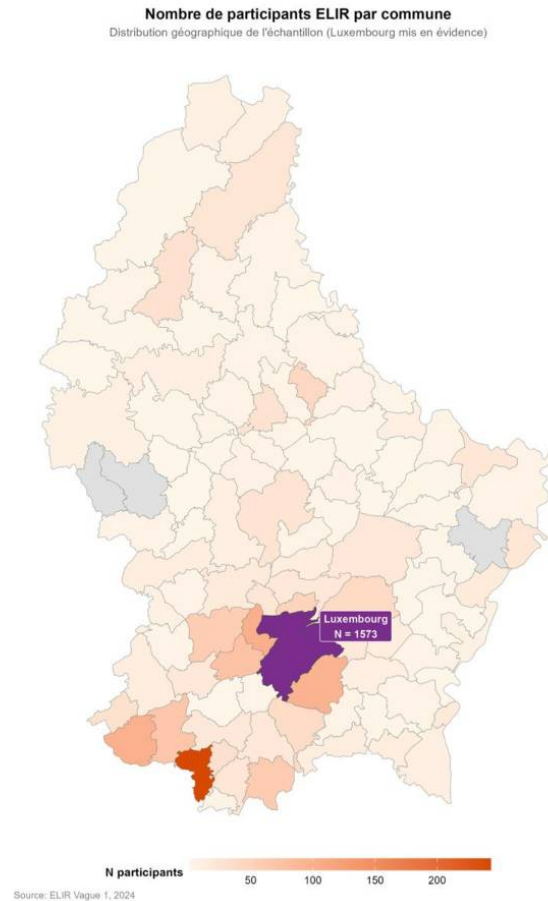


Note de lecture : chaque panneau représente le pourcentage pondéré d'un indicateur géographique par profil sociodémographique. La taille des marqueurs distingue les universitaires (grands) des non-universitaires (petits). La ligne verticale en pointillé indique la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Top 5 : cinq municipalités les plus peuplées ; Q1

étranger : 20 % des communes avec la part la plus élevée de résidents étrangers dans la population générale des résidents. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 1.3 en Annexe T.1.

La carte ci-dessous illustre la couverture géographique de l'enquête ELIR à l'échelle communale. Elle rend visible la concentration des répondants à Luxembourg-Ville ainsi que les zones où le nombre de répondants est insuffisant pour des analyses communales fiables (communes en gris).

**Carte 1. Nombre de participants ELIR par commune de résidence**



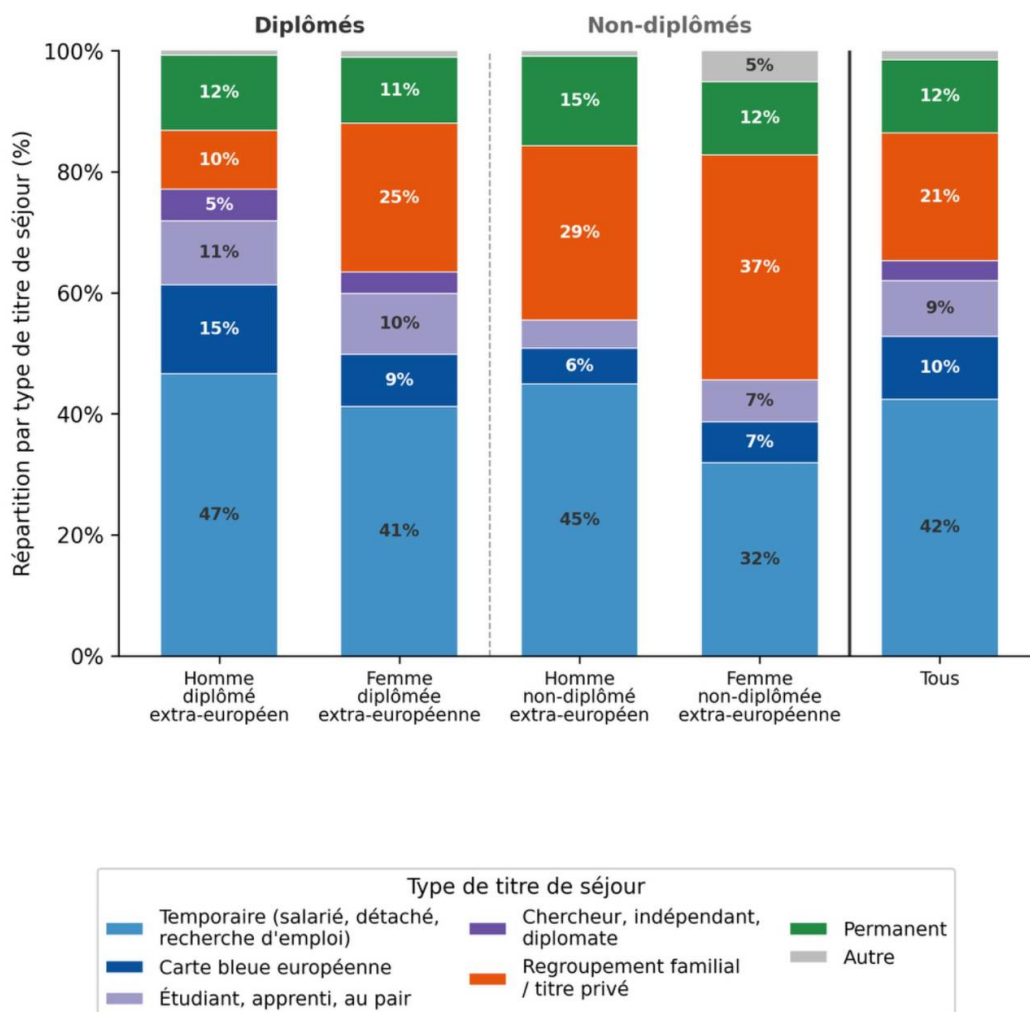
*Note : Effectifs bruts (non pondérés). Luxembourg-Ville est mise en évidence en raison de sa surreprésentation dans l'échantillon. Les communes en gris n'ont pas atteint le seuil minimal de répondants. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

## Partie 2 : Répartition par titres de séjour des ressortissants de pays tiers

Cette partie analyse le statut administratif des primo-arrivants. L'analyse se concentre sur les répondants non-UE, pour lesquels le titre de séjour constitue un élément structurant du parcours de vie au Luxembourg.

La Figure 2.1 détaille, pour les nouveaux arrivants non-européens, le titre de séjour par grandes catégories. Rappelons que la population étudiée exclut les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale.

**Figure 2.1 — Distribution des titres de séjour (ressortissants extra-européens)**



*Note de lecture : chaque barre empilée décompose la répartition des types de titres de séjour au sein de quatre profils non-européens (hommes/femmes × universitaires/non-universitaires) et de l'ensemble des ressortissants non-UE. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 2.1 en Annexe T.2.*

Les permis temporaires dominent (autour de 45 % pour les hommes et 41,2 % des femmes diplômées) et représentent la première catégorie de titres pour tous les profils, excepté les femmes

non-universitaires (31,9 %). Les titres privés et de regroupement familial constituent la deuxième catégorie principale. Les femmes en bénéficient plus souvent que les hommes (37,2 % pour les femmes non-universitaires et 24,6 % pour les femmes universitaires). Le regroupement familial constitue le principal type de titre pour les femmes non-européennes non-universitaires.

Les titres pour travailleurs hautement qualifiés (carte bleue européenne) et chercheurs, travailleurs indépendants et diplomates, bénéficient principalement aux profils universitaires. Parmi les universitaires, ils sont plus présents chez les hommes (14,7 % et 5,2 %) que chez les femmes (8,6 % et 3,5 %). Les titres permanents, oscillant entre 10,9 % et 14,8 %, restent minoritaires pour tous les profils. Les titres pour étudiants, apprentis ou au pair sont limités (entre 4,7 % et 10,6 %).

## Partie 3 : Situation économique

### 3.1 Statut d'emploi

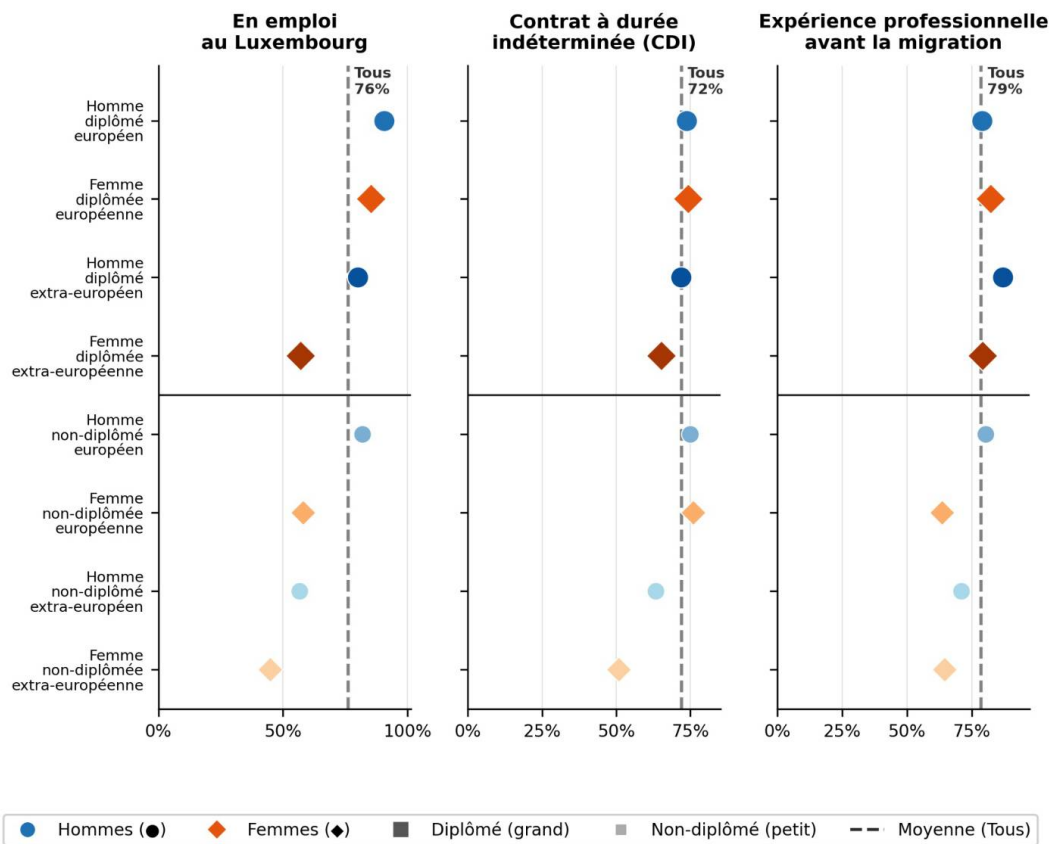
La Figure 3.1 analyse le statut d'emploi des participants à l'enquête ainsi que leur expérience professionnelle passée avant de venir au Luxembourg. Une large majorité des participants travaille au Luxembourg (76,2 %). Les diplômés universitaires sont plus souvent en emploi que les moins diplômés. Ainsi, 90,6 % des hommes diplômés citoyens d'un pays UE et 85,4 % des femmes avec les mêmes caractéristiques ont un emploi. À l'inverse, seuls 57,1 % des femmes non-UE diplômées de l'enseignement supérieur travaillent. Le taux le plus faible est observé chez les femmes non-UE non-universitaires (44,8 %).

Les profils européens ont, à genre et niveau de diplôme identiques, une probabilité supérieure d'être en emploi par rapport aux non-Européens. Cet écart est en moyenne 20 points de pourcentage, et il est particulièrement marqué pour les femmes diplômées (28,3 points de pourcentage d'écart entre les Européennes et les non-Européennes). Les hommes ont également une probabilité supérieure aux femmes au profil identique d'être en emploi, avec un écart moyen de 16 points de pourcentage. Cet écart dépasse les 20 points de pourcentage pour les non-universitaires européens (23,9 pp) et les universitaires non-européens (23,0 pp), mais il est nettement plus faible pour les non-universitaires non-européens (11,8 pp) et surtout pour les diplômés européens (5,2 pp), profil pour lequel l'accès à l'emploi est le plus élevé et le plus égalitaire entre genres.

Enfin, le taux d'emploi des diplômés est plus élevé de 17 points de pourcentage que celui des non-diplômés, l'écart le plus marqué concernant les femmes européennes (27 pp), et l'écart le plus faible concernant les hommes européens (8,6 pp).

Près de trois quarts des participants en emploi ont un contrat à durée indéterminée (CDI). La moyenne s'établit à 72,0 %, mais avec des variations : les personnes non-UE sans diplôme ont une part inférieure de CDI (63,4 % chez les hommes et 50,9 % chez les femmes). Enfin, la population étudiée arrive dans 78,6 % des cas avec une expérience professionnelle antérieure, particulièrement élevée pour les diplômés (entre 79,0 % et 87,0 %).

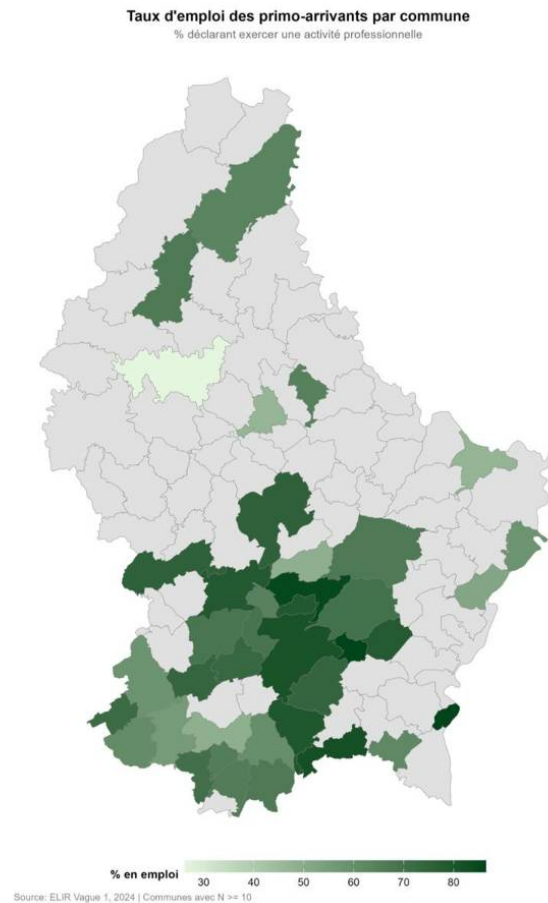
Figure 3.1 — Statut d'emploi par profil sociodémographique



Note de lecture : chaque panneau présente un indicateur d'emploi (taux d'emploi au Luxembourg, part de CDI parmi les actifs, expérience professionnelle avant la migration) par profil sociodémographique. La taille des marqueurs distingue les universitaires (grands) des non-universitaires (petits). La ligne verticale en pointillé indique la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 3.1 en Annexe T.3.

Les écarts de taux d'emploi décrits ci-dessus se projettent sur le territoire de manière différenciée. La carte 2 montre que les variations communales reflètent à la fois la composition sociodémographique locale et les caractéristiques du marché du travail.

## Carte 2. Taux d'emploi des primo-arrivants par commune de résidence



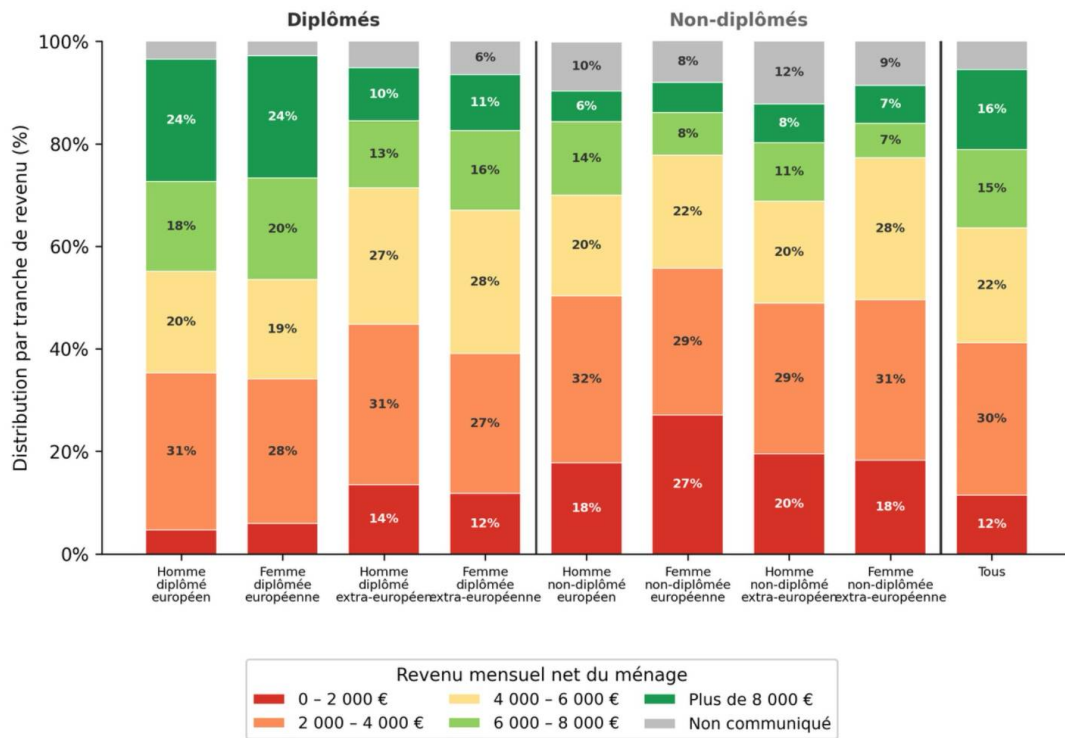
*Note : % de primo-arrivants déclarant exercer une activité professionnelle. Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Les communes en gris n'ont pas atteint le seuil minimal. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

### 3.2 Distribution des revenus

La Figure 3.2 analyse la distribution des revenus mensuels nets du ménage pour cinq classes de revenu. Environ la moitié des participants se situent dans deux classes de revenu intermédiaires, entre 2 000 et 6 000 €, avec 29,7 % entre 2 000-4 000 € et 22,4 % entre 4 000-6 000 €. Un peu moins d'un tiers a plus de 6 000 € de revenu mensuel et les revenus élevés (8 000 € et plus) représentent 15,6 % de l'ensemble.

Les profils avec diplôme universitaire sont surreprésentés dans les classes de revenu supérieures. Les universitaires européens se distinguent particulièrement, avec plus de 41 % déclarant un revenu supérieur à 6 000 €. L'avantage lié à l'origine européenne est toutefois concentré parmi les diplômés : parmi les détenteurs d'un diplôme universitaire, les Européens sont 17 à 18 points de pourcentage plus nombreux que les non-Européens à avoir un revenu supérieur à 6 000 €, alors que chez les non-universitaires, l'écart UE/non-UE est négligeable (au plus 1 point de pourcentage).

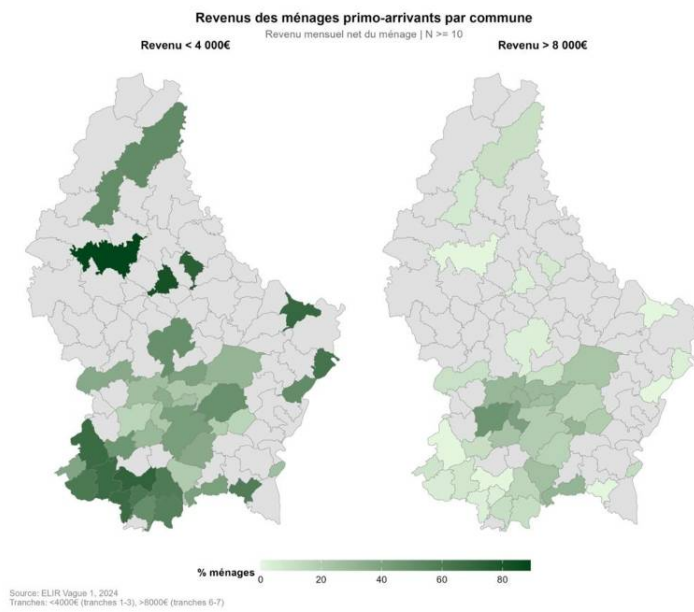
Figure 3.2 — Distribution des revenus mensuels nets du ménage



Note de lecture : chaque barre empilée décompose la distribution des revenus mensuels nets du ménage au sein de chaque profil sociodémographique et de l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 3.2 en Annexe T.3.

La géographie des revenus révèle des contrastes territoriaux marqués. La carte 3 met en regard les pourcentages par commune de ménages ayant des revenus de moins de 4 000 € (carte de gauche) et de plus de 8 000 € (carte de droite). Alors que les communes autour de Luxembourg-ville concentrent simultanément des ménages à bas et à hauts revenus, les revenus inférieurs à 4000 euros sont plus concentrés dans le sud et le nord du pays.

### Carte 3. Revenus des ménages primo-arrivants : moins de 4 000 € vs plus de 8 000 €



*Note : Revenu mensuel net du ménage. Panneau gauche : tranches 1-3 (< 4 000 €). Panneau droit : tranches 6-7 (> 8 000 €). Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

## Partie 4 : Compétences linguistiques

La maîtrise des langues constitue un facteur clé du vivre ensemble au Luxembourg, pays caractérisé par un trilinguisme officiel (français, allemand, luxembourgeois) et une forte présence de l'anglais dans le milieu professionnel.

### 4.1 Niveaux de compétence

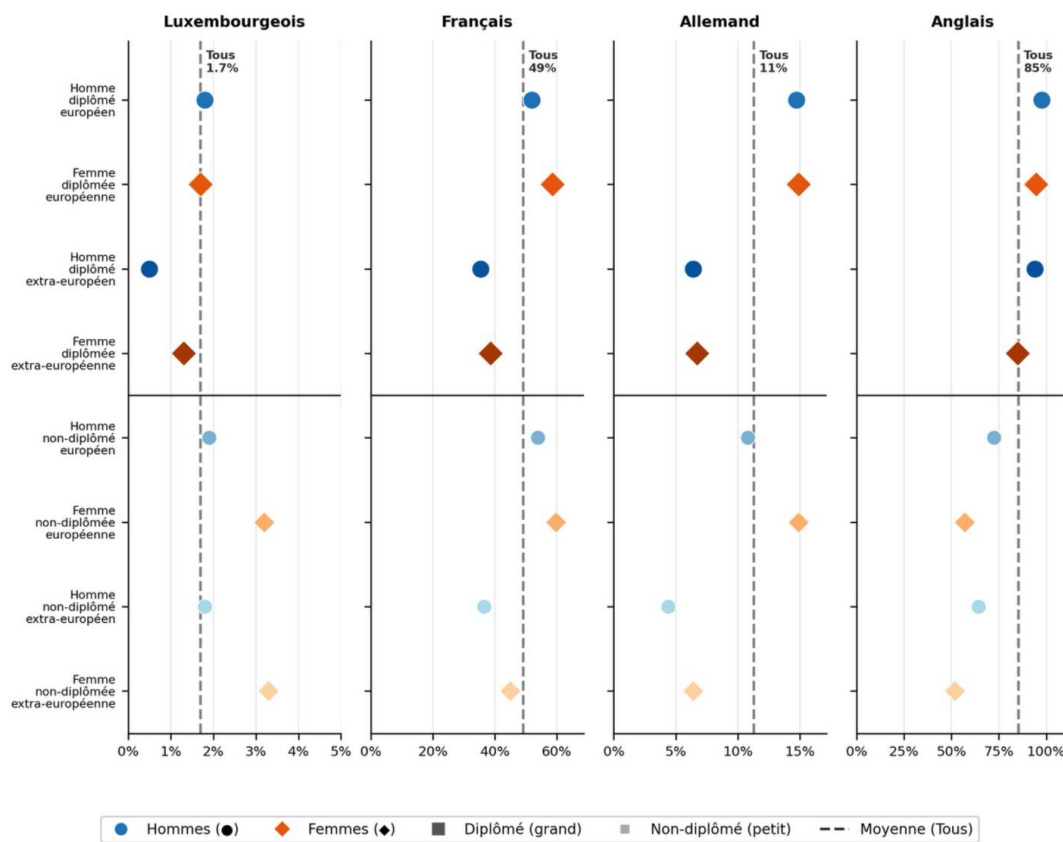
La Figure 4.1 décrit à quel point quatre langues (anglais, français, allemand, luxembourgeois) sont maîtrisées par les participants. L'anglais est la langue la mieux maîtrisée, surtout parmi ceux qui ont un diplôme universitaire. Près de 85 % des femmes non-européennes universitaires et près de 98 % des hommes européens universitaires indiquent avoir au moins un niveau satisfaisant en anglais. Chez les non-universitaires, les taux sont plus faibles : entre 52 % et 57 % des femmes et entre 64 % et 72 % des hommes déclarent un niveau satisfaisant.

Le français est la deuxième langue la plus maîtrisée : 49,2 % des participants indiquent avoir un niveau au moins satisfaisant. Les répondants européens se situent entre 52 % et 60 %, contre 35 % à 45 % pour les non-Européens. Les femmes ont une probabilité légèrement supérieure de maîtriser la langue par rapport aux hommes aux caractéristiques similaires, avec un avantage de 3 à 8 points de pourcentage selon le profil.

L'allemand est peu répandu : entre 11 % et 15 % des Européens indiquent le maîtriser au moins de façon satisfaisante, contre 4 % à 7 % des participants non-UE. Seule une minorité des participants a des notions de luxembourgeois (1,7 % indiquent un niveau au moins satisfaisant).

En moyenne, les participants indiquent maîtriser entre une et deux langues usuelles du pays avec un niveau satisfaisant. Les Européens diplômés universitaires ont en moyenne les compétences linguistiques les plus développées (avec une moyenne de 1,7 langues nationales), potentiellement en partie en raison de la proximité linguistique de leur langue d'origine.

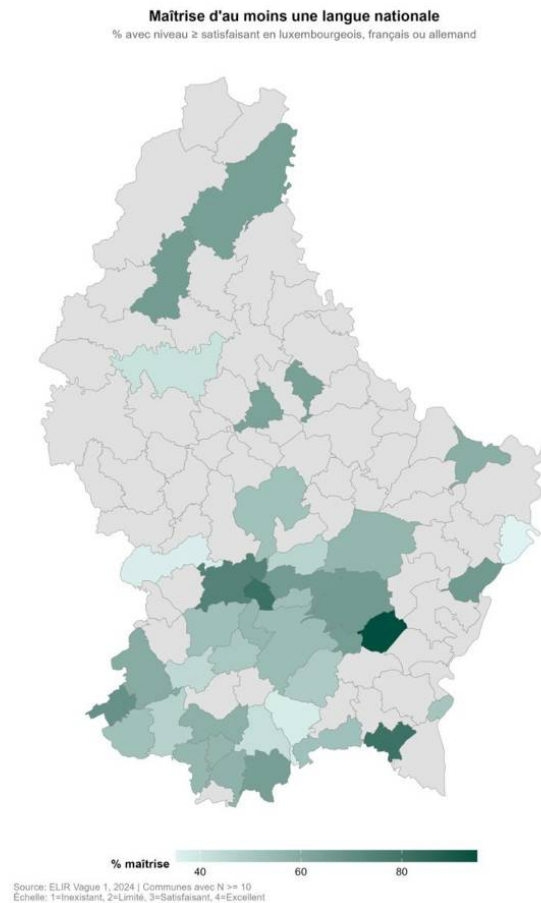
Figure 4.1 — Compétence linguistique (niveau ≥ satisfaisant)



Note de lecture : chaque panneau présente la part des répondants déclarant un niveau au moins satisfaisant dans une langue, par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 4.1 en Annexe T.4.

Au-delà des différences entre profils, la maîtrise des langues nationales varie sensiblement d'une commune à l'autre, reflétant principalement la composition par origine des primo-arrivants résidant dans chaque commune.

### Carte 4. Maîtrise d'au moins une langue nationale par commune



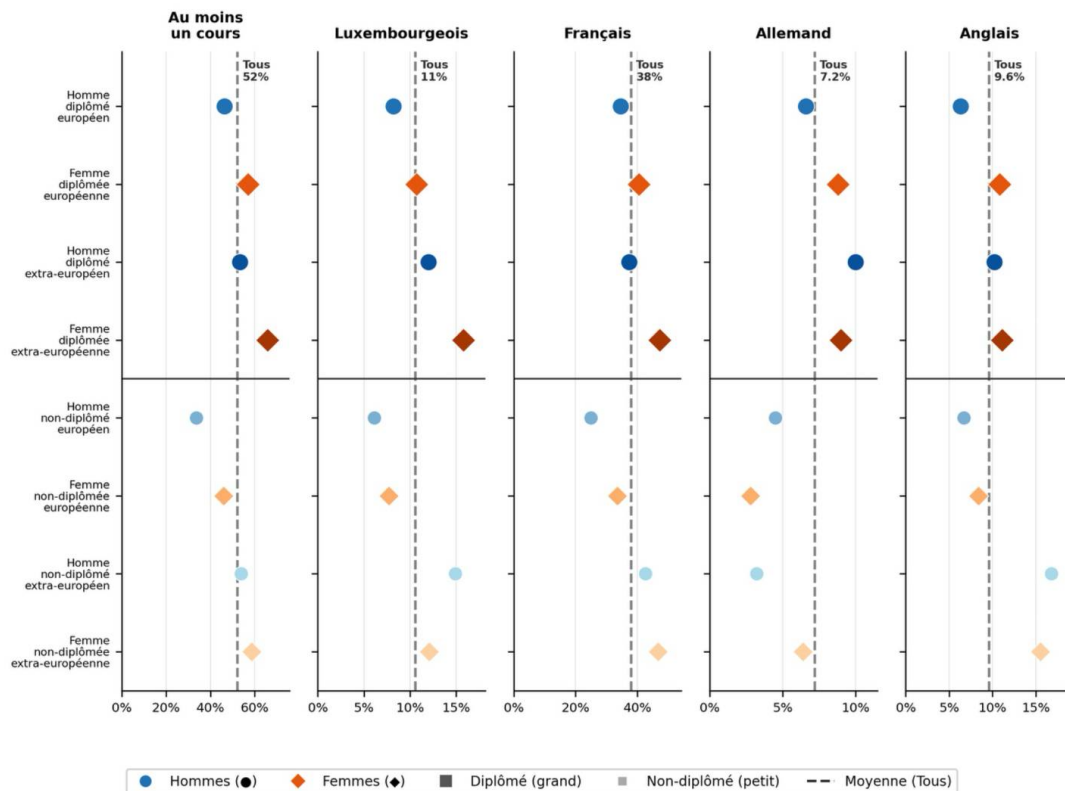
*Note : % de primo-arrivants déclarant un niveau ≥ « satisfaisant » en luxembourgeois, français ou allemand (échelle 1-4). Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

## 4.2 Cours de langue suivis

La Figure 4.2 indique qu'un peu plus de la moitié des participants ont suivi au moins un cours de langue (52,2 %). L'investissement dans des cours de langue est plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Près de deux tiers (65,8 %) des femmes non-européennes diplômées ont suivi au moins un cours. À l'inverse, la participation la plus faible s'observe chez les hommes européens, aussi bien diplômés (46,4 %) que non-diplômés (33,7 %).

Au niveau des langues, les cours de français sont les plus sollicités (38 % en moyenne) pour tous les profils. 10,6 % des participants ont suivi un cours de luxembourgeois, 9,6 % en anglais et 7,2 % en allemand. Plus de ressortissants non-européens ont suivi des cours de luxembourgeois comparé aux Européens ayant le même profil. Ainsi, 15,8 % des femmes non-européennes diplômées universitaires ont suivi un tel cours comparé à 10,7 % des Européennes ayant le même profil. Des différences similaires s'observent pour le français et l'anglais ; pour l'allemand, les écarts sont plus faibles et parfois inversés.

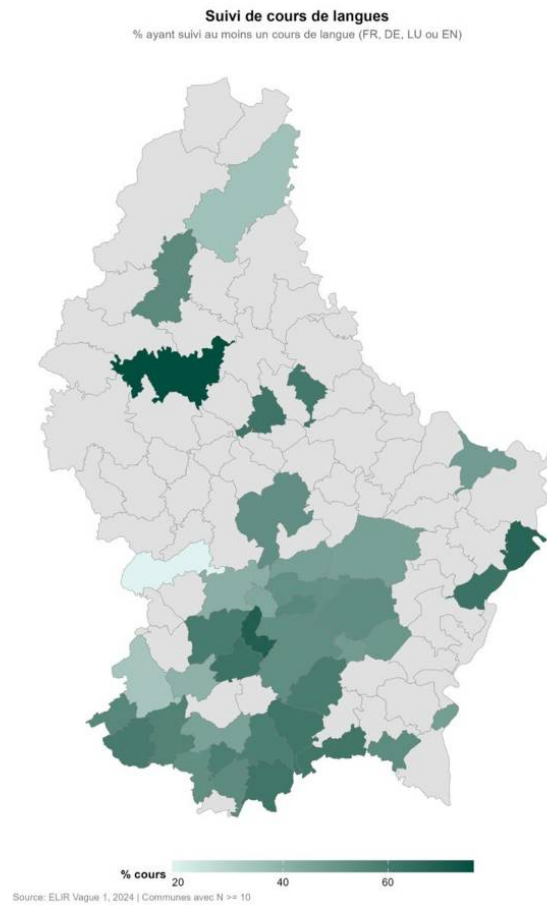
Figure 4.2 — Cours de langue déjà suivis



Note de lecture : chaque panneau présente la part des répondants ayant suivi au moins un cours dans chaque langue, par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillés indique la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 4.2 en Annexe T.4.

La carte 5 montre dans quelles communes les primo-arrivants sont les plus engagés dans des démarches d'apprentissage linguistique, ce qui peut refléter à la fois l'accessibilité géographique de l'offre de cours et le profil linguistique des résidents.

### Carte 5. Suivi de cours de langues par commune



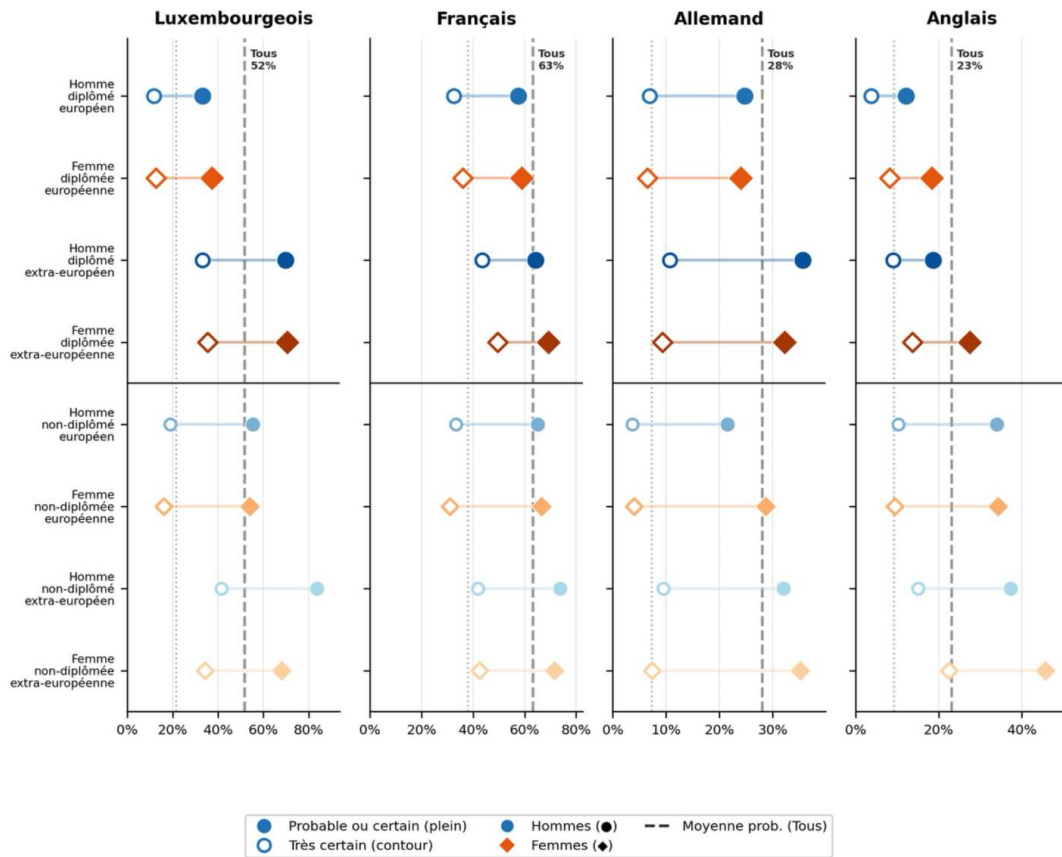
*Note : % ayant suivi au moins un cours de langue (français, allemand, luxembourgeois ou anglais). Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

### 4.3 Intentions d'apprentissage

La Figure 4.3 présente les intentions d'apprentissage linguistique. Le français suscite l'intérêt le plus élevé (63,2 % d'intentions probables ou certaines), suivi du luxembourgeois (51,8 %). L'allemand (28,0 %) et l'anglais (23,1 %) arrivent en retrait.

Les profils non-européens se distinguent par des intentions d'apprentissage nettement plus élevées, tous profils confondus. L'écart est particulièrement marqué pour le luxembourgeois : entre 68 % et 84 % des non-Européens envisagent probablement ou certainement d'en suivre un cours, contre 33 % à 55 % des Européens. La part de ceux qui en sont certains est également bien plus élevée chez les non-Européens (33 % à 42 %) que chez les Européens (12 % à 19 %), en cohérence avec leurs intentions de naturalisation plus marquées.

Figure 4.3 — Intentions d'apprentissage linguistique



Note de lecture : chaque panneau présente les intentions d'apprentissage par langue et par profil. Les marqueurs pleins indiquent les intentions probables ou certaines ; les marqueurs évidés, les intentions très certaines. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne (prob.) sur l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 4.3 en Annexe T.4.

## Partie 5 : Ancrage, intentions et Biergerpakt

Cette partie analyse les intentions de naturalisation et d'adhésion au Biergerpakt, ainsi que la facilité d'accès à l'information dans différents domaines de la vie.

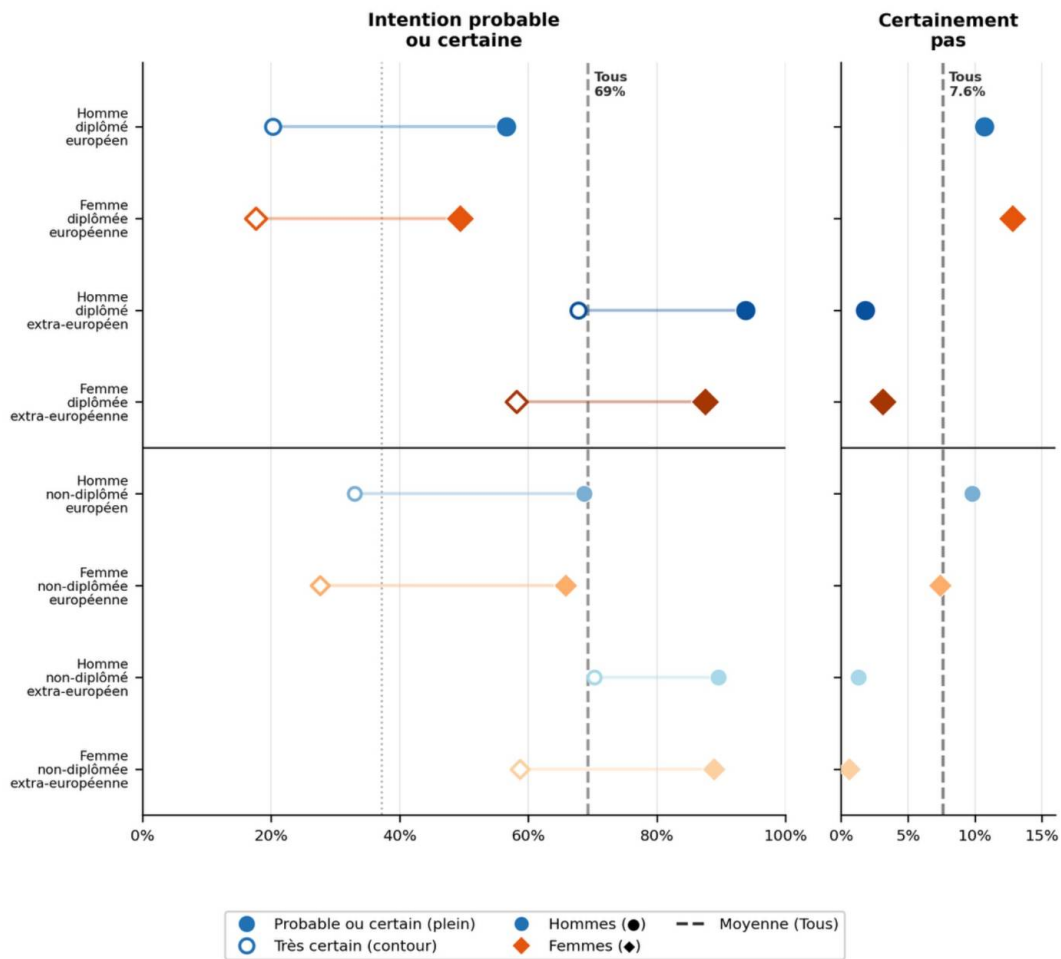
### 5.1 Intentions de naturalisation

La Figure 5.1 présente les intentions de naturalisation, qui diffèrent de façon marquée entre les groupes sociodémographiques. Les participants non-européens indiquent une intention probable ou certaine de demander la nationalité luxembourgeoise dans 87 % à 94 % des cas. Pour une majorité de ces répondants, l'intention semble même actée : 70,3 % des hommes non-européens non-universitaires indiquent « très certainement » vouloir acquérir la nationalité luxembourgeoise quand ils seront éligibles. La certitude est légèrement moins marquée chez les femmes non-européennes mais reste majoritaire (environ 58 % à 59 % pour les femmes non-diplômées non-européennes et les femmes diplômées non-européennes).

La volonté d'acquérir la nationalité luxembourgeoise est moins marquée chez les nouveaux arrivants européens, même si elle reste majoritairement probable ou certaine (entre 49 % et 69 %). La part des participants européens qui signalent une intention très certaine est néanmoins plus faible, notamment chez les universitaires. Elle se situe entre 17,6 % pour les femmes universitaires et 33,0 % pour les hommes non-universitaires. À l'inverse, le rejet est le plus marqué chez les Européens diplômés universitaires : 10,7 % des hommes et 12,8 % des femmes européennes universitaires indiquent ne certainement pas vouloir acquérir la nationalité luxembourgeoise.

La superposition des données de naturalisation et de formation linguistique révèle une cohérence frappante. Les ressortissants non-européens, qui indiquent les intentions de naturalisation les plus élevées, affichent également la demande linguistique la plus élevée, particulièrement en luxembourgeois. À l'inverse, les universitaires européens, les moins engagés dans la naturalisation, montrent également l'intérêt le plus faible pour le luxembourgeois. Cette corrélation suggère que l'apprentissage du luxembourgeois est perçu comme un investissement dans une future naturalisation, liée à un projet de vie au Luxembourg et de mobilité en Europe à long terme.

Figure 5.1 — Intentions de naturalisation

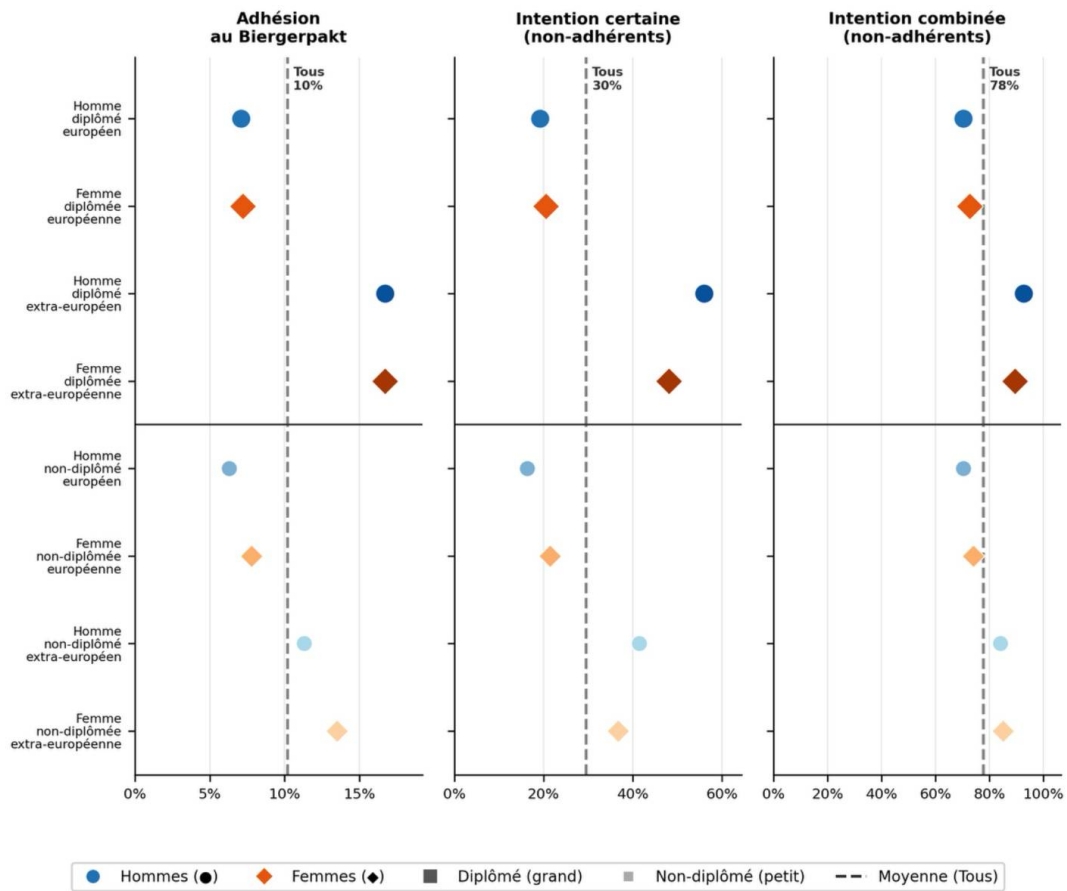


Note de lecture : le panneau de gauche présente l'intention probable ou certaine de demander la nationalité luxembourgeoise par profil sociodémographique. Les marqueurs pleins indiquent les intentions probables ou certaines ; les marqueurs évidés, les intentions très certaines uniquement. Le panneau de droite présente la part des répondants déclarant ne certainement pas vouloir demander la nationalité. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.1 en Annexe T.5.

## 5.2 Expérience contrôlée sur l'adhésion au Biergerpakt et INLL

La Figure 5.2 Biergerpakt (a) caractérise l'adhésion au Biergerpakt et les intentions d'adhésion parmi les non-adhérents. Sur l'ensemble de l'échantillon, le taux d'adhésion s'établit à 10,2 %. Les participants non-européens affichent des taux sensiblement plus élevés (11 à 17 %) que les Européens (6 à 8 %), et l'adhésion est plus fréquente chez les diplômés non-européens (16,7 % pour les deux sexes). Parmi les non-adhérents, les intentions d'adhésion sont élevées : 77,8 % expriment une volonté probable ou certaine, dont 29,6 % avec une intention certaine. Les non-Européens manifestent des intentions nettement plus marquées, avec des taux d'intention certaine allant de 36,7 % à 56,0 % selon les profils, contre 16,3 % à 21,5 % chez les Européens. Les intentions certaines ou probables dépassent 84 % pour tous les profils non-européens.

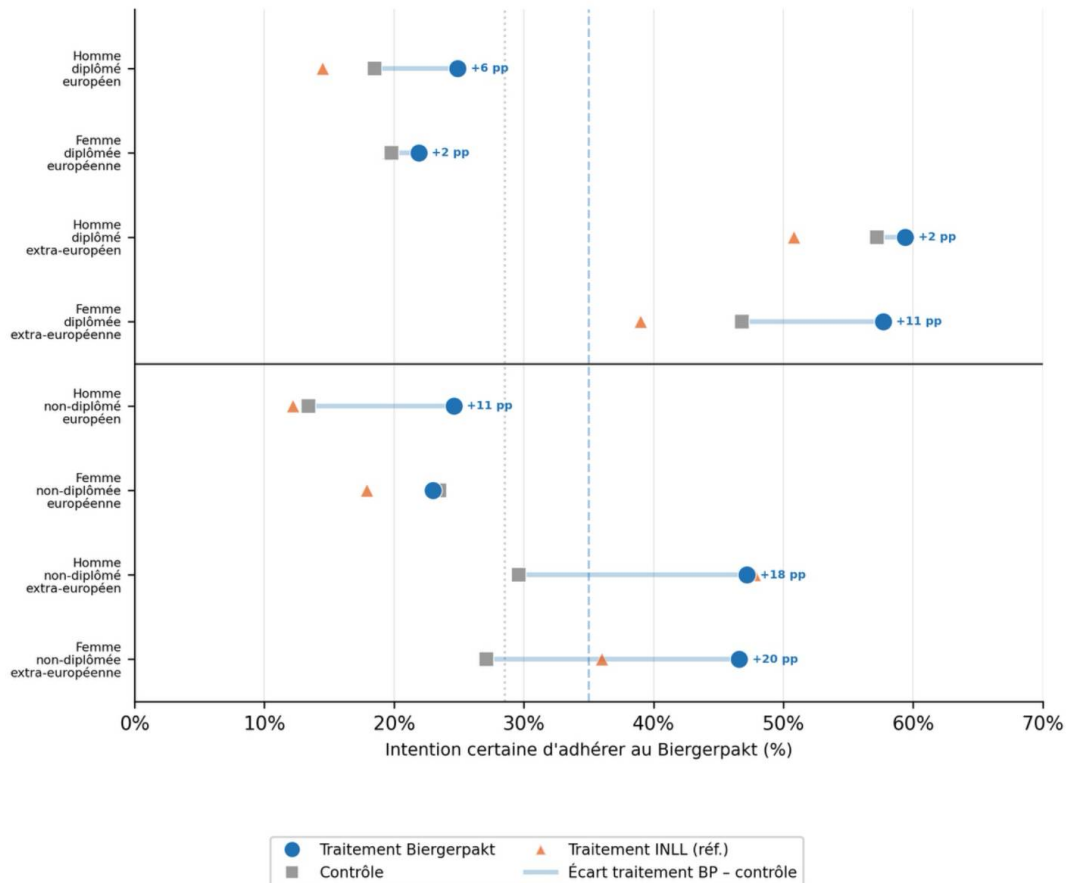
Figure 5.2 Biergerpakt (a) — Adhésion et intentions



Note de lecture : chaque panneau présente un indicateur lié au Biergerpakt (taux d'adhésion, intention certaine parmi les non-adhérents, intention combinée) par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.2 Biergerpakt (a) en Annexe T.5.

L'enquête incluait un traitement d'information randomisé décrivant le Biergerpakt et offrant davantage d'information incluant un lien vers la procédure d'adhésion. Ce traitement a été assigné aléatoirement à une partie des non-adhérents. Un traitement similaire portait sur les cours de langues offerts par l'INLL. Un troisième groupe (contrôle) n'a pas reçu d'information. La Figure 5.2 Biergerpakt (b) compare les intentions d'adhésion au Biergerpakt entre les trois groupes, il n'inclut que les non-adhérents.

**Figure 5.2 Biergerpakt (b) — Effet du traitement informationnel sur l'intention d'adhésion (non-adhérents)**

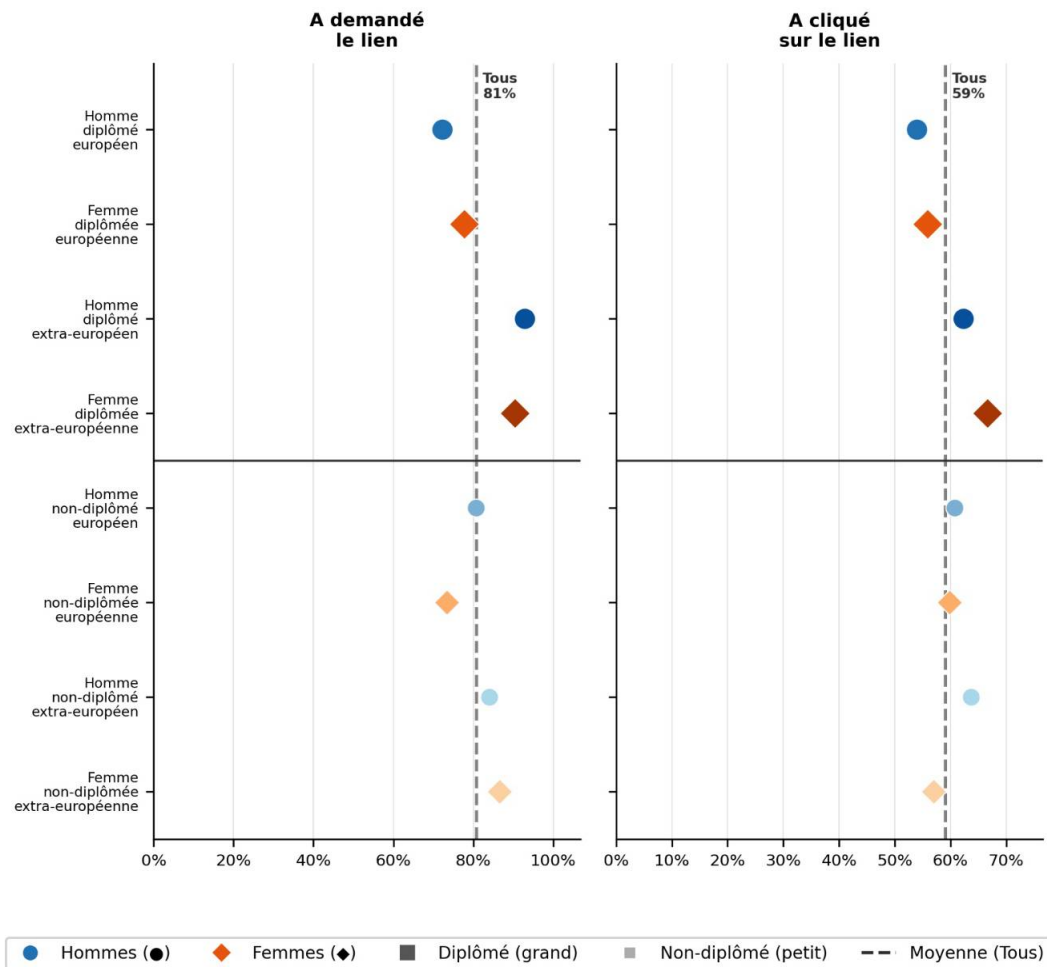


*Note de lecture : chaque ligne représente un profil sociodémographique. Les trois marqueurs indiquent l'intention certaine d'adhérer au Biergerpakt dans le groupe traitement Biergerpakt (cercle bleu), le groupe contrôle (carré gris) et le groupe traitement INLL (triangle orange, référence). La ligne horizontale bleue relie les groupes traitement BP et contrôle, avec l'écart en points de pourcentage. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.2 Biergerpakt (b) en Annexe T.5.*

La Figure 5.2 Biergerpakt (b) montre que ce traitement est associé à des intentions d'adhésion plus élevées : 35,0 % des non-adhérents du groupe traitement Biergerpakt expriment une intention certaine, contre 28,5 % dans le groupe contrôle et 25,3 % dans le groupe traitement INLL. Les intentions certaines ou probables atteignent 82,9 % dans le groupe Biergerpakt, contre 74,6 % dans le groupe contrôle. L'effet du traitement est le plus marqué chez les non-diplômés non-européens, pour lesquels l'intention certaine progresse de 27,1 % à 46,6 % chez les femmes (+19,5 pp) et de 29,6 % à 47,2 % chez les hommes (+17,6 pp). Les femmes diplômées non-européennes réagissent également au traitement (+10,9 pp, de 46,8 % à 57,7 %), de même que les hommes non-diplômés européens (+11,2 pp, de 13,4 % à 24,6 %). L'effet est en revanche absent chez les femmes non-diplômées européennes (23,5 % dans le contrôle contre 23,0 % dans le traitement) et modeste chez les diplômés européens et les hommes diplômés non-européens.

La Figure 5.2 Biergerpakt (c) décrit l'intérêt des participants ayant reçu le traitement Biergerpakt pour l'information et la procédure d'adhésion.

**Figure 5.2 Biergerpakt (c) — Interaction avec le lien (non-adhérents, groupe traitement)**

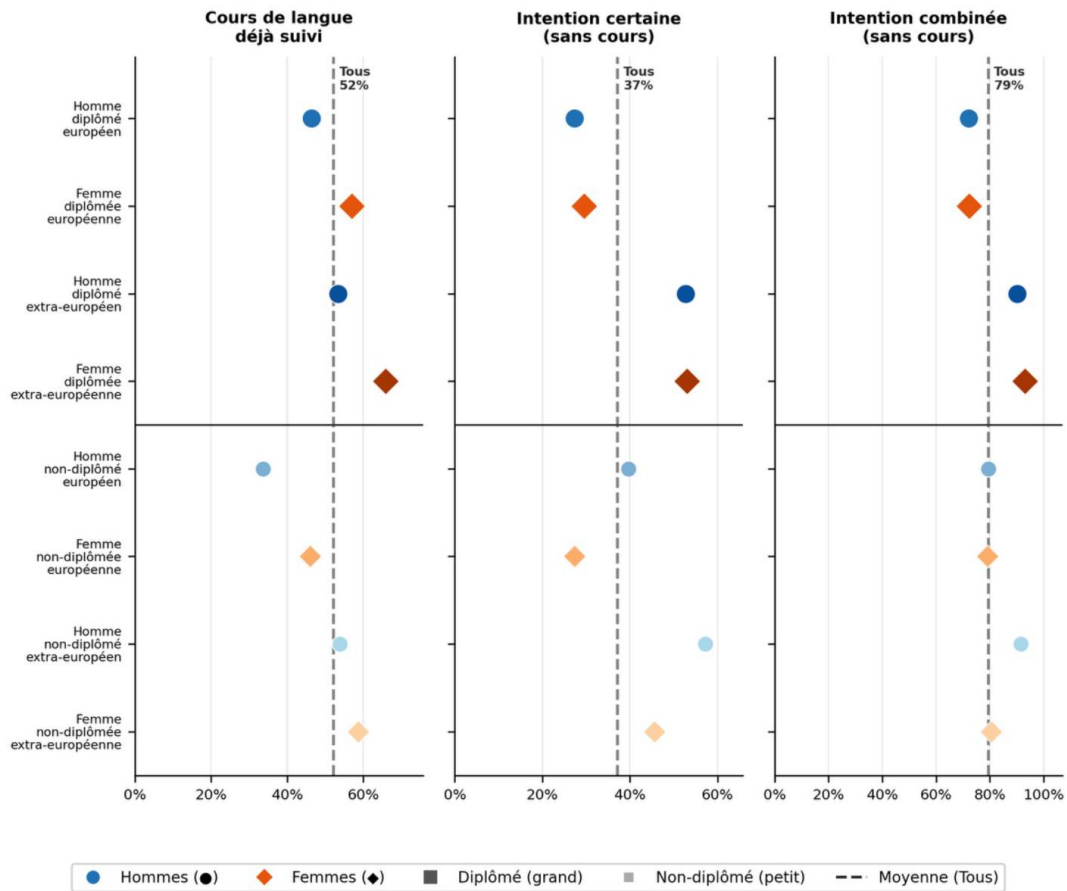


*Note de lecture : chaque panneau présente un indicateur d'interaction avec le lien proposé aux non-adhérents du groupe traitement Biergerpakt (demande du lien, clic sur le lien) par profil sociodémographique. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.2 Biergerpakt (c) en Annexe T.5.*

La Figure 5.2 Biergerpakt (c) indique que 80,8 % des non-adhérents du groupe traitement ont demandé à recevoir le lien vers l'adhésion au Biergerpakt, et que 59,1 % de ceux-ci ont effectivement cliqué. L'intérêt est le plus marqué chez les non-Européens universitaires (92,9 % des hommes et 90,5 % des femmes ont demandé le lien), tandis que les taux les plus faibles sont observés chez les Européens (entre 72,3 % et 80,7 % selon les profils). Les taux de clic parmi les demandeurs d'informations complémentaires s'élèvent en moyenne à 59,1%, et sont plus homogènes, variant de 54,0 % à 66,6 % selon les profils.

La Figure 5.2 INLL (a) décrit la participation aux cours de langue et les intentions d'inscription parmi les non-participants.

Figure 5.2 INLL (a) — Cours de langue : participation et intentions

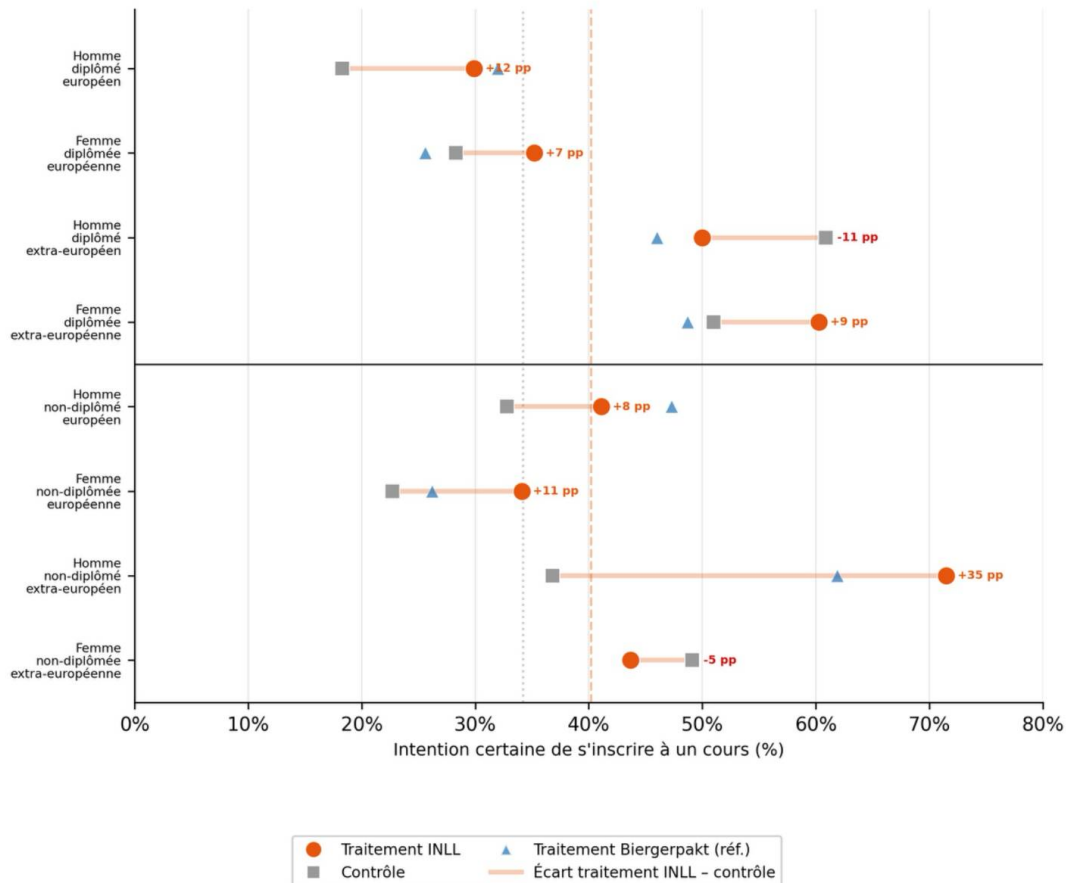


Note de lecture : chaque panneau présente un indicateur lié aux cours de langue (cours déjà suivi, intention certaine parmi les non-participants, intention combinée) par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.2 INLL (a) en Annexe T.5.

Sur l'ensemble de l'échantillon, 52,2 % des primo-arrivants ont déjà suivi au moins un cours de langue. La participation est plus élevée chez les femmes que chez les hommes et chez les non-Européens que chez les Européens. Les femmes non-européennes universitaires affichent le taux le plus élevé (65,8 %), tandis que les hommes européens non-universitaires présentent le taux le plus faible (33,7 %). Parmi les non-participants, les intentions d'inscription sont élevées : 79,4 % expriment une volonté probable ou certaine, dont 37,2 % avec une intention certaine. Les non-Européens manifestent des intentions plus marquées, avec des taux d'intention combinée (certainement ou probablement) atteignant 90,2 % à 93,1 % pour les profils universitaires non-européens.

Le second traitement d'information, portant sur l'importance des langues au Luxembourg et la part des offres d'emploi requérant chaque langue (traitement INLL), a été assigné à un tiers des participants. La Figure 5.2 INLL (b) décrit les intentions de suivre des cours de langues parmi les participants n'ayant pas préalablement pris de cours de langues au Luxembourg.

**Figure 5.2 INLL (b) — Effet du traitement informationnel sur l'intention d'inscription aux cours de langue (sans cours)**

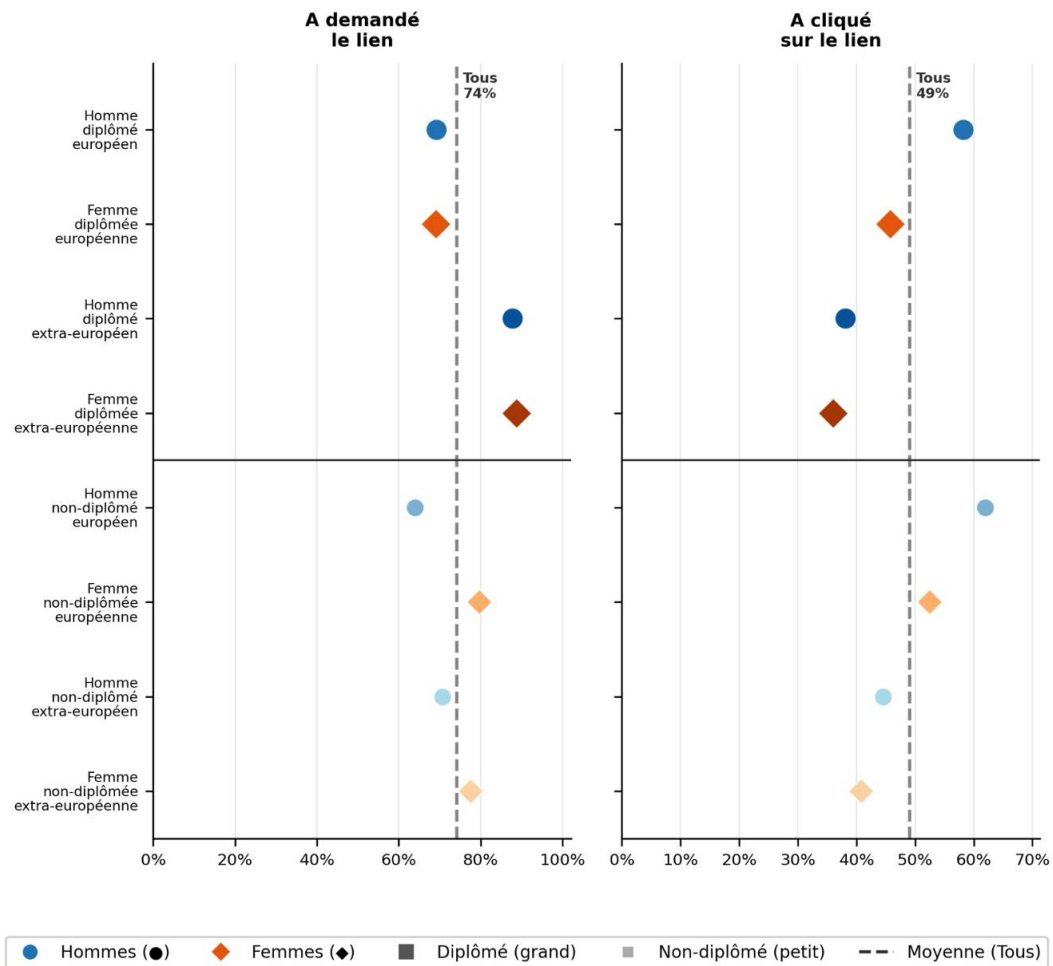


*Note de lecture : chaque ligne représente un profil sociodémographique. Les trois marqueurs indiquent l'intention certaine de s'inscrire à un cours dans le groupe traitement INLL (cercle orange), le groupe contrôle (carré gris) et le groupe traitement Biergerpakt (triangle bleu, référence). La ligne horizontale orange relie les groupes traitement INLL et contrôle, avec l'écart en points de pourcentage. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.2 INLL (b) en Annexe T.5.*

La Figure 5.2 INLL (b) montre que le traitement INLL est associé à des intentions d'inscription plus élevées : 40,2 % d'intention certaine dans le groupe INLL, contre 34,2 % dans le groupe contrôle et 37,0 % dans le groupe Biergerpakt. Les intentions combinées (certainement ou probablement, voir Tableau 5.2 INLL (b) en Annexe T.5) sont de 83,0 % (INLL), 78,4 % (contrôle) et 76,5 % (Biergerpakt). L'effet global (+6,0 pp en intention certaine) est comparable à celui du traitement Biergerpakt sur l'adhésion (+6,5 pp). L'effet est positif et relativement homogène chez les profils européens (+6,9 à +11,6 pp selon le profil). Chez les non-Européens, les résultats sont plus contrastés : l'effet est très marqué chez les hommes non-diplômés non-européens (+34,7 pp, de 36,8 % à 71,5 %, mais avec des effectifs limités), alors qu'il est négatif chez les femmes non-diplômées non-européennes (-5,4 pp) et les hommes diplômés non-européens (-10,9 pp).

La Figure 5.2 INLL (c) décrit l'intérêt pour l'information et la procédure d'inscription à l'INLL.

**Figure 5.2 INLL (c) — Interaction avec le lien (sans cours, groupe traitement)**



*Note de lecture : chaque panneau présente un indicateur d'interaction avec le lien proposé aux non-participants du groupe traitement INLL (demande du lien, clic sur le lien) par profil sociodémographique. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.2 INLL (c) en Annexe T.5.*

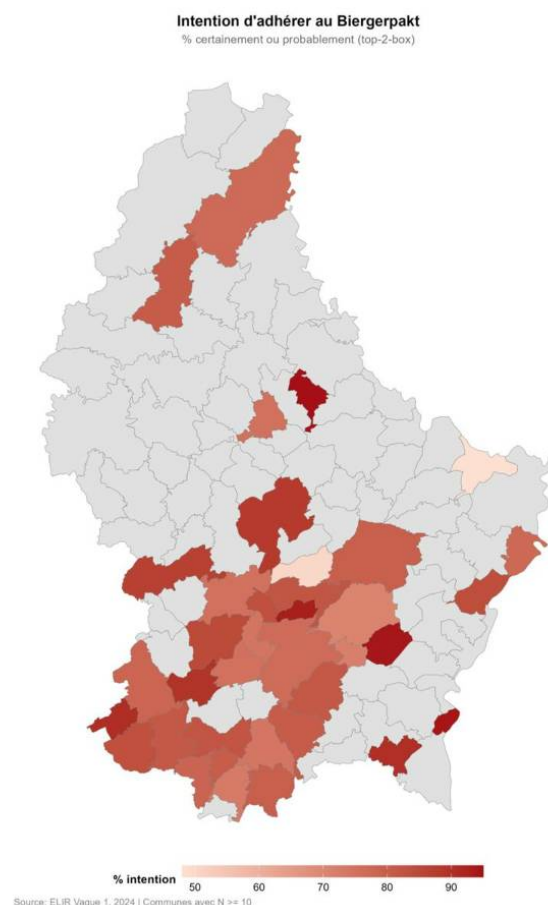
La Figure 5.2 INLL (c) indique que le traitement INLL suscite un intérêt moindre que le traitement Biergerpakt : 74,1 % des non-participants du groupe INLL ont demandé le lien (contre 80,8 % pour le traitement Biergerpakt), et 49,1 % de ceux-ci ont cliqué (contre 59,1 %). Les non-Européens universitaires montrent le plus d'intérêt pour le lien (87,7 % des hommes et 88,8 % des femmes l'ont demandé), mais les taux de clic sont plus faibles, variant de 36,0 % à 62,0 % selon les profils.

La comparaison des deux traitements révèle des mécanismes d'action distincts. Les deux produisent un effet global comparable sur les intentions (~+6 pp en intention certaine), mais leurs profils de réponse diffèrent de façon instructive. Le traitement Biergerpakt, qui présente une opportunité concrète d'intégration civique, produit ses effets les plus forts chez les profils non-européens non-diplômés — précisément ceux dont les intentions de départ dans le groupe contrôle sont intermédiaires et pour lesquels le dispositif ouvre une perspective tangible d'appartenance. Le traitement INLL, qui met en avant les exigences linguistiques du marché du travail, produit un effet homogène chez les Européens mais des effets négatifs chez certains profils non-européens. Ce

contraste peut s'expliquer par l'interaction entre le contenu informationnel du traitement et la situation objective des répondants. Pour les profils européens, dont les compétences linguistiques de départ sont plus élevées et l'accès à l'emploi moins contraint, l'information sur les exigences linguistiques comble un déficit d'information sur un investissement actionnable : elle les incite à compléter des compétences déjà partiellement acquises. Pour les femmes non-diplômées non-européennes et les hommes diplômés non-européens, le mécanisme semble s'inverser. Les premières cumulent le taux d'emploi le plus faible de l'échantillon (44,8 %), des compétences linguistiques limitées en français, les discriminations professionnelles et scolaires les plus élevées — tout en ayant déjà le taux de participation à des cours de langue le plus élevé parmi les femmes (58,7 %). Les seconds disposent d'un diplôme universitaire mais font face à des discriminations élevées — 19 % dans le domaine professionnel (davantage que les non-diplômés non-européens), 25 % sur le marché du logement et 25 % dans la vie quotidienne (Tableau 7.2). Pour ces profils, la mise en avant des exigences linguistiques du marché du travail, dans un contexte où les obstacles discriminatoires sont déjà fortement ressentis, peut induire un effet de rejet. Cette asymétrie éclaire une distinction importante pour les politiques d'information : un message centré sur une opportunité nouvelle (le Biergerpakt) fonctionne auprès de profils très divers, tandis qu'un message soulignant des exigences existantes (les langues sur le marché du travail) risque de décourager ceux qui perçoivent déjà ces exigences comme des obstacles difficilement surmontables.

La dimension territoriale des intentions d'adhésion au Biergerpakt révèle des variations communales qui peuvent refléter le niveau d'information locale sur le dispositif ainsi que le profil des primo-arrivants résidant dans chaque commune.

#### Carte 6. Intention d'adhérer au Biergerpakt par commune



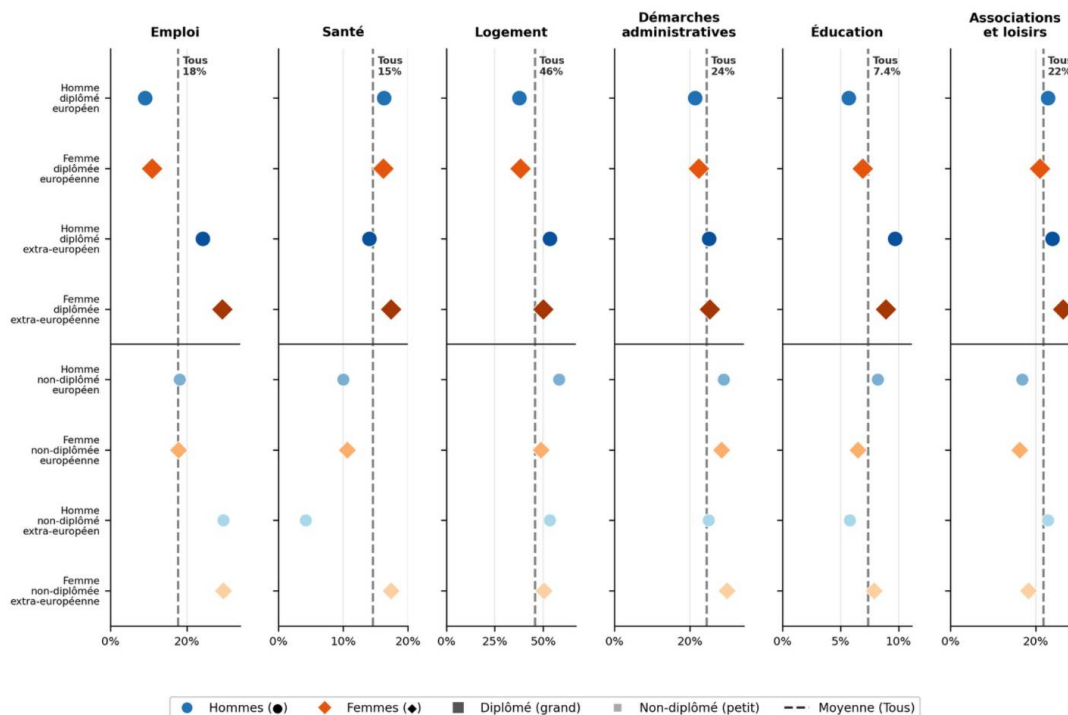
Note : % répondant « oui, certainement » ou « oui, probablement » (top-2-box, échelle 1-4). Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Source : ELIR Vague 1, 2024.

### 5.3 Accès à l'information

La Figure 5.3 indique dans quelle mesure l'accès à l'information dans un certain domaine apparaît comme difficile ou très difficile aux participants de l'enquête. Tous les groupes identifient le logement comme le domaine le plus problématique (45,7 % des participants, 38 % à 58 % de difficultés selon le profil). Même les Européens universitaires, qui sont généralement les mieux informés dans les autres domaines, indiquent avoir des difficultés avec l'information sur le logement (environ 38 % d'entre eux). Cette difficulté généralisée reflète probablement la tension sur le marché immobilier luxembourgeois.

Les démarches administratives constituent le deuxième domaine le plus problématique (24,4 %), suivies par l'accès à l'information sur les associations et la vie sociale (21,8 %) et l'emploi (17,7 %). Les difficultés d'accès à l'information sur l'emploi sont nettement plus marquées pour les profils non-européens (entre 24 % et 30 % selon le profil, contre 9 à 18 % pour les Européens). L'éducation présente les niveaux de difficulté les plus faibles (7,4 % en moyenne).

Figure 5.3 — Difficultés d'accès à l'information par domaine



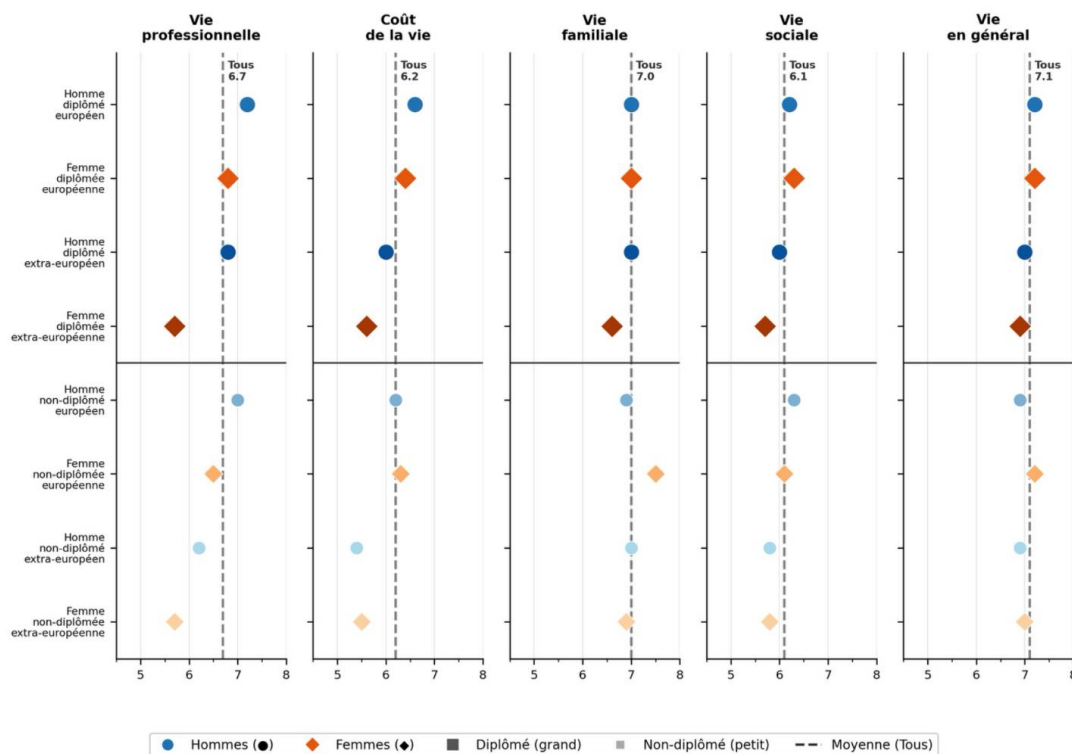
Note de lecture : chaque panneau présente la part des répondants jugeant l'accès à l'information difficile ou très difficile dans un domaine, par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 5.3 en Annexe T.5.

## Partie 6 : Bien-être subjectif

### 6.1 Satisfaction par domaine de vie

La Figure 6.1 présente le niveau de satisfaction des participants dans cinq domaines de vie, mesuré sur une échelle de 0 à 10. Le bien-être subjectif est globalement favorable, mais varie sensiblement selon les dimensions et les profils.

Figure 6.1a — Satisfaction moyenne par domaine de vie (échelle 0-10)



Note de lecture : chaque panneau présente la satisfaction moyenne (sur une échelle de 0 à 10) dans un domaine de vie, par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 6.1 en Annexe T.6.

Le coût de la vie constitue la dimension la plus critique pour l'ensemble des participants. Les moyennes y sont les plus basses (entre 5,4 et 6,6) et la part de scores satisfaisants ( $\geq 8$ ) la plus limitée, allant de 17,8 % chez les femmes universitaires non-européennes à 33,0 % chez les hommes universitaires européens. La moindre satisfaction exprimée à l'égard du coût de la vie apparaît de manière transversale à l'ensemble des profils et reflète probablement la tension sur les prix au Luxembourg, y compris parmi les plus favorisés.

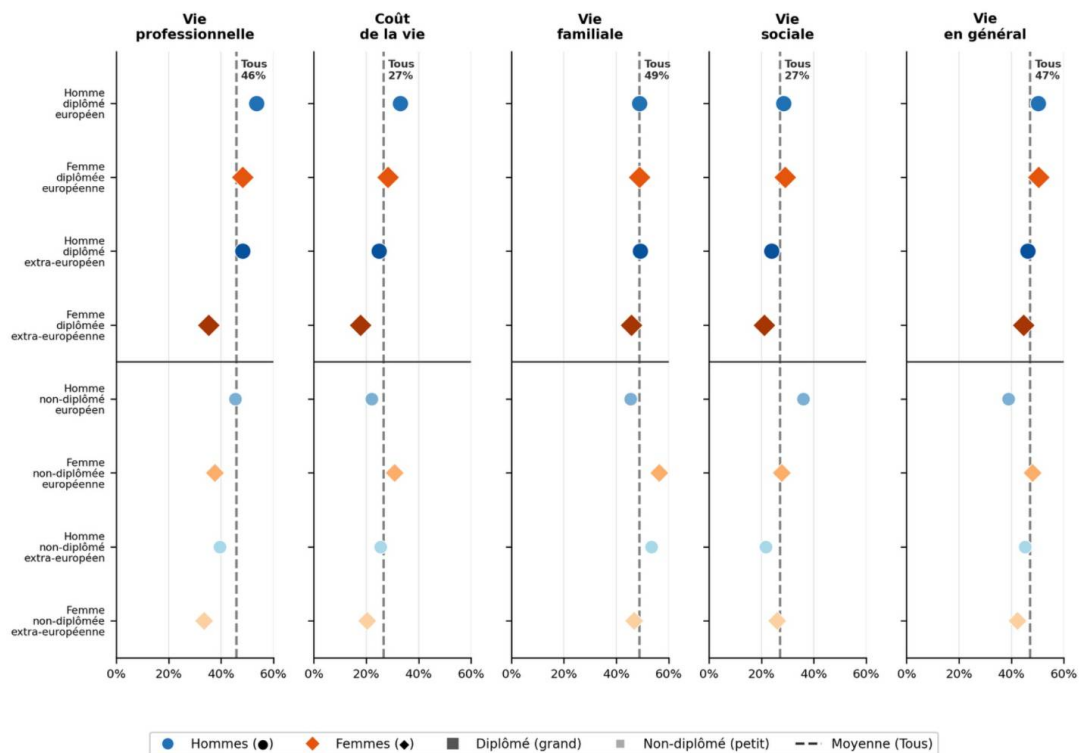
À l'opposé, la satisfaction familiale est la dimension la plus élevée et la plus homogène. Les moyennes atteignent ou dépassent 7,0 dans la majorité des profils, et les scores satisfaisants culminent à 56,4 % chez les femmes non-universitaires européennes.

La satisfaction professionnelle fait apparaître une forte différenciation sociale. Les universitaires européens se distinguent nettement (hommes diplômés européens : 7,2 en moyenne, 53,5 % de

scores satisfaisants), tandis que les femmes non-européennes, qu'elles soient universitaires ou non, affichent les niveaux les plus faibles (5,7 en moyenne pour femmes non-diplômées non-européennes et femmes diplômées non-européennes). La vie sociale suit un profil similaire : les moyennes se situent entre 5,7 et 6,3, mais les scores satisfaisants sont nettement plus faibles chez les non-Européens (entre 21 % et 26 %) que chez les Européens (entre 28 % et 36 %).

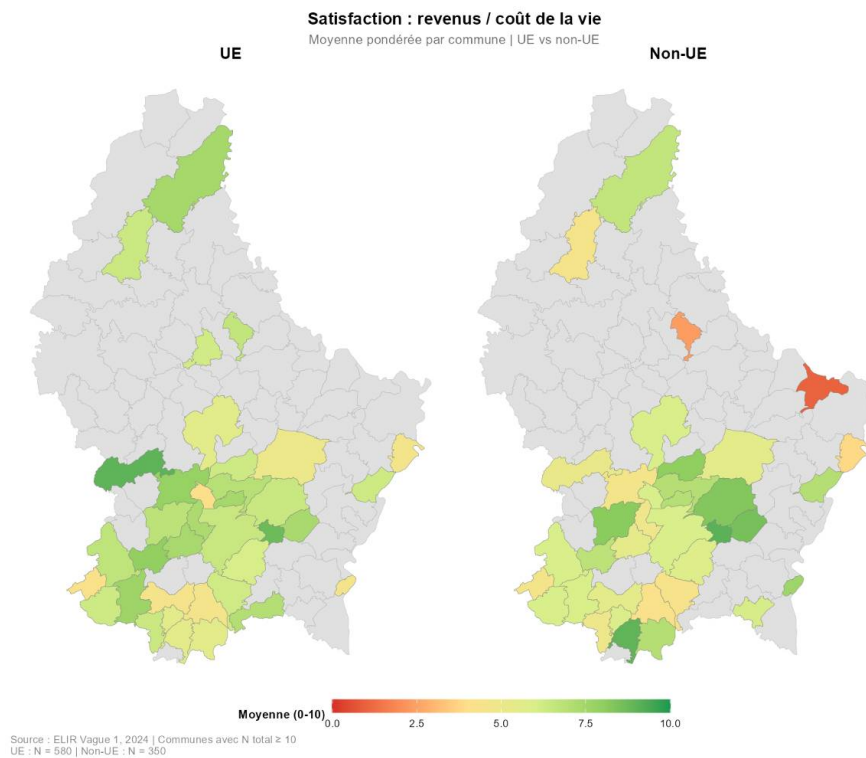
La satisfaction générale synthétise ces écarts. Les universitaires européens (hommes et femmes) affichent les niveaux les plus élevés (moyenne 7,2 ; environ 50 % de scores satisfaisants). Les écarts entre profils y sont toutefois plus resserrés que dans les dimensions spécifiques : même les profils les moins satisfaits (hommes non-diplômés européens : 6,9 ; 38,9 %) restent à un niveau honorable, suggérant que la satisfaction globale intègre des dimensions compensatoires — notamment la vie familiale — qui atténuent les difficultés rencontrées dans d'autres domaines.

Figure 6.1b — Part de scores très satisfaisants (≥ 8/10) par domaine de vie



Note de lecture : chaque panneau présente la part des répondants attribuant un score ≥ 8 (sur 10) dans un domaine de vie, par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 6.1 en Annexe T.6.

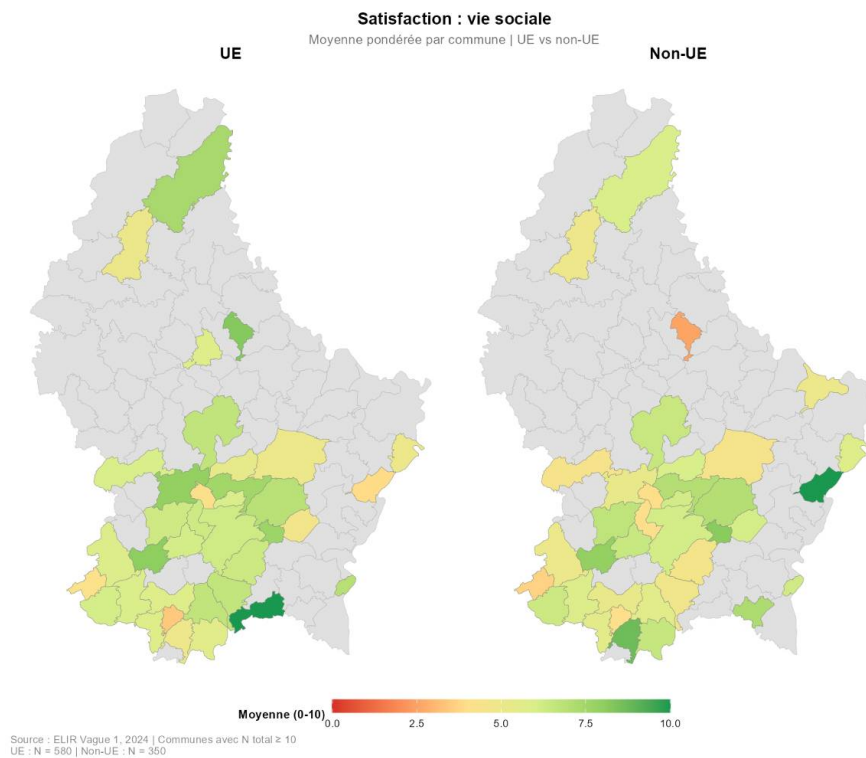
### Carte 7. Satisfaction à l'égard des revenus et du coût de la vie



*Note : Satisfaction moyenne à l'égard de l'équilibre entre revenus et coût de la vie (échelle 0-10). Panneau gauche : primo-arrivants UE. Panneau droit : primo-arrivants non-UE. Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

La satisfaction à l'égard de l'équilibre entre revenus et coût de la vie est la dimension la plus critique identifiée dans l'enquête ELIR, et la carte communale confirme visuellement ce constat. Les teintes dominantes sont nettement plus tièdes que pour les autres domaines : même dans le panel UE, la majorité des communes reste dans une gamme jaune à vert clair, correspondant à des moyennes situées autour de 5 à 6 sur 10. Aucune commune n'atteint les verts soutenus (8 ou plus) que l'on observe pour la satisfaction familiale ou la vie en général, ce qui traduit un plafonnement généralisé de la satisfaction dans ce domaine. Le groupe non-UE accentue cette tendance. Si certaines communes du centre et du sud maintiennent des niveaux acceptables, d'autres affichent des moyennes sensiblement plus basses, notamment une commune de l'est qui apparaît en rouge vif (en dessous de 3 sur 10). Le contraste avec le panel UE, plus homogène, suggère que les ressortissants européens disposent de conditions économiques plus uniformément favorables sur l'ensemble du territoire.

## Carte 8. Satisfaction à l'égard de la vie sociale



*Note : Satisfaction moyenne à l'égard de la vie sociale (échelle 0-10). Panneau gauche : primo-arrivants UE. Panneau droit : primo-arrivants non-UE. Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

La satisfaction à l'égard de la vie sociale (amis, collègues, voisins) présente un profil géographique distinct des autres domaines. Le panel UE affiche des moyennes modérées, concentrées autour de 6 sur 10, avec quelques communes du sud et de l'est descendant vers des teintes jaunes (autour de 5). La vie sociale apparaît ainsi comme un domaine de satisfaction intermédiaire pour les Européens, en retrait par rapport à la satisfaction familiale mais nettement au-dessus de la satisfaction liée au coût de la vie.

Le panel non-UE révèle une situation plus nuancée. L'hétérogénéité entre communes est prononcée, avec une commune du centre-nord affichant un niveau sensiblement bas (teinte orange, autour de 4) tandis qu'une commune de l'est atteint un vert soutenu. De façon générale, les teintes sont plus jaunes que vertes, indiquant des moyennes fréquemment en dessous de 6. Cette difficulté relative en matière de vie sociale pour les primo-arrivants non-européens fait écho aux résultats du rapport sur les taux modestes de scores très satisfaisants dans ce domaine, en particulier chez les femmes nées hors UE.

### 6.2 Le rôle du pays d'origine dans la satisfaction

Les différences de satisfaction observées dans la Figure 6.1 reflètent en grande partie le profil sociodémographique des répondants – niveau de diplôme, région de naissance (UE ou non-UE), sexe. Une question complémentaire se pose néanmoins : le niveau de développement économique du pays d'origine influence-t-il, en soi, la façon dont les primo-arrivants évaluent leur vie au Luxembourg ? L'hypothèse est intuitive : une personne venant d'un pays à faible revenu pourrait percevoir différemment le coût de la vie ou les conditions de travail qu'une personne habituée à un niveau de vie comparable à celui du Luxembourg.

Cette hypothèse est testée en Annexe A.3 à l'aide de régressions multivariées qui introduisent le PIB par habitant du pays de naissance (en déciles) comme variable explicative supplémentaire, en contrôlant simultanément pour le revenu du ménage, le statut UE, les compétences linguistiques, le sexe, l'âge, le diplôme, la situation familiale et l'emploi. L'analyse révèle que le niveau de

développement du pays d'origine n'est statistiquement significatif pour aucune des cinq dimensions de satisfaction étudiées (emploi, coût de la vie, vie familiale, vie sociale, vie en général). Ce constat se maintient lorsqu'on utilise une mesure binaire de la satisfaction ou lorsqu'on retire les poids d'enquête.

En revanche, le revenu du ménage au Luxembourg apparaît comme le déterminant le plus robuste : les ménages gagnant plus de 8 000 € nets par mois se déclarent significativement plus satisfaits de leur emploi (+0,6 point sur 10) et du coût de la vie (+0,6 point), tandis que les ménages gagnant moins de 4 000 € sont significativement moins satisfaits du coût de la vie (-0,5 point) et de leur vie familiale (-0,5 point). Ce résultat suggère que la satisfaction des primo-arrivants est avant tout déterminée par leurs conditions de vie actuelles au Luxembourg, plutôt que par un « effet de contraste » lié à leur pays d'origine. Il renforce l'importance des politiques d'inclusion centrées sur l'accès à l'emploi qualifié et le soutien au pouvoir d'achat.

## Partie 7 : Vivre ensemble et attitudes

Cette partie analyse les attitudes et perceptions relatives au vivre ensemble interculturel, en examinant les niveaux de proximité ressentie, le sentiment de confiance, et les critères d'appartenance à la société luxembourgeoise.

### 7.1 Interactions de voisinage

La Figure 7.1 montre que les échanges de salutations avec les voisins sont largement répandus dans l'ensemble des profils sociodémographiques, avec des niveaux systématiquement élevés, compris entre 83,0 % et 89,5 % selon les profils. Les proportions les plus élevées sont observées chez les femmes non-universitaires nées dans l'UE (89,5 %), tandis que les plus faibles concernent les hommes universitaires nés dans l'UE (83,0 %). Ces résultats confirment l'existence d'un socle commun de courtoisie de voisinage, relativement indépendant des caractéristiques individuelles.

En revanche, les interactions de voisinage plus riches (invitations mutuelles, services rendus) présentent des contrastes selon les profils. Elles sont les plus fréquentes chez les hommes non-universitaires nés dans l'UE (41,7 %), suivis des hommes non-universitaires nés hors UE (39,2 %) et des hommes universitaires nés hors UE (37,8 %). À l'inverse, les niveaux sont nettement plus faibles parmi les profils universitaires nés dans l'UE, tant chez les hommes (25,3 %) que chez les femmes (21,6 %), suggérant des formes de voisinage plus distancées dans ces groupes.

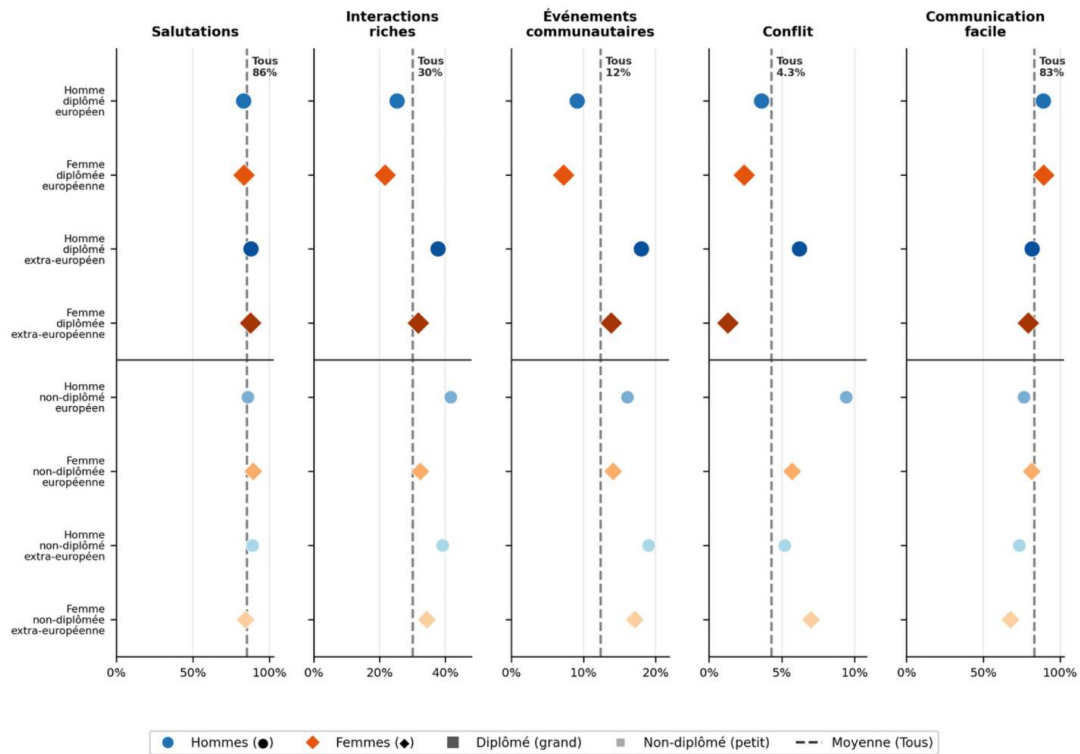
La participation à des événements communautaires demeure globalement limitée, avec des taux variant de 7,2 % à 19,0 %. Elle est la plus élevée chez les hommes non-universitaires nés hors UE (19,0 %) et les hommes universitaires nés hors UE (18,0 %), tandis qu'elle reste marginale parmi les femmes universitaires nées dans l'UE (7,2 %) et les hommes universitaires nés dans l'UE (9,1 %). Ces écarts traduisent des formes différenciées d'engagement dans la vie collective locale.

Les situations de conflit avec les voisins demeurent peu fréquentes, quel que soit le profil, avec des proportions comprises entre 1,3 % et 9,4 %. Les niveaux les plus élevés sont observés chez les hommes non-universitaires nés dans l'UE (9,4 %) et les femmes non-universitaires nées hors UE (7,0 %), tandis que les plus faibles concernent les femmes universitaires nées hors UE (1,3 %) et celles nées dans l'UE (2,4 %).

La communication avec les voisins est globalement jugée facile par une large majorité des répondants, mais avec des différences marquées selon les profils. Les proportions les plus élevées sont observées chez les profils universitaires nés dans l'UE, tant chez les femmes (femmes diplômées européennes : 89,2 %) que chez les hommes (hommes diplômés européens : 88,9 %). À l'inverse, les niveaux les plus faibles concernent les profils non-universitaires nés hors UE, aussi bien chez les femmes (femmes non-diplômées non-européennes : 67,5 %) que chez les hommes (hommes non-diplômés non-européens : 73,3 %).

Un contraste notable ressort de ces résultats : les profils non-universitaires, en particulier non-européens, entretiennent des interactions de voisinage plus fréquentes et plus diversifiées (invitations, services, événements communautaires), mais jugent la communication avec leurs voisins plus difficile. À l'inverse, les universitaires européens communiquent aisément mais maintiennent des rapports de voisinage plus distancés. Ce paradoxe apparent suggère que la facilité de communication linguistique ne détermine pas à elle seule la densité des liens de voisinage.

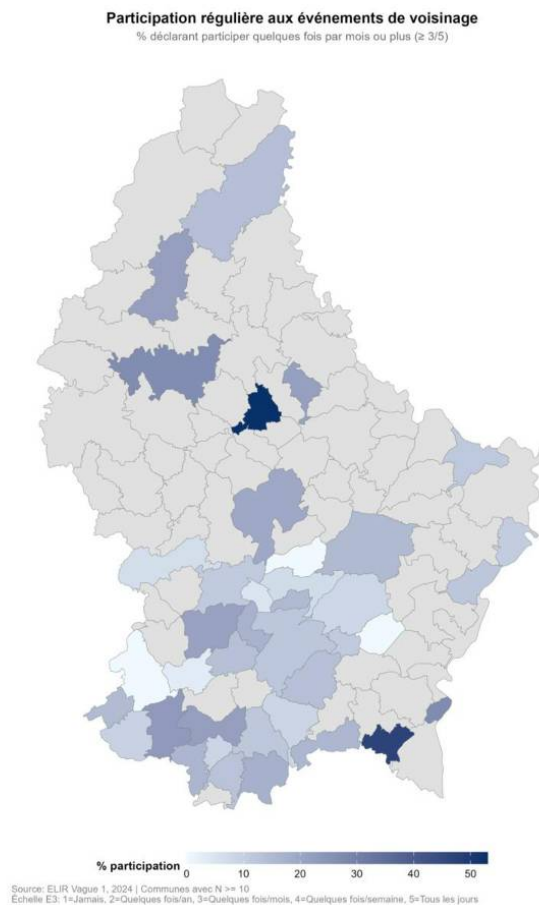
Figure 7.1 — Interactions de voisinage



Note de lecture : chaque panneau présente un indicateur d'interaction de voisinage (salutations régulières, interactions riches, événements communautaires, conflits, communication facile) par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 7.1 en Annexe T.7.

Les écarts de participation aux événements communautaires se traduisent également par des variations géographiques. La carte ci-dessous identifie les communes où les primo-arrivants sont les plus engagés dans la vie de quartier.

### Carte 9. Participation régulière aux événements de voisinage par commune



*Note : % de primo-arrivants déclarant participer au moins quelques fois par mois aux événements de quartier. Données pondérées. Communes avec N ≥ 10. Source : ELIR Vague 1, 2024.*

Sur base de cette carte, les contrastes entre profils soulèvent une question : reflètent-ils uniquement les caractéristiques individuelles des primo-arrivants (origine, niveau d'éducation, situation familiale), ou également le contexte résidentiel dans lequel ils évoluent ? Un primo-arrivant installé dans une commune à forte proportion de résidents étrangers vit dans un environnement différent de celui d'un primo-arrivant résidant dans une commune à dominante luxembourgeoise. Pour démêler ces deux dimensions, une analyse complémentaire (présentée en Annexe A.3) a croisé les données individuelles de l'enquête avec les données du recensement (STATEC) sur la composition démographique des 68 communes où résident les répondants.

Le résultat principal est sans ambiguïté : la composition socioculturelle de la commune de résidence (proportions de Luxembourgeois, d'Européens et de non-Européens, de diplômés du supérieur et de non-diplômés) n'explique qu'une part très modeste des variations dans les interactions de voisinage. Les coefficients associés à la composition communale sont dans la grande majorité des cas non significatifs sur le plan statistique, et ce pour l'ensemble des dimensions analysées. Les différences décrites ci-dessus tiennent donc avant tout aux caractéristiques des individus eux-mêmes, et non à la commune dans laquelle ils résident.

En revanche, les compétences linguistiques individuelles jouent un rôle tangible, en particulier pour la facilité de communication avec les voisins. La maîtrise du français est associée à une probabilité plus élevée de 16 points de pourcentage de juger la communication « facile », et celle de l'anglais de 29 points. L'analyse révèle en outre que l'utilité de chaque langue dépend du contexte résidentiel : le français et l'allemand facilitent davantage la communication dans les communes à forte

proportion de résidents européens, tandis que l'anglais est plus utile dans les communes à forte proportion de résidents non-européens (Tableau A.3.2).

## 7.2 Discriminations perçues

La Figure 7.2 montre que les déclarations d'expériences de discrimination liées à la couleur de peau, à l'origine ou à l'appartenance ethnique concernent une part non négligeable des répondants, avec de fortes variations selon les domaines et les profils.

Le domaine professionnel et le marché du logement sont les deux domaines où les situations de discriminations sont le plus fréquemment rapportées : 18,0 % des répondants ont déclaré avoir vécu au moins une fois depuis l'arrivée au Luxembourg une situation de discrimination dans chacun de ces deux domaines. Viennent ensuite les discriminations perçues dans la vie quotidienne (16,7 %) et dans le cadre scolaire (8,3 % de tous les participants s'étant exprimé sur la question, 13,2 % des répondants vivant avec au moins un enfant).<sup>1</sup> Enfin, 5,5 % des répondants déclarent avoir subi des discriminations sur les réseaux sociaux.

Dans le domaine professionnel, les discriminations perçues présentent un profil complexe. Chez les Européens, le diplôme semble jouer un rôle protecteur : les non-universitaires déclarent nettement plus d'expériences de discriminations que les universitaires (hommes non-diplômés européens 21,3 % vs hommes diplômés européens 9,4 % ; femmes non-diplômées européennes 28,7 % vs femmes diplômées européennes 13,0 %). Chez les non-Européens en revanche, ce gradient s'inverse : les universitaires déclarent autant voire plus d'expériences de discriminations que les non-universitaires (femmes diplômées non-européennes 29,3 % vs femmes non-diplômées non-européennes 26,8 %). Ce résultat pourrait refléter une sensibilité accrue aux inégalités de traitement chez les diplômés non-européens, ou des attentes professionnelles plus élevées confrontées à des situations perçues comme discriminatoires.

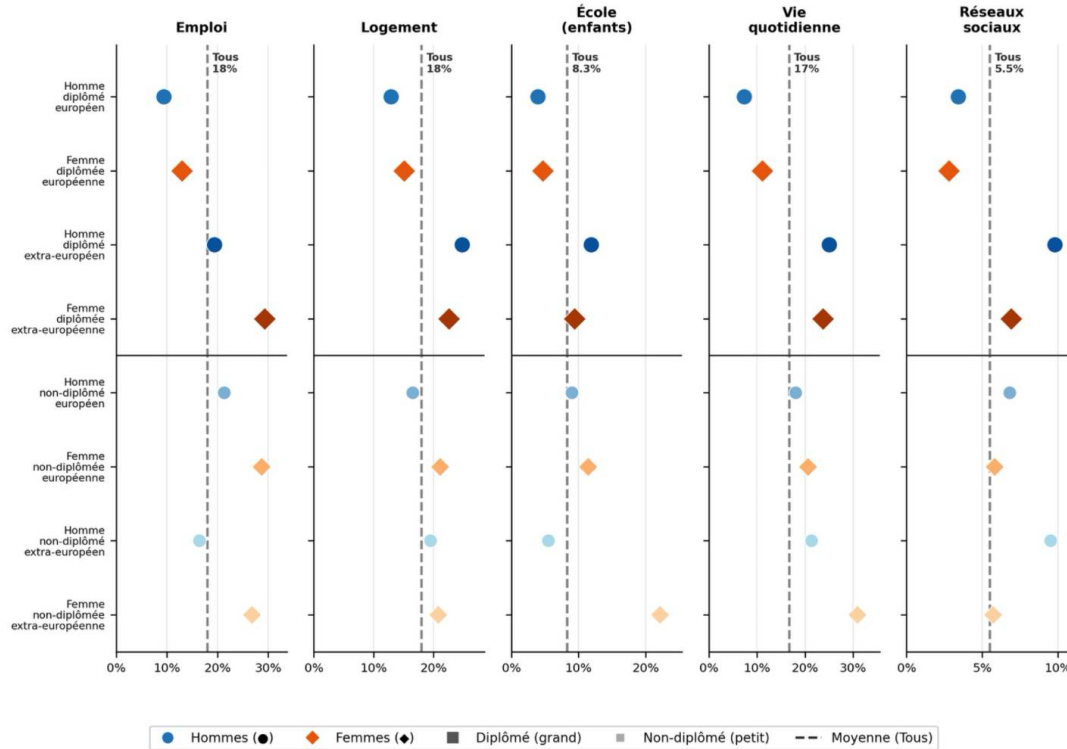
Le marché du logement est particulièrement problématique pour les profils non-européens, avec des taux allant de 19,5 % à 24,8 % selon le profil, contre 12,9 % à 21,1 % pour les Européens. Les expériences déclarées de discrimination dans la vie quotidienne suivent un profil similaire : elles atteignent **21 % à 31 %** chez les non-Européens, contre 7,3 % à 20,6 % chez les Européens.

Le cadre scolaire mérite une attention particulière pour les femmes non-universitaires non-européennes, qui déclarent des expériences de discrimination nettement plus fréquents (29,7 % parmi celles qui vivent avec un enfant) que les autres profils. Ces taux sont deux à quatre fois plus élevés que ceux des profils européens universitaires.

---

<sup>1</sup> voir Tableau 7.2 en Annexe T.7

Figure 7.2 — Discriminations vécues par domaine



Note de lecture : chaque panneau présente la part des répondants déclarant avoir vécu une discrimination dans un domaine donné, par profil sociodémographique. La ligne verticale en pointillé indique la moyenne. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 7.2 en Annexe T.7.

### 7.3 Normes sociales de vivre ensemble

#### Perception du rôle de l'activité professionnelle

Les résultats confirment l'existence d'un consensus extrêmement fort autour de l'idée selon laquelle l'exercice d'une activité professionnelle est important pour contribuer au vivre ensemble. L'adhésion à cette norme dépasse systématiquement 95 % dans tous les profils, tant au niveau personnel que pour la norme perçue, ce qui en fait l'une des normes les plus largement partagées de l'enquête.

L'adhésion personnelle est particulièrement élevée, avec des niveaux compris entre 96,5 % (femmes non-diplômées non-européennes) et 99,9 % (femmes diplômées européennes). Les profils universitaires affichent les taux les plus élevés, mais les profils non-universitaires, y compris nés hors UE, se situent également à des niveaux très élevés (99,1 % pour hommes non-diplômés non-européens ; 96,5 % pour femmes non-diplômées non-européennes). Ces résultats montrent que la valorisation du travail comme vecteur de participation est largement intériorisée, indépendamment du niveau de diplôme ou de la région de naissance.

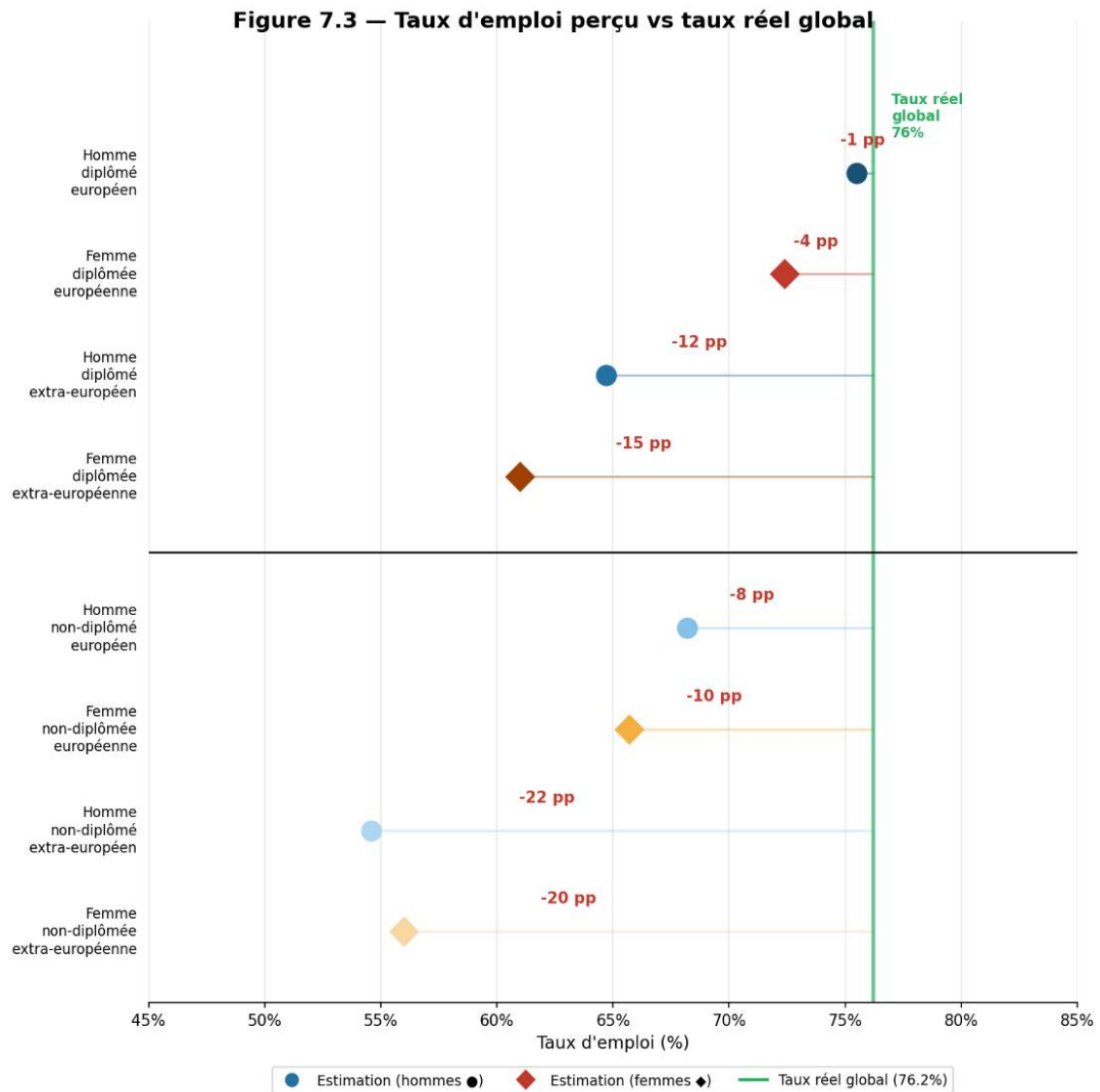
La norme perçue atteint des niveaux tout aussi élevés, allant de 95,7 % (hommes non-diplômés non-européens) à 98,9 % (femmes diplômées européennes). Contrairement aux domaines du logement et de la langue luxembourgeoise, où le phénomène d'ignorance pluraliste est marqué, les écarts entre norme perçue et adhésion réelle sont ici quasi nuls. Les profils non-européens non-universitaires présentent les seuls décalages notables, quoique modestes (-1,9 pp pour hommes non-diplômés non-européens ; -1,3 pp pour femmes non-diplômées non-européennes), indiquant

une très légère sous-estimation du consensus réel dans ces groupes. Ce résultat suggère que la norme du travail comme facteur de contribution à la société est non seulement largement partagée, mais aussi correctement perçue comme telle par l'ensemble des primo-arrivants. Ces résultats ayant très peu de variabilité, une illustration n'est pas fournie ici, mais les chiffres sont disponibles dans le Tableau 7.3 en Annexe T.7.

### Perception de la participation au marché du travail des primo-arrivants

Les résultats mettent en évidence un écart entre la situation professionnelle individuelle déclarée et la perception de l'emploi des autres primo-arrivants. En moyenne, les primo-arrivants estiment que 68,0 % des autres participants sont en emploi, alors que le taux d'emploi réel pondéré s'établit à 76,2 %, soit une sous-estimation de 8,2 points de pourcentage. Cette sous-estimation est quasi universelle : seul le profil des hommes universitaires européens, dont la perception (75,5 %) est proche de la réalité globale, échappe à ce biais.

La Figure 7.3 montre que cette sous-estimation est particulièrement prononcée chez les profils non-européens : les hommes non-universitaires non-européens estiment le taux d'emploi à 54,6 % (21,6 pp en dessous de la réalité globale) et les femmes non-universitaires non-européennes à 56,0 % (20,2 pp en dessous). Chez ces femmes, dont le taux d'emploi propre est parmi les plus faibles (44,8 %), la perception de l'emploi des autres primo-arrivants reste supérieure à leur propre situation, suggérant un sentiment de désavantage relatif. À l'inverse, les hommes universitaires européens, dont le taux d'emploi propre est le plus élevé (90,6 %), perçoivent l'emploi des autres comme nettement inférieur à leur propre situation.



*Note de lecture : chaque marqueur représente l'estimation par un profil du taux d'emploi des primo-arrivants dans leur ensemble. La ligne verticale verte indique le taux d'emploi réel global (76,2 %). La ligne horizontale relie l'estimation à la réalité avec l'écart en points de pourcentage. Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 7.4 en Annexe T.7.*

### Langues et épanouissement

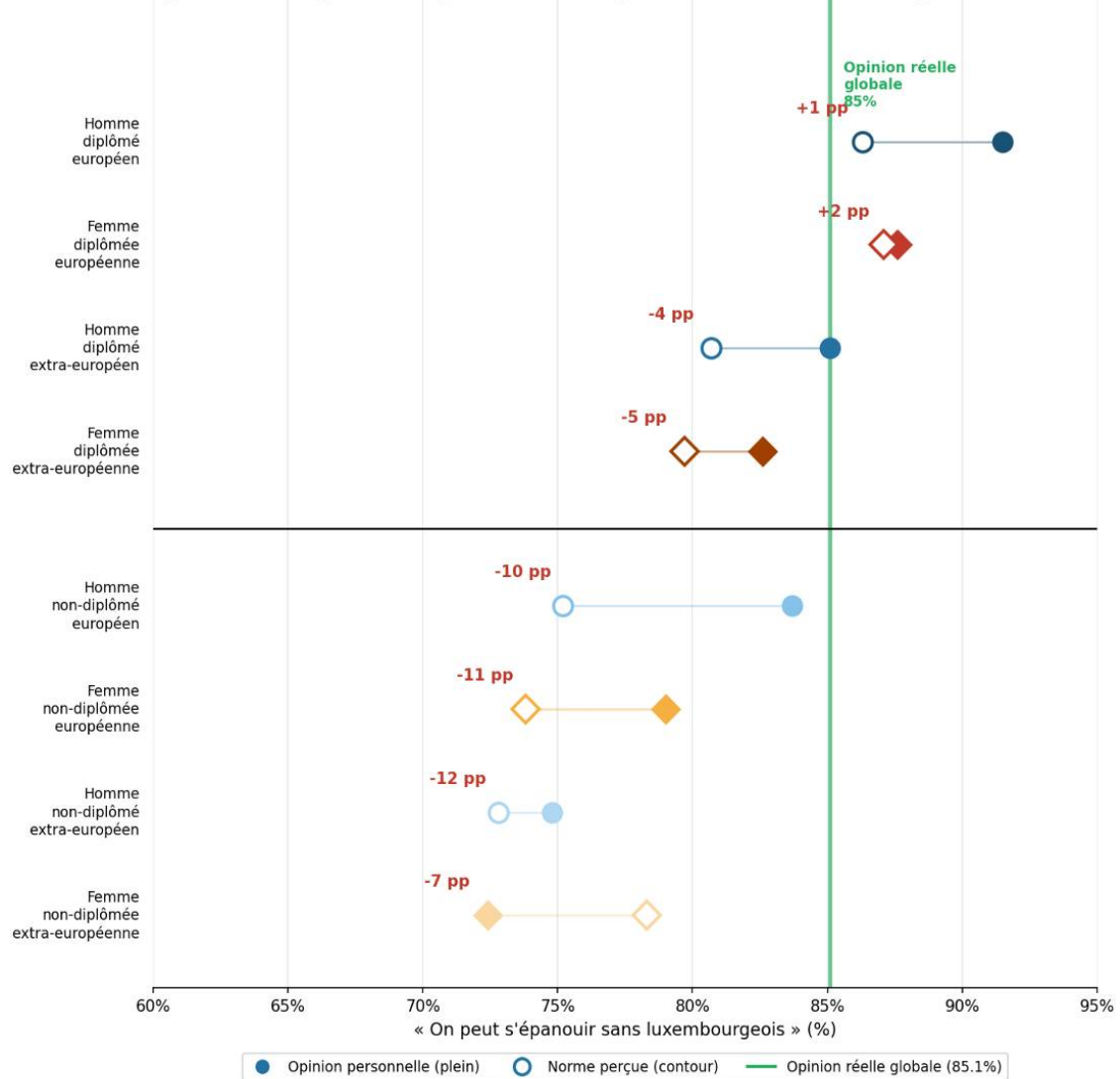
La Figure 7.4 examine la perception de la nécessité du luxembourgeois pour s'épanouir au Luxembourg, en distinguant l'opinion personnelle du répondant et sa perception de ce que pensent les autres primo-arrivants. Une large majorité estime personnellement qu'on peut s'épanouir sans parler luxembourgeois (85,1 % en moyenne), mais les répondants perçoivent un consensus social plus faible sur cette question (81,8 % en moyenne).

Les universitaires européens sont les plus convaincus à titre personnel (hommes diplômés européens : 91,5 % ; femmes diplômées européennes : 87,6 %) et les seuls dont la perception de la norme rejoint ou dépasse l'opinion personnelle globale (écart positif de +1,2 et +2,0 pp). Pour tous les autres profils, la perception de la norme est inférieure à l'opinion personnelle réelle de l'ensemble des primo-arrivants, révélant un phénomène d'ignorance pluraliste : les individus pensent que les autres sont moins ouverts qu'ils ne le sont en réalité. Ce décalage est particulièrement prononcé chez les non-

universitaires (entre -6,8 et -12,3 pp), et maximal chez les hommes non-universitaires non-européens (-12,3 pp) et les femmes non-universitaires européennes (-11,3 pp).

Un résultat singulier mérite attention : les femmes non-universitaires non-européennes sont le seul profil pour lequel l'opinion personnelle (72,4 %) est inférieure à la perception de la norme (78,3 %). Ce profil estime donc que les autres primo-arrivants sont plus convaincus qu'elles-mêmes de la possibilité de s'épanouir sans luxembourgeois, un schéma inverse de l'ignorance pluraliste observée chez tous les autres profils.

**Figure 7.4 — Ignorance pluraliste : s'épanouir sans luxembourgeois**



*Note de lecture : les marqueurs pleins représentent l'opinion personnelle (part estimant qu'on peut s'épanouir sans luxembourgeois), les marqueurs évidés la norme perçue (estimation de ce que pensent les autres primo-arrivants). La ligne horizontale relie les deux mesures pour chaque profil, avec l'écart en points de pourcentage. La ligne verticale verte indique l'opinion réelle globale (85,1 %). Les chiffres exacts sont disponibles dans le Tableau 7.5 en Annexe T.7.*

## Conclusion

### Synthèse transversale des résultats

Ce rapport présente les résultats de l'analyse de la première vague de l'Enquête sur le vivre ensemble au Luxembourg réalisée en décembre 2024. L'enquête porte sur 3 270 primo-arrivants installés au Luxembourg en 2023 (hors réfugiés), permettant une analyse fine des parcours de vie selon huit profils sociodémographiques croisant le sexe, le niveau de diplôme et la région de naissance (UE/non-UE). Les statistiques produites dans ce rapport sont pondérées pour assurer la représentativité de l'échantillon.

### Un portrait d'ensemble favorable

Les primo-arrivants constituent une population jeune (80 % ont moins de 44 ans) et hautement qualifiée (73,7 % détiennent un diplôme universitaire). Les ressortissants de l'Union européenne représentent 63,2 % des participants. Les profils les plus nombreux sont les hommes diplômés européens (23,8 %) et les femmes diplômées européennes (22,1 %), suivis des hommes diplômés non-européens (13,9 %) et des femmes diplômées non-européennes (13,8 %).

Le taux d'emploi global s'établit à 76,2 %, les contrats à durée indéterminée concernent 72 % des actifs occupés. Le consensus sur l'importance du travail pour le vivre ensemble est quasi unanime (plus de 95 % d'adhésion dans tous les profils). La satisfaction générale se situe entre 6,9 et 7,2 sur 10 selon les profils. Les intentions de s'ancrer au Luxembourg sont élevées : le taux d'adhésion au Biergerpakt s'établit au moment de l'enquête à 10,2 %, et parmi les non-adhérents, 77,8 % expriment l'intention d'y adhérer (dont 29,6 % avec une intention certaine). Par ailleurs, 52,2 % des enquêtés ont déjà suivi au moins un cours de langue. Ce tableau d'ensemble masque toutefois des disparités considérables que l'analyse par profil met en lumière. Trois facteurs, dont les effets se cumulent et interagissent, structurent l'essentiel de ces inégalités.

### Trois facteurs structurels sources d'inégalité

#### L'origine (UE/non-UE) : le premier facteur de différenciation

À genre et diplôme identiques, les participants européens affichent un taux d'emploi supérieur de près de 20 points de pourcentage en moyenne aux non-Européens. Cet écart est remarquablement stable à travers les niveaux de diplôme (+19,4 pp chez les diplômés, +19,3 pp chez les non-diplômés). L'écart entre Européens et non-Européens ne s'explique donc pas par le capital humain, mais plutôt par des éléments structurels comme la libre circulation, une meilleure reconnaissance des diplômes, une plus grande proximité linguistique et culturelle, et de meilleurs réseaux. Ces inégalités se prolongent dans les revenus : parmi les diplômés, les non-Européens sont deux à trois fois plus représentés dans la tranche de revenus la plus basse (0-2 000 €) et deux fois moins dans la tranche la plus élevée (> 8 000 €), suggérant des écarts de qualité d'emploi au-delà du simple accès au marché du travail.

L'origine structure aussi l'engagement civique au Luxembourg. Les non-Européens présentent des intentions de naturalisation très élevées (58 à 70 % « très certainement ») et des intentions d'adhésion au Biergerpakt parmi les plus fortes (37 à 56 % « très certainement »). Inversement, les Européens diplômés affichent les intentions de naturalisation les plus faibles (18 à 20 %) et les intentions d'adhésion au Biergerpakt les plus modestes (autour de 20 %). Cette dissociation entre insertion économique réussie et faible engagement civique chez les Européens les plus qualifiés, qui contraste avec l'engagement élevé des profils les moins insérés professionnellement, constitue l'un des résultats structurels les plus marquants de l'enquête.

Les investissements linguistiques confirment ce clivage. Le français, deuxième langue la plus répandue (49,2 % de maîtrise), est davantage structuré par l'origine que par le diplôme (52 à 60 % chez les Européens contre 35 à 45 % chez les non-Européens). Les intentions certaines de l'apprendre sont plus élevées chez les non-Européens (42 à 50 %) que chez les Européens (31 à 36 %), mais c'est sur le luxembourgeois que le clivage est le plus marqué : 33 à 42 % d'intentions certaines chez les non-Européens contre 12 à 19 % chez les Européens. Ceci confirme que l'apprentissage du luxembourgeois semble relever d'un projet lié à la naturalisation plutôt que d'une nécessité perçue : 85,1 % des primo-arrivants estiment qu'on peut s'épanouir au Luxembourg sans le parler.

### Le diplôme : un effet fortement conditionné par l'origine

Le diplôme améliore l'accès à l'emploi dans tous les groupes, avec un effet moyen de +18 pp aussi bien pour les Européens que pour les non-Européens (bien que ces effets soient hétérogènes en fonction du sexe). Le diplôme est aussi l'axe dominant de la maîtrise de l'anglais, lingua franca du secteur tertiaire qualifié (+25 à +37 pp par rapport aux non-diplômés, quelle que soit l'origine).

Au-delà de ces deux domaines, les bénéficiaires du diplôme divergent fortement selon l'origine. En effet, les bénéfices associés au diplôme sont fortement atténués voire absents pour les non-Européens. Les écarts de revenu entre diplômés et non-diplômés sont nettement plus modestes : seulement 6 pp de moins dans la tranche de moins de 2 000 € (contre -13 à -21 pp chez les Européens) et environ 3 pp de plus dans la tranche de plus de 8 000 € (contre 18 pp). Quant aux expériences de discrimination professionnelle, le diplôme ne s'accompagne d'aucune réduction : les diplômés non-européens déclarent autant, voire légèrement davantage de discriminations que les non-diplômés (+3 pp chez les hommes, +2,5 pp chez les femmes).

Le diplôme structure enfin l'accès à l'information, mais, là encore, surtout pour les Européens. Le logement constitue le domaine le plus problématique (45,7 % de difficultés en moyenne) : les diplômés européens sont les moins affectés (~38 %), les non-diplômés les plus touchés (49 à 58 %), mais les diplômés non-européens se situent au même niveau que les non-diplômés (50 à 53 %). Le même schéma se retrouve pour l'information sur l'emploi : 9 à 11 % de difficultés chez les diplômés européens, contre 24 à 29 % chez les diplômés non-européens, ce qui est un niveau comparable aux non-diplômés. Seules les démarches administratives présentent un gradient plus régulier par diplôme (~23 % contre ~28 %), sans forte interaction avec l'origine.

### Le genre : un rôle modéré en moyenne, hormis pour deux profils

Deux profils de femmes illustrent des vulnérabilités de nature différente. Les diplômées non-européennes cumulent le taux d'expériences de discrimination professionnelle le plus élevé de l'échantillon (29,3 %), un taux d'emploi de seulement 57,1 % malgré un diplôme et une expérience professionnelle antérieure (79 %), et les niveaux de satisfaction les plus faibles dans chacun des cinq domaines étudiés (satisfaction professionnelle : 5,7, coût de la vie : 5,6, vie sociale : 5,7, satisfaction familiale : 6,6, satisfaction générale : 6,9). L'écart entre capital humain disponible et résultat sur le marché du travail y est maximal. La satisfaction professionnelle, identique entre diplômées et non-diplômées non-européennes (5,7 dans les deux cas), confirme le rôle incomplet du diplôme pour les non-Européennes jusque dans leur bien-être ressenti. Malgré cette situation, ces femmes affichent l'un des engagements les plus forts dans l'apprentissage linguistique (66 % ayant suivi au moins un cours) et la naturalisation (88 % d'intention).

Parmi les femmes européennes, les non-diplômées présentent un profil vulnérable pour des raisons distinctes : malgré 76 % d'emploi en CDI (le plus élevé des femmes) et un statut européen, 27 % d'entre elles déclarent un revenu inférieur à 2 000 € (le taux le plus élevé de l'ensemble de

l'échantillon). Ce constat s'explique probablement par une forte prévalence de travail à temps partiel, d'emplois peu rémunérés, et/ou de ménages à un seul revenu.

## Bien-être et voisinage

Au-delà des inégalités entre profils, deux résultats transversaux éclairent le cadre de vie des primo-arrivants.

Le bien-être subjectif est avant tout déterminé par les conditions de vie actuelles au Luxembourg — en particulier le revenu du ménage — et non par un « effet de contraste » avec le pays d'origine : le PIB par habitant du pays de naissance n'est significatif pour aucune des cinq dimensions de satisfaction. Le coût de la vie constitue la dimension la plus critique pour l'ensemble des profils, y compris les plus favorisés (5,4 à 6,6 sur 10). La satisfaction familiale, à l'inverse, est la dimension la plus élevée et la plus homogène (6,6 à 7,5).

Les interactions de voisinage révèlent un paradoxe : les non-diplômés entretiennent les échanges les plus riches (jusqu'à 42 % d'invitations ou services rendus) mais jugent la communication plus difficile, tandis que les diplômés européens communiquent aisément (89 %) mais maintiennent des rapports distancés (22 à 25 % d'interactions riches). Ces contrastes tiennent aux caractéristiques individuelles, non à la composition socioculturelle de la commune. Les compétences linguistiques jouent toutefois un rôle tangible : le français et l'allemand facilitent la communication dans les communes à forte proportion de résidents européens, l'anglais dans celles à forte population non-européenne.

## L'information comme levier : deux résultats expérimentaux contrastés

Une information sur certains dispositifs liés au vivre ensemble permet-elle d'encourager les primo-arrivants à y adhérer, et si oui, quels profils y sont les plus sensibles ? Pour le tester, les participants ont été répartis aléatoirement en trois groupes de taille égale : deux groupes de traitement, exposés respectivement à une information sur le Biergerpakt et sur l'importance des langues sur le marché du travail luxembourgeois, et un groupe de contrôle. En moyenne, les deux traitements informationnels ont des effets quantitativement similaires sur les intentions d'adhérer au programme concerné. Les mécanismes derrière cet encouragement et les profils réceptifs sont toutefois radicalement différents.

Le traitement « Biergerpakt », décrivant le dispositif et proposant un lien vers la procédure d'adhésion, agit comme une levée de contrainte informationnelle : il est associé à des intentions d'adhésion sensiblement plus élevées parmi les non-adhérents (+6,5 pp d'intention certaine par rapport au groupe de contrôle). L'effet est bénéfique dans six profils sur huit, et ses effets les plus forts se concentrent sur les profils pour qui le dispositif est à la fois le plus méconnu et le plus pertinent : les non-diplômés non-européens (+19,5 pp chez les femmes, +17,6 pp chez les hommes), les femmes diplômées non-européennes (+10,9 pp) et les hommes non-diplômés européens (+11,2 pp). Le traitement met en évidence la prise en compte du Biergerpakt pour obtenir la nationalité luxembourgeoise, ce qui peut expliquer sa capacité à mobiliser les profils non-européens. Parmi les non-adhérents ayant reçu le traitement, 80,8 % ont demandé le lien et 59,1 % de ceux-ci ont effectivement cliqué.

Le traitement « INLL », soulignant l'importance des langues et la part des offres d'emploi requérant chaque langue, produit un effet global comparable (+6,0 pp d'intention certaine). Son effet est positif et homogène chez les profils européens (+7 à +12 pp), et spectaculaire chez les hommes non-diplômés non-européens (+34,7 pp, le plus grand effet observé dans toute l'enquête). En revanche,

l'effet est négatif chez les hommes diplômés non-européens (-10,9 pp) et les femmes non-diplômées non-européennes (-5,4 pp). Ce contraste avec le traitement Biergerpakt, qui fonctionne précisément chez ces mêmes profils, suggère que le cadrage du message importe autant que son contenu : un message soulignant les exigences linguistiques du marché du travail peut décourager les profils confrontés à des barrières structurelles allant au-delà de la langue, alors qu'un message ouvrant une opportunité d'engagement civique produit l'effet inverse. L'intérêt pour le lien d'inscription à l'INLL est légèrement moindre que pour le Biergerpakt (74,1 % de demande, 49,1 % de clics). L'effet des deux traitements reste à confirmer par l'observation des comportements effectifs, rendue possible par l'interconnexion avec les données administratives.

## Points d'attention pour les politiques publiques

### 1. Renforcer l'accompagnement à l'employabilité et à la pré-employabilité des femmes non-européennes.

Ces profils cumulent les taux d'emploi les plus faibles parmi les primo-arrivants (44,8 à 57,1 % selon le niveau de diplôme, Figure 3.1), les discriminations perçues les plus élevées dans le domaine professionnel et scolaire (Figure 7.2), et les difficultés de communication les plus marquées — malgré des intentions de naturalisation (88 à 89 % d'intention probable ou certaine) et d'adhésion au Biergerpakt (85 à 89 % d'intention certaine ou probable) parmi les plus élevées. Cet écart entre aspirations et réalité professionnelle appelle un renforcement de l'accompagnement. Par exemple, le Biergerpakt pourrait être enrichi d'un module spécifique d'orientation professionnelle en partenariat avec l'ADEM et les Maisons de l'Orientation. Les communes ayant signé le Pacte communal du vivre ensemble pourraient proposer des sessions d'information sur les équivalences de diplômes et les programmes de formation continue.

### 2. Améliorer la visibilité du Biergerpakt auprès de l'ensemble des primo-arrivants.

Parmi l'ensemble des primo-arrivants, le taux d'adhésion au Biergerpakt au terme d'une année au Luxembourg est faible (10,2 %). Cependant, les intentions parmi les non-adhérents sont très élevées (77,8 % d'intention favorable). L'expérimentation randomisée montre qu'une information ciblée augmente significativement les intentions d'adhésion parmi les non-adhérents (35,0 % d'intention certaine dans le groupe traité, contre 28,5 % dans le contrôle). L'effet du traitement est le plus marqué chez les non-diplômés non-européens (+19,5 pp chez les femmes, +17,6 pp chez les hommes) et les hommes non-diplômés européens (+11,2 pp). Une partie de la non-adhésion pourrait donc relever du déficit d'information plutôt que d'un manque d'intérêt. Des campagnes d'information ciblées pourraient considérablement augmenter les adhésions.

### 3. Développer l'offre de cours de français et de luxembourgeois.

Les profils non-universitaires, qui présentent les compétences linguistiques les plus limitées et les intentions d'apprentissage les plus élevées, constituent la cible prioritaire. La demande de luxembourgeois est portée par les non-Européens (68 à 84 % d'intentions probables ou certaines, Figure 4.3) qui l'associent à leur projet de naturalisation. L'INLL pourrait développer des cours intensifs de français orientés vers l'insertion professionnelle, en lien avec le Biergerpakt. L'expérimentation montre que l'information sur les cours stimule les intentions d'inscription (+6,0 pp en intention certaine, un effet comparable à celui du traitement Biergerpakt), en particulier chez les profils européens où l'effet est le plus régulier (+7 à +12 pp). L'expérimentation révèle toutefois que le cadrage du message importe : une information soulignant les exigences linguistiques du marché du

travail peut décourager certains profils non-européens confrontés à des barrières structurelles. L'accompagnement linguistique de ces profils gagnerait à être associé à un message d'opportunité plutôt que d'exigence.

#### **4. Améliorer l'accès à l'information sur le logement.**

Identifié comme le domaine le plus problématique par 45,7 % de l'ensemble des participants, ce constat touche également les profils les mieux informés (38 % des universitaires européens), mais affecte plus durement les non-universitaires, toutes origines confondues (49 à 58 %). Un guide pratique sur le logement, disponible en plusieurs langues, pourrait être intégré au kit d'accueil du Biergerpakt en collaboration avec les services logement des communes.

#### **5. Capitaliser sur le consensus autour du travail.**

Plus de 95 % des primo-arrivants, tous profils confondus, considèrent que le travail joue un rôle essentiel dans le vivre ensemble (Tableau 7.3). Ce large consensus, correctement perçu par l'ensemble des participants, offre un levier pour les politiques d'aide à l'employabilité. Les entreprises signataires de la Charte de la Diversité pourraient proposer des stages découverte ou des programmes de mentorat aux nouveaux arrivants adhérant au Biergerpakt.

#### **6. Corriger les biais de perception par l'information.**

Les primo-arrivants sous-estiment en moyenne de 8,2 points le taux d'emploi de l'ensemble des primo-arrivants (68 % perçu contre 76,2 % réel, Figure 7.3), une sous-estimation particulièrement marquée chez les non-Européens non-universitaires (22 points d'écart). Ce biais pourrait alimenter un sentiment de marginalisation qui ne correspond pas à la réalité. Des campagnes d'information fondées sur les résultats de cette enquête, ciblées en particulier vers les profils non-européens non-universitaires chez qui les écarts sont les plus marqués, permettraient de mieux aligner les perceptions sur les données objectives.

## **Limites et perspectives**

Cette analyse présente certaines limites. La collecte en ligne peut introduire un biais de sélection en faveur des populations maîtrisant les outils numériques. Bien que le système de pondération appliqué corrige les biais de non-réponse liés aux caractéristiques observables (âge, genre, origine, revenu, statut professionnel), il ne peut pas corriger d'éventuels biais liés à des facteurs non observés, tels que des attitudes ou des motivations spécifiques qui influenceraient à la fois la participation à l'enquête et les variables d'intérêt.

Une analyse descriptive complémentaire du sous-échantillon des personnes sous protection est proposée en Annexe A.2. Bien que les effectifs restreints (N = 202) limitent la portée des conclusions, ce groupe présente des caractéristiques distinctives : sur-représentation masculine, niveau de revenus nettement inférieur, taux d'emploi plus faible (environ 30 %), mais intentions de naturalisation et d'adhésion au Biergerpakt significativement plus élevées que la population générale des primo-arrivants.

Les caractéristiques sociodémographiques (origines, instruction) de l'environnement local ne semblent pas impacter les interactions sociales des primo-arrivants. Cependant, cette analyse (Annexe A.4) est limitée par la granularité des données disponibles : les caractéristiques de la commune ne sont qu'un proxy imparfait du voisinage immédiat. De plus, le choix du lieu de résidence n'est pas aléatoire.

L'analyse de la deuxième vague de l'enquête, réalisée en 2025, permettra de décrire l'évolution des interactions sociales, de la satisfaction dans divers domaines de la vie, des perceptions sur le vivre ensemble. Par ailleurs, l'interconnexion avec les données administratives du MFSVA offrira l'opportunité de mesurer si les traitements informationnels se traduisent en comportements effectifs (adhésion au Biergerpakt, inscription à des cours de langue), voire de suivre formellement les parcours linguistiques et de formation des primo-arrivants quand les données de MEN et de l'ADEM seront disponibles.

## Annexes

### Annexe T.1 — Tableaux statistiques de la Partie 1

Cette section regroupe les tableaux statistiques détaillés correspondant aux figures présentées dans la Partie 1 du rapport.

**Tableau 1.1a. Caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon par tranche d'âge**

	Tous	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65+
Femme	49,6%	53,5%	49,3%	48,3%	47,8%	47,4%	55,1%
UE	63,2%	70,2%	58,4%	61,8%	75,2%	69,5%	65,7%
Diplôme univ.	73,7%	49,5%	83,1%	74,5%	72,0%	62,6%	45,1%
En emploi	76,2%	67,1%	82,9%	75,9%	79,0%	59,3%	17,8%
Avec enfants	29,7%	22,1%	17,0%	52,6%	50,0%	25,9%	29,4%
Tous (%)	100%	13,3%	47,4%	21,7%	10,7%	4,4%	2,5%
N	3270	284	1582	843	366	128	67

Note : Les pourcentages sont pondérés et reflètent les estimations pour la population des primo-arrivants de 2023 ; N correspond au nombre de répondants effectivement observés dans l'échantillon.

Note de lecture : parmi les répondants âgés de 25 à 34 ans (colonne 3), on estime que 49,3 % sont des femmes (ligne 1), 58,4 % sont ressortissants de l'UE (ligne 2), etc. La ligne « Tous (%) » indique la proportion estimée de chaque tranche d'âge dans la population cible des primo-arrivants 2023 ; la ligne « N » indique le nombre de répondants dans l'enquête. Ces deux lignes ne sont pas directement proportionnelles du fait de la pondération.

**Tableau 1.1b. Répartition de l'échantillon par profil sociodémographique**

Sous-population	Acronyme	% total	N
Homme – non universitaire – UE	Ho/non-Uni/UE	8,7%	230
Homme – non universitaire – non-UE	Ho/non-Uni/non-UE	4,1%	118
Homme – universitaire – UE	Ho/Uni/UE	23,8%	772
Homme – universitaire – non-UE	Ho/Uni/non-UE	13,9%	486
Femme – non universitaire – UE	Fe/non-Uni/UE	8,6%	226
Femme – non universitaire – non-UE	Fe/non-Uni/non-UE	5,0%	153
Femme – universitaire – UE	Fe/Uni/UE	22,1%	751
Femme – universitaire – non-UE	Fe/Uni/non-UE	13,8%	534

Note de lecture : les pourcentages sont pondérés et reflètent la part estimée de chaque profil dans la population des primo-arrivants de 2023 ; N correspond au nombre de répondants effectivement observés dans l'échantillon. Ainsi, les hommes non-universitaires nés dans l'UE (Ho/non-Uni/UE) représentent un poids estimé de 8,7 % de la population cible, pour 230 répondants dans l'enquête. Les acronymes utilisent Ho pour Homme, Fe pour Femme, Uni pour universitaire, non-Uni pour non-universitaire.

**Tableau 1.1c. Caractéristiques sociodémographiques par profil sociodémographique**

Profil	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65+	N
Ho/non-Uni/UE	25,7%	23,0%	27,7%	13,4%	6,4%	3,8%	230
Ho/non-Uni/non-UE	21,9%	47,3%	15,7%	7,4%	3,9%	3,8%	118
Ho/Uni/UE	9,6%	49,1%	20,6%	13,3%	5,1%	2,3%	772
Ho/Uni/non-UE	5,7%	60,2%	23,7%	6,9%	2,7%	0,8%	486
Fe/non-Uni/UE	30,4%	27,5%	17,8%	12,1%	5,5%	6,7%	226
Fe/non-Uni/non-UE	20,5%	34,9%	19,3%	9,9%	8,8%	6,6%	153
Fe/Uni/UE	10,2%	52,3%	20,8%	12,1%	3,6%	1,0%	751
Fe/Uni/non-UE	9,1%	55,3%	24,5%	6,5%	2,6%	2,0%	534
Tous	13,3%	47,4%	21,7%	10,7%	4,4%	2,5%	3270

Note : Chaque ligne somme à 100 %. Les sous-groupes non-européens sont légèrement surreprésentés dans les deux classes d'âge inférieures. Note de lecture : 60,2 % des hommes universitaires non-européens (Ho/Uni/non-UE) sont âgés de 25 à 34 ans.

**Tableau 1.2. Répartition selon régions d'origine des hommes/femmes et universitaires/non-universitaires**

Profil	Voisins	Portugal	Italie	Reste UE	Asie	Afr. Sub.	MENA	Amérique	N
Ho/non-Uni	11,6%	18,4%	7,1%	21,0%	1,7%	20,6%	8,9%	10,7%	347
Ho/Uni	17,0%	4,4%	12,4%	28,9%	9,9%	7,4%	11,6%	8,4%	1251
Fe/non-Uni	14,8%	17,4%	2,4%	21,0%	4,9%	18,7%	4,1%	16,7%	378
Fe/Uni	13,5%	6,0%	9,0%	32,3%	10,0%	8,3%	9,2%	11,6%	1279
Tous	14,8%	8,5%	9,1%	28,0%	8,2%	11,0%	9,4%	11,0%	3255

Note : MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord. Note de lecture : 18,4 % des hommes non-universitaires (Ho/non-Uni) sont nés au Portugal.

**Tableau 1.3. Répartition géographique des participants**

Profil	Top 5	Lux. Ville	Esch	Q1 étr.	Q5 étr.	Travaille Lux. ville	N
Ho/non-Uni/UE	47,7%	22,6%	14,2%	66,1%	4,2%	22,2%	230
Ho/non-Uni/non-UE	38,1%	23,2%	9,1%	60,3%	3,3%	15,2%	118
Ho/Uni/UE	65,2%	58,5%	4,2%	85,1%	1,0%	61,5%	772
Ho/Uni/non-UE	63,8%	45,0%	11,7%	79,4%	1,3%	45,4%	486
Fe/non-Uni/UE	45,7%	21,5%	8,1%	60,7%	4,7%	14,4%	226
Fe/non-Uni/non-UE	36,3%	24,2%	5,9%	54,5%	4,2%	12,2%	153
Fe/Uni/UE	67,0%	58,8%	4,7%	85,4%	0,6%	59,4%	751
Fe/Uni/non-UE	55,0%	39,0%	10,0%	73,8%	0,7%	30,4%	534
Tous	58,3%	44,6%	7,6%	76,7%	1,7%	42,7%	3270

Note : Top 5 : cinq municipalités les plus peuplées ; Q1 étr : 20% des municipalités avec la part la plus élevée de résidents étrangers. Q5 étr : 20 % des municipalités avec la part la plus faible de résidents étrangers. Note de lecture : 58,5 % des hommes universitaires européens (Ho/Uni/UE) résident à Luxembourg-Ville et 61,5 % y travaillent.

## Annexe T.2 — Tableaux statistiques de la Partie 2

Cette section présente le tableau statistique correspondant à la figure présentée dans la Partie 2 du rapport.

**Tableau 2.1. Distribution des titres de séjour par catégorie (ressortissants non-UE uniquement)**

Profil	Temp.	Carte bleue	Étud.	Cherch./Ind./Dip.	Famille	Perm.	Autre	N
Ho/non-Uni	44,9%	5,9%	4,7%	0,0%	28,8%	14,8%	0,9%	118
Ho/Uni	46,6%	14,7%	10,6%	5,2%	9,7%	12,5%	0,8%	485
Fe/non-Uni	31,9%	6,8%	6,9%	0,0%	37,2%	12,1%	5,1%	153
Fe/Uni	41,2%	8,6%	10,1%	3,5%	24,6%	10,9%	1,1%	533
Tous	42,4%	10,4%	9,2%	3,3%	21,1%	12,1%	1,5%	1289

Note : La catégorie "Temp." inclut les détenteurs de permis temporaire et de recherche de travail, les travailleurs détachés, et les travailleurs salariés. La catégorie "Cherch./Ind./Dip." inclut les chercheurs, travailleurs indépendants et diplomates.

Note de lecture : 46,6 % des hommes diplômés non-européens (Ho/Uni) détiennent un permis temporaire.

## Annexe T.3 — Tableaux statistiques de la Partie 3

Cette section regroupe les tableaux statistiques détaillés correspondant aux figures présentées dans la Partie 3 du rapport.

**Tableau 3.1. Statut d'emploi**

Profil	En emploi	CDI	Exp. antér.	N
Ho/non-Uni/UE	82,0%	75,0%	80,3%	230
Ho/non-Uni/non-UE	56,6%	63,4%	70,9%	118
Ho/Uni/UE	90,6%	73,8%	79,0%	772
Ho/Uni/non-UE	80,1%	71,9%	87,0%	486
Fe/non-Uni/UE	58,1%	76,0%	63,5%	226
Fe/non-Uni/non-UE	44,8%	50,9%	64,5%	153
Fe/Uni/UE	85,4%	74,3%	82,3%	751
Fe/Uni/non-UE	57,1%	65,2%	79,2%	534
Tous	76,2%	72,0%	78,6%	3270

Note : « Exp. antér. » : part ayant une expérience professionnelle avant l'arrivée au Luxembourg.

Note de lecture : 90,6 % des hommes universitaires européens (Ho/Uni/UE) sont en emploi.

**Tableau 3.2. Distribution des revenus du ménage**

Profil	0-2000 €	2000-4000 €	4000-6000 €	6000-8000 €	>8000 €	Non communiqué	N
Ho/non-Uni/UE	17,8%	32,5%	19,7%	14,3%	6,0%	9,6%	230
Ho/non-Uni/non-UE	19,5%	29,4%	19,9%	11,4%	7,6%	12,2%	118
Ho/Uni/UE	4,7%	30,6%	19,8%	17,6%	23,8%	3,5%	772
Ho/Uni/non-UE	13,5%	31,3%	26,6%	13,1%	10,3%	5,2%	486
Fe/non-Uni/UE	27,1%	28,6%	22,1%	8,3%	5,9%	8,1%	226
Fe/non-Uni/non-UE	18,3%	31,3%	27,7%	6,7%	7,4%	8,6%	153
Fe/Uni/UE	5,9%	28,2%	19,4%	19,8%	23,9%	2,8%	751
Fe/Uni/non-UE	11,8%	27,3%	27,9%	15,6%	10,9%	6,5%	534
Tous	11,5%	29,7%	22,4%	15,3%	15,6%	5,5%	3270

Note : Distribution des participants selon les tranches de revenu mensuel net du ménage. Note de lecture : 30,6 % des hommes universitaires européens (Ho/Uni/UE) déclarent un revenu de ménage entre 2 000 et 4 000 €.

## Annexe T.4 — Tableaux statistiques de la Partie 4

Cette section regroupe les tableaux statistiques détaillés correspondant aux figures présentées dans la Partie 4 du rapport.

**Tableau 4.1. Niveaux de compétence linguistique**

Profil	LU	FR	DE	EN	Nb lang.	N
Ho/non-Uni/UE	1,9%	54,0%	10,8%	72,4%	1,39	230
Ho/non-Uni/non-UE	1,8%	36,6%	4,4%	64,3%	1,07	118
Ho/Uni/UE	1,8%	52,0%	14,7%	97,5%	1,66	772
Ho/Uni/non-UE	0,5%	35,4%	6,4%	94,0%	1,36	486
Fe/non-Uni/UE	3,2%	59,8%	14,9%	57,1%	1,35	226
Fe/non-Uni/non-UE	3,3%	45,0%	6,4%	51,7%	1,06	153
Fe/Uni/UE	1,7%	58,7%	14,9%	94,6%	1,70	751
Fe/Uni/non-UE	1,3%	38,7%	6,7%	84,8%	1,31	534
Tous	1,7%	49,2%	11,3%	85,3%	1,48	3270

Note : Les pourcentages indiquent la part de répondants déclarant un niveau au moins satisfaisant dans chaque langue, correspondant aux niveaux satisfaisant ou excellent (les deux niveaux supérieurs) sur une échelle auto-déclarée en quatre points. « Nb lang. » : nombre moyen de langues maîtrisées à un niveau au moins satisfaisant. Note de lecture : 97,5 % des hommes universitaires européens (Ho/Uni/UE) déclarent un niveau au moins satisfaisant en anglais.

**Tableau 4.2. Cours de langue déjà suivis**

Profil	≥1 cours	Lux.	Français	Allemand	Anglais	N
Ho/non-Uni/UE	33,7%	6,1%	25,0%	4,5%	6,7%	230
Ho/non-Uni/non-UE	53,8%	14,9%	42,6%	3,2%	16,8%	118
Ho/Uni/UE	46,4%	8,2%	34,6%	6,6%	6,3%	772
Ho/Uni/non-UE	53,4%	12,0%	37,4%	10,0%	10,2%	486
Fe/non-Uni/UE	46,0%	7,7%	33,5%	2,8%	8,4%	226
Fe/non-Uni/non-UE	58,7%	12,1%	46,7%	6,4%	15,5%	153
Fe/Uni/UE	57,0%	10,7%	40,5%	8,8%	10,8%	751
Fe/Uni/non-UE	65,8%	15,8%	47,2%	9,0%	11,1%	534
Tous	52,2%	10,6%	38,0%	7,2%	9,6%	3270

Note : Part des participants ayant suivi au moins un cours de langue dans chaque langue. Note de lecture : 65,8 % des femmes universitaires non-européennes (Fe/Uni/non-UE) ont suivi au moins un cours de langue.

**Tableau 4.3. Intentions d'apprentissage linguistique**

Profil	LU prob.	LU cert.	FR prob.	FR cert.	DE prob.	DE cert.	EN prob.	EN cert.	Somme – prob.	Somme – très cert.	N
Ho/non-Uni/UE	55,3%	19,0%	65,1%	33,3%	21,5%	3,7%	34,0%	10,3%	1,76	0,66	230
Ho/non-Uni/non-UE	83,7%	41,6%	73,7%	41,9%	32,0%	9,5%	37,3%	15,1%	2,27	1,08	118
Ho/Uni/UE	33,1%	11,7%	57,5%	32,5%	24,7%	6,9%	12,2%	3,8%	1,27	0,55	772
Ho/Uni/non-UE	69,8%	33,2%	64,2%	43,6%	35,6%	10,7%	18,7%	9,0%	1,88	0,97	486
Fe/non-Uni/UE	54,1%	16,1%	66,5%	31,0%	28,7%	4,0%	34,3%	9,5%	1,84	0,61	226
Fe/non-Uni/non-UE	68,1%	34,4%	71,6%	42,5%	35,1%	7,4%	45,7%	22,5%	2,20	1,07	153
Fe/Uni/UE	37,3%	12,7%	58,9%	36,1%	24,0%	6,5%	18,4%	8,2%	1,39	0,64	751
Fe/Uni/non-UE	70,5%	35,4%	69,3%	49,5%	32,2%	9,3%	27,5%	13,7%	1,99	1,08	534
Tous	51,8%	21,6%	63,2%	38,0%	28,0%	7,3%	23,1%	9,3%	1,66	0,76	3270

« Prob. » : part des participants envisageant probablement ou certainement de suivre un cours ; « Cert. » : part envisageant certainement de suivre un cours. « Somme – prob. » et « Somme – très cert. » : nombre moyen de langues que le participant envisage d'apprendre (respectivement de façon probable ou certaine). Note de lecture : 83,7 % des hommes non-universitaires non-européens (Ho/non-Uni/non-UE) envisagent probablement ou certainement de suivre un cours de luxembourgeois.

## Annexe T.5 — Tableaux statistiques de la Partie 5

Cette section regroupe les tableaux statistiques détaillés correspondant aux figures présentées dans la Partie 5 du rapport.

**Tableau 5.1. Intention de naturalisation**

Profil	Prob./cert.	Très cert.	Prob.	Prob. pas	Cert. pas	N
Ho/non-Uni/UE	68,7%	33,0%	35,7%	21,5%	9,8%	226
Ho/non-Uni/non-UE	89,6%	70,3%	19,3%	9,2%	1,3%	118
Ho/Uni/UE	56,6%	20,3%	36,3%	32,8%	10,7%	771
Ho/Uni/non-UE	93,8%	67,8%	26,0%	4,5%	1,8%	486
Fe/non-Uni/UE	65,8%	27,6%	38,2%	26,8%	7,4%	223
Fe/non-Uni/non-UE	88,9%	58,7%	30,2%	10,5%	0,6%	152
Fe/Uni/UE	49,4%	17,6%	31,8%	37,8%	12,8%	747
Fe/Uni/non-UE	87,5%	58,2%	29,3%	9,4%	3,1%	533
Tous	69,3%	37,2%	32,0%	23,1%	7,6%	3256

Intention des participants n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise d'acquérir la nationalité luxembourgeoise (14 observations exclues). « Prob./cert. » : probablement ou très certainement ; « Très cert. » : très certainement ; « Prob. » : probablement ; « Prob. pas » : probablement pas ; « Cert. pas » : certainement pas. Note de lecture : 93,8 % des hommes universitaires non-européens (Ho/Uni/non-UE) envisagent probablement ou certainement d'acquérir la nationalité luxembourgeoise.

**Tableau 5.2 Biergerpakt (a). Adhésion et intentions - Population totale**

Profil	Adhésion	Int. certainement	Int. probablement	Int. combinée
Ho/non-Uni/UE	6,3% (230)	16,3% (215)	54,0% (215)	70,3%
Ho/non-Uni/non-UE	11,3% (118)	41,4% (102)	42,7% (102)	84,1%
Ho/Uni/UE	7,1% (772)	19,2% (713)	51,1% (713)	70,3%
Ho/Uni/non-UE	16,7% (486)	56,0% (405)	36,6% (405)	92,6%
Fe/non-Uni/UE	7,8% (226)	21,5% (209)	52,6% (209)	74,1%
Fe/non-Uni/non-UE	13,5% (153)	36,7% (134)	48,3% (134)	85,0%
Fe/Uni/UE	7,2% (751)	20,5% (696)	52,2% (696)	72,7%
Fe/Uni/non-UE	16,7% (534)	48,1% (441)	41,2% (441)	89,4%
Tous	10,2% (3270)	29,6% (2915)	48,1% (2915)	77,8%

« Adhésion » : part des participants ayant adhéré au Biergerpakt. Les colonnes d'intentions portent sur les non-adhérents uniquement (N entre parenthèses). « Int. combinée » : somme des intentions probables et certaines. Note de lecture : 16,7 % des hommes universitaires non-européens (Ho/Uni/non-UE) ont adhéré au Biergerpakt ; parmi les 405 non-adhérents de ce profil, 92,6 % expriment une intention probable ou certaine d'adhérer.

**Tableau 5.2 Biergerpakt (b). Intentions par groupe de traitement - Non-adhérents**

Profil	Cert. Biergerpakt	Comb. Biergerpakt	Cert. Contrôle	Comb. Contrôle	Cert. INLL	Comb. INLL	N
Ho/non-Uni/UE	24,6%	82,4%	13,4%	59,5%	12,2%	71,4%	215
Ho/non-Uni/non-UE	47,2%	90,1%	29,6%	88,9%	47,8%	72,2%	102
Ho/Uni/UE	24,9%	75,9%	18,5%	66,4%	14,5%	68,2%	713
Ho/Uni/non-UE	59,4%	97,2%	57,2%	92,6%	50,8%	87,3%	405
Fe/non-Uni/UE	23,0%	75,6%	23,5%	72,9%	17,9%	74,4%	209
Fe/non-Uni/non-UE	46,6%	88,4%	27,1%	86,5%	36,0%	80,3%	134
Fe/Uni/UE	21,9%	76,4%	19,8%	68,0%	19,6%	73,3%	696
Fe/Uni/non-UE	57,7%	93,0%	46,8%	85,3%	39,0%	89,8%	441
Tous	35,0%	82,9%	28,5%	74,6%	25,3%	75,8%	2915

Lecture: parmi les non-adhérents masculins non-diplômés européens ayant reçu le traitement Biergerpakt, 24,6% déclarent certainement vouloir adhérer. Parmi les non-adhérents masculins non-diplômés européens ayant reçu le traitement INLL, 12,2% déclarent certainement vouloir adhérer. Parmi les non-adhérents masculins non-diplômés européens n'ayant pas reçu de traitement (Contrôle), 13,4% déclarent certainement vouloir adhérer.

**Tableau 5.2 Biergerpakt (c). Interaction avec le lien - Non-adhérents, traitement Biergerpakt**

Profil	A demande le lien	A cliqué sur le lien
Ho/non-Uni/UE	80,7% (65)	60,8% (52)
Ho/non-Uni/non-UE	84,0% (39)	63,7% (33)
Ho/Uni/UE	72,3% (237)	54,0% (173)
Ho/Uni/non-UE	92,9% (141)	62,3% (131)
Fe/non-Uni/UE	73,4% (58)	59,8% (44)
Fe/non-Uni/non-UE	86,6% (45)	57,0% (39)
Fe/Uni/UE	77,8% (254)	55,9% (197)
Fe/Uni/non-UE	90,5% (148)	66,6% (135)
Tous	80,8% (987)	59,1% (804)

Interaction avec le lien proposé aux non-adhérents du groupe traitement Biergerpakt. N entre parenthèses : effectif du sous-groupe. « A demandé le lien » : part ayant demandé à recevoir le lien ; « A cliqué sur le lien » : part des demandeurs ayant effectivement cliqué. Note de lecture : 80,7 % des Ho/non-Uni/UE du groupe traitement Biergerpakt ont demandé à recevoir le lien.

**Tableau 5.2 INLL (a). Cours de langue et intentions - Population totale**

Profil	Cours suivi	Int. certainement	Int. probablement	Int. combinée
Ho/non-Uni/UE	33,7% (230)	39,7% (147)	61,3% (147)	79,4%
Ho/non-Uni/non-UE	53,8% (118)	57,2% (54)	71,4% (54)	91,6%
Ho/Uni/UE	46,4% (772)	27,3% (409)	58,0% (409)	72,2%
Ho/Uni/non-UE	53,4% (486)	52,7% (230)	65,7% (230)	90,2%
Fe/non-Uni/UE	46,0% (226)	27,3% (122)	72,0% (122)	79,1%
Fe/non-Uni/non-UE	58,7% (153)	45,6% (65)	70,5% (65)	80,5%
Fe/Uni/UE	57,0% (751)	29,5% (321)	55,8% (321)	72,3%
Fe/Uni/non-UE	65,8% (534)	53,0% (185)	71,7% (185)	93,1%
Tous	52,2% (3270)	37,2% (1533)	62,8% (1533)	79,4%

« Cours suivi » : part des participants ayant déjà suivi au moins un cours de langue. Les colonnes d'intentions portent sur les non-participants uniquement (N entre parenthèses). « Int. combinée » : somme des intentions probables et certaines. Note

de lecture : 33,7 % des Ho/non-Uni/UE ont déjà suivi un cours de langue ; parmi les 147 non-participants de ce profil, 79,4 % expriment une intention probable ou certaine de s'inscrire.

**Tableau 5.2 INLL (b). Intentions par groupe de traitement - Sans cours de langue**

Profil	Cert. Biergerpakt	Comb. Biergerpakt	Cert. Controle	Comb. Controle	Cert. INLL	Comb. INLL	N
Ho/non-Uni/UE	47,3%	85,1%	32,8%	75,5%	41,1%	79,2%	147
Ho/non-Uni/non-UE	61,9%	85,4%	36,8%	94,3%	71,5%	94,8%	54
Ho/Uni/UE	32,0%	69,2%	18,3%	67,6%	29,9%	78,2%	409
Ho/Uni/non-UE	46,0%	88,1%	60,9%	91,4%	50,0%	91,0%	230
Fe/non-Uni/UE	26,2%	84,1%	22,7%	75,5%	34,1%	80,4%	122
Fe/non-Uni/non-UE	43,8%	78,0%	49,1%	83,4%	43,7%	79,8%	65
Fe/Uni/UE	25,6%	63,9%	28,3%	74,8%	35,2%	79,1%	321
Fe/Uni/non-UE	48,7%	91,0%	51,0%	89,7%	60,3%	99,2%	185
Tous	37,0%	76,5%	34,2%	78,4%	40,2%	83,0%	1533

Intentions d'inscription par groupe de traitement expérimental, parmi les participants n'ayant pas suivi de cours de langue.

« Cert. » : intention certaine ; « Comb. » : intention probable ou certaine. Note de lecture : parmi les Ho/non-Uni/UE sans cours de langue assignés au traitement INLL, 41,1 % déclarent certainement vouloir s'inscrire.

**Tableau 5.2 INLL (c). Interaction avec le lien - Sans cours, traitement INLL**

Profil	A demande le lien	A clique sur le lien
Ho/non-Uni/UE	63,9% (51)	62,0% (32)
Ho/non-Uni/non-UE	70,7% (19)	44,5% (13)
Ho/Uni/UE	69,2% (152)	58,2% (103)
Ho/Uni/non-UE	87,7% (79)	38,1% (69)
Fe/non-Uni/UE	79,6% (42)	52,5% (34)
Fe/non-Uni/non-UE	77,5% (20)	40,8% (15)
Fe/Uni/UE	69,1% (104)	45,8% (70)
Fe/Uni/non-UE	88,8% (59)	36,0% (54)
Tous	74,1% (526)	49,1% (390)

Interaction avec le lien proposé aux non-participants du groupe traitement INLL. N entre parenthèses : effectif du sous-groupe.

« A demandé le lien » : part ayant demandé à recevoir le lien ; « A cliqué sur le lien » : part des demandeurs ayant effectivement cliqué. Note de lecture : 63,9 % des Ho/non-Uni/UE du groupe traitement INLL ont demandé à recevoir le lien vers les cours.

**Tableau 5.3. Difficultés d'accès à l'information par domaine**

Profil	Emploi	Santé	Logement	Admin.	Éducation	Assoc.	N
Ho/non-Uni/UE	18,1%	10,0%	58,2%	28,9%	8,2%	16,8%	230
Ho/non-Uni/non-UE	29,5%	4,2%	53,4%	24,9%	5,8%	22,9%	118
Ho/Uni/UE	9,0%	16,3%	37,7%	21,3%	5,7%	22,9%	772
Ho/Uni/non-UE	24,2%	14,0%	53,4%	25,0%	9,7%	23,9%	486
Fe/non-Uni/UE	17,8%	10,6%	48,9%	28,3%	6,5%	16,2%	226
Fe/non-Uni/non-UE	29,5%	17,4%	50,4%	29,8%	7,9%	18,3%	153
Fe/Uni/UE	10,9%	16,2%	38,2%	22,3%	6,9%	21,0%	751
Fe/Uni/non-UE	29,3%	17,4%	49,9%	25,2%	8,9%	26,4%	534
Tous	17,7%	14,6%	45,7%	24,4%	7,4%	21,8%	3270

*Note : Part des participants indiquant que l'accès à l'information est difficile ou très difficile dans chaque domaine. « Assoc. » : associations et vie sociale. Note de lecture : 58,2 % des hommes non-universitaires européens (Ho/non-Uni/UE) déclarent avoir des difficultés d'accès à l'information sur le logement.*

## Annexe T.6 — Tableaux statistiques de la Partie 6

Cette section regroupe les tableaux statistiques détaillés correspondant aux figures présentées dans la Partie 6 du rapport.

**Tableau 6.1. Niveau moyen de satisfaction et pourcentage de score  $\geq 8$  selon le profil**

Profil	Prof. (m)	Prof. $\geq 8$	Coût (m)	Coût $\geq 8$	Fam. (m)	Fam. $\geq 8$	Soc. (m)	Soc. $\geq 8$	Gen. (m)	Gen. $\geq 8$	N
Ho/non-Uni/UE	7,0	45,4%	6,2	22,0%	6,9	45,5%	6,3	36,0%	6,9	38,9%	230
Ho/non-Uni/non-UE	6,2	39,5%	5,4	25,4%	7,0	53,5%	5,8	21,6%	6,9	45,2%	118
Ho/Uni/UE	7,2	53,5%	6,6	33,0%	7,0	48,9%	6,2	28,5%	7,2	50,2%	772
Ho/Uni/non-UE	6,8	48,2%	6,0	24,9%	7,0	49,2%	6,0	23,9%	7,0	46,2%	486
Fe/non-Uni/UE	6,5	37,6%	6,3	30,8%	7,5	56,4%	6,1	27,7%	7,2	48,0%	226
Fe/non-Uni/non-UE	5,7	33,5%	5,5	20,3%	6,9	46,8%	5,8	26,0%	7,0	42,2%	153
Fe/Uni/UE	6,8	48,2%	6,4	28,2%	7,0	48,8%	6,3	29,1%	7,2	50,4%	751
Fe/Uni/non-UE	5,7	35,3%	5,6	17,8%	6,6	45,7%	5,7	21,1%	6,9	44,6%	534
Tous	6,7	45,8%	6,2	26,6%	7,0	48,9%	6,1	27,1%	7,1	47,2%	3270

*Prof.* : satisfaction professionnelle ; *Coût* : satisfaction vis-à-vis du coût de la vie ; *Fam.* : satisfaction vis-à-vis de la vie familiale ; *Soc.* : satisfaction vis-à-vis de la vie sociale ; *Gén.* : satisfaction générale dans la vie. (m) : moyenne sur une échelle de 0 à 10 ;  $\geq 8$  : part des répondants attribuant une note de 8 ou plus. Note de lecture : la satisfaction moyenne des hommes européens non-universitaires (Ho/non-Uni/UE) vis-à-vis de leur vie professionnelle est de 7,0 sur 10, et 45,4 % d'entre eux attribuent une note de 8 ou plus dans ce domaine.

## Annexe T.7 — Tableaux statistiques de la Partie 7

Cette section regroupe les tableaux statistiques détaillés correspondant aux figures présentées dans la Partie 7 du rapport.

**Tableau 7.1. Interactions de voisinage selon le profil**

Profil	Salutations	Int. riches	Ev. comm.	Conflit	Com. facile	N
Ho/non-Uni/UE	85,9%	41,7%	16,1%	9,4%	76,3%	230
Ho/non-Uni/non-UE	88,8%	39,2%	19,0%	5,2%	73,3%	118
Ho/Uni/UE	83,0%	25,3%	9,1%	3,6%	88,9%	772
Ho/Uni/non-UE	87,9%	37,8%	18,0%	6,2%	81,8%	486
Fe/non-Uni/UE	89,5%	32,4%	14,1%	5,7%	81,4%	226
Fe/non-Uni/non-UE	84,3%	34,3%	17,1%	7,0%	67,5%	153
Fe/Uni/UE	83,4%	21,6%	7,2%	2,4%	89,2%	751
Fe/Uni/non-UE	87,6%	31,8%	13,8%	1,3%	79,2%	534
Tous	85,5%	30,1%	12,4%	4,3%	83,2%	3270

*Salutations* : échanges de salutations avec les voisins ; *Int. riches* : invitations mutuelles, services rendus ; *Év. comm.* : participation à des événements communautaires ; *Conflit* : situations de conflit avec les voisins ; *Com. facile* : communication jugée facile avec les voisins. Note de lecture : 41,7 % des hommes non-universitaires européens (Ho/non-Uni/UE) déclarent des interactions riches avec leurs voisins.

**Tableau 7.2. Discriminations vécues selon le domaine et le profil**

Profil	Profess.	Logement	École (tous)	École (parents)	Quotidien	Rés. soc.	N
Ho/non-Uni/UE	21,3% (218)	16,5% (217)	9,0% (118)	16,0% (64)	18,0% (225)	6,8% (214)	230
Ho/non-Uni/non-UE	16,4% (103)	19,5% (108)	5,5% (66)	9,1% (39)	21,3% (114)	9,5% (107)	118
Ho/Uni/UE	9,4% (731)	12,9% (750)	3,9% (350)	7,8% (161)	7,3% (748)	3,4% (722)	772
Ho/Uni/non-UE	19,4% (460)	24,8% (470)	11,9% (245)	15,8% (129)	25,0% (478)	9,8% (452)	486
Fe/non-Uni/UE	28,7% (199)	21,1% (203)	11,4% (123)	15,9% (86)	20,6% (222)	5,8% (209)	226
Fe/non-Uni/non-UE	26,8% (126)	20,8% (137)	22,1% (90)	29,7% (56)	30,9% (151)	5,7% (138)	153
Fe/Uni/UE	13,0% (711)	15,1% (728)	4,7% (317)	7,4% (178)	11,1% (735)	2,8% (713)	751
Fe/Uni/non-UE	29,3% (470)	22,6% (501)	9,4% (241)	14,7% (144)	23,7% (526)	6,9% (502)	534
Tous	18,0% (3018)	18,0% (3114)	8,3% (1550)	13,2% (857)	16,7% (3199)	5,5% (3057)	3270

*Profess.* : discrimination dans le domaine professionnel ; *Logement* : dans l'accès au logement ; *École (tous.)* : dans le cadre scolaire, réponses de toutes les personnes se jugeant concernées par cette question ; *École (parents)* : dans le cadre scolaire, réponses uniquement de primo-arrivants vivant avec au moins un enfant de moins de 18 ans ; *Quotidien* : dans la vie quotidienne ; *Rés. soc.* : sur les réseaux sociaux. N entre parenthèses : nombre de répondants ayant répondu à chaque question (varie selon le domaine, en fonction de l'applicabilité de la question). Note de lecture : 28,7 % des femmes non-universitaires européennes (Fe/non-Uni/UE) déclarent avoir subi une discrimination dans le domaine professionnel.

**Tableau 7.3. Adhésion à la norme du travail comme contribution au vivre ensemble**

Profil	Emploi pour s'intégrer (perception de la norme)	Emploi pour s'intégrer (opinion personnelle)	Écart	N
Ho/non-Uni/UE	98,5%	98,7%	0,0%	230
Ho/non-Uni/non-UE	95,7%	99,1%	-1,9%	118
Ho/Uni/UE	98,3%	98,1%	0,7%	772
Ho/Uni/non-UE	97,8%	98,4%	0,2%	486
Fe/non-Uni/UE	98,5%	98,6%	0,9%	226
Fe/non-Uni/non-UE	96,3%	96,5%	-1,3%	153
Fe/Uni/UE	98,9%	99,9%	1,3%	751
Fe/Uni/non-UE	98,4%	97,6%	0,8%	534
Tous	98,2%	98,5%	0,6%	3270

« Perception de la norme » : part du profil estimant que les autres primo-arrivants considèrent le travail comme important pour le vivre ensemble ; « Opinion personnelle » : adhésion personnelle à cette norme. Écart : perception de la norme du profil moins opinion personnelle globale (98,5 %, ligne Tous) ; calculé sur les données continues sous-jacentes et pouvant différer légèrement de la différence entre les pourcentages arrondis. Une valeur négative indique que le profil sous-estime l'adhésion réelle des primo-arrivants à cette norme. Note de lecture : 99,1 % des hommes non-universitaires non-européens (Ho/non-Uni/non-UE) estiment personnellement que le travail est important pour le vivre ensemble.

**Tableau 7.4. Taux d'emploi réel et emploi perçu par les primo-arrivants**

Profil	Perçu	Réel	Écart	N
Ho/non-Uni/UE	68,2%	82,0%	-8,0%	230
Ho/non-Uni/non-UE	54,6%	56,6%	-21,6%	118
Ho/Uni/UE	75,5%	90,6%	-0,7%	772
Ho/Uni/non-UE	64,7%	80,1%	-11,5%	486
Fe/non-Uni/UE	65,7%	58,1%	-10,5%	226
Fe/non-Uni/non-UE	56,0%	44,8%	-20,2%	153
Fe/Uni/UE	72,4%	85,4%	-3,8%	751
Fe/Uni/non-UE	61,0%	57,1%	-15,2%	534
Tous	68,0%	76,2%	-8,2%	3270

Perçu : estimation par chaque profil du taux d'emploi des primo-arrivants dans leur ensemble ; Réel : taux d'emploi effectif du profil. Écart : différence entre la perception du profil et le taux d'emploi réel global (76,2 %, ligne Tous de la colonne Réel) ; une valeur négative indique que le profil sous-estime le taux d'emploi global. Note de lecture : les hommes non-universitaires non-européens (Ho/non-Uni/non-UE) estiment le taux d'emploi des primo-arrivants à 54,6 %, soit 21,6 points en dessous du taux réel global de 76,2 %.

Tableau 7.5. Langues et épanouissement au Luxembourg

Profil	S'épanouir sans LU (perception de la norme)	S'épanouir sans LU (opinion personnelle)	Écart	N
Ho/non-Uni/UE	75,2%	83,7%	-9,9%	230
Ho/non-Uni/non-UE	72,8%	74,8%	-12,3%	118
Ho/Uni/UE	86,3%	91,5%	1,2%	772
Ho/Uni/non-UE	80,7%	85,1%	-4,4%	486
Fe/non-Uni/UE	73,8%	79,0%	-11,3%	226
Fe/non-Uni/non-UE	78,3%	72,4%	-6,8%	153
Fe/Uni/UE	87,1%	87,6%	2,0%	751
Fe/Uni/non-UE	79,7%	82,6%	-5,4%	534
Tous	81,8%	85,1%	-3,3%	3270

« S'épanouir sans LU (perception de la norme) » : part du profil estimant que les primo-arrivants en général pensent qu'on peut s'épanouir au Luxembourg sans parler luxembourgeois ; « S'épanouir sans LU (personnel) » : part exprimant personnellement cette opinion. Écart : perception de la norme du profil moins opinion personnelle globale (85,1 %, ligne Tous) ; une valeur négative indique que le profil sous-estime l'adhésion réelle des primo-arrivants à cette idée. Note de lecture : 83,7 % des hommes non-universitaires européens (Ho/non-Uni/UE) estiment personnellement qu'on peut s'épanouir sans parler luxembourgeois, mais ils pensent que seulement 75,2 % des primo-arrivants partagent cette opinion.

## A.1 Questionnaire

Le questionnaire complet est disponible sur demande auprès du LISER. Il comprend les modules suivants : caractéristiques sociodémographiques, parcours migratoire, situation professionnelle, compétences linguistiques, intentions de naturalisation et d'apprentissage, bien-être subjectif, interactions sociales, attitudes vis-à-vis du vivre ensemble, et expériences de discrimination. Les résultats présentés dans ce rapport sont pondérés afin de corriger les biais liés à la non-réponse (voir la section Méthodologie). L'échantillon comprend 3270 répondants hors réfugiés, et 202 réfugiés (voir Annexe A.2).

## Annexe A.2 — Primo-arrivants sous statut de protection internationale

### Présentation du sous-échantillon

Cette annexe présente les principales caractéristiques des primo-arrivants au Luxembourg ayant un statut de demandeur ou bénéficiaire de protection internationale ou temporaire (DPI/BPI/BPT). Ce groupe (N = 202) a été analysé séparément de l'échantillon principal pour préserver l'homogénéité des comparaisons entre sous-populations ventilées.

L'échantillon se compose de 73 % d'hommes, une proportion déséquilibrée par rapport à la population générale de primo-arrivants (50 % d'hommes). Les personnes sont principalement originaires de Syrie (43), du Soudan et d'Érythrée (36), d'Ukraine et de Russie (48), et d'autres pays africains (33). Ce profil d'origine contraste fortement avec la population générale, majoritairement issue de pays européens.

### Niveau d'éducation et revenus

Le niveau de diplôme est sensiblement plus faible que dans l'échantillon principal : 67 % des personnes sous protection ont au maximum le niveau secondaire, contre 26 % dans la population générale. Les revenus reflètent cette situation : 79 % des ménages déclarent un revenu mensuel net inférieur à 2 000 €, contre 17 % dans la population générale.

### Situation professionnelle

Le taux d'emploi au Luxembourg s'établit à environ 28 %, contre 76 % dans le reste de l'échantillon.

### Bien-être et satisfaction

Malgré des conditions matérielles précaires, les niveaux de bien-être subjectif restent modérés. La satisfaction générale s'établit à 6,1 en moyenne, un niveau inférieur à celui de la population générale (7,1).

### Intentions de naturalisation et ancrage

Les intentions de naturalisation sont particulièrement élevées : 96 % des personnes sous protection déclarent vouloir probablement ou certainement demander la nationalité luxembourgeoise, contre 69 % dans la population générale. Cette forte volonté témoigne de la recherche d'une stabilité de

séjour. L'adhésion au Biergerpakt est également plus répandue (27 % contre 10 %), probablement en raison des programmes d'accompagnement spécifiques destinés aux demandeurs d'asile et réfugiés, et de leur disponibilité relative pour participer aux activités.

Plus de 80 % des répondants souhaitent rester au Luxembourg plus longtemps qu'initialement prévu, confirmant une intention d'installation durable malgré les difficultés rencontrées.

### Synthèse des primo-arrivants sous statut de protection internationale

Le sous-échantillon des personnes sous protection se distingue nettement de la population générale de primo-arrivants par des conditions économiques plus précaires, un taux d'emploi plus faible et un déclassement professionnel marqué. Toutefois, la motivation pour s'investir et participer durablement (formation linguistique, naturalisation, Biergerpakt) apparaît particulièrement forte. Ces constats, à interpréter avec prudence compte tenu de la taille de l'échantillon, soulignent l'importance des programmes d'accompagnement plus ciblés pour cette population.

**Tableau A.2.1. Comparaison synthétique : échantillon Protection vs. population générale**

Indicateur	Groupe Protection	Groupe principal
Répartition H/F	73% / 27%	50% / 50%
Max. éducation secondaire	67%	26%
Revenus < 2000 €/mois	79%	17%
Taux d'emploi actuel	~28%	76%
Intention naturalisation (prob. ou cert.)	96%	69%
Adhésion Biergerpakt	27%	10%
Satisfaction générale (actuelle)	6.1	7.1
Effectifs	202	3270

*Note : Les effectifs limités du groupe Protection ne permettent pas de ventilation par sous-population comparable à l'analyse principale. Ces résultats sont présentés à titre indicatif.*

## Annexe A.3 — Satisfaction et niveau de développement du pays d'origine

### Objectif et données

Cette annexe examine si le niveau de développement économique du pays de naissance influence la satisfaction des primo-arrivants, au-delà de leurs caractéristiques individuelles. L'hypothèse testée est celle d'un « cadre de référence » : les personnes évalueraient leur vie au Luxembourg par comparaison implicite avec ce qu'elles connaissaient dans leur pays d'origine.

Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA, dollars internationaux 2021) du pays de naissance, issu de la Banque mondiale (WDI 2023), sert de proxy pour ce cadre de référence. Les répondants sont répartis en dix groupes de taille égale (déciles), du PIB le plus faible (D1) au plus élevé (D10). Le Tableau A.3.1 présente la composition de chaque décile. Les déciles inférieurs (D1–D4) sont composés à 70 % à 87 % de ressortissants non-UE, tandis que les déciles supérieurs (D6–D9) comptent presque exclusivement des Européens. Le D10, qui inclut des pays comme la Suisse, la Norvège ou Singapour, présente à nouveau une part non-UE notable (27 %).

**Tableau A.3.1. Distribution des déciles de PIB par habitant PPA (2023) par pays de naissance**

Décile	N	PIB min (\$)	PIB max (\$)	PIB médian (\$)	% non-UE
D1	321	1 474	9 183	6 154	83,1
D2	321	9 183	14 206	10 166	87,1
D3	321	14 206	20 809	19 162	70,7
D4	321	20 809	34 210	23 309	72,9
D5 (réf.)	321	34 210	41 887	38 340	37,7
D6	320	41 887	43 907	43 519	16,5
D7	320	43 907	51 865	46 413	0,0
D8	320	51 865	58 765	51 865	7,8
D9	320	58 765	58 880	58 765	3,5
D10	320	58 880	137 950	66 431	26,7

*Note de lecture : déciles calculés sur l'échantillon des primo-arrivants (hors protection internationale). PIB par habitant en PPA, dollars internationaux constants 2021. D5 = décile médian, catégorie de référence. Source : Banque mondiale, WDI 2023.*

### Méthode

Un modèle de régression linéaire est estimé pour chacune des cinq dimensions de satisfaction (emploi, coût de la vie, vie familiale, vie sociale, vie en général). Il inclut les caractéristiques individuelles : revenu du ménage (trois tranches : inférieur à 4 000 €, 4 000–8 000 € comme référence, supérieur à 8 000 €), statut UE/non-UE, maîtrise d'une langue nationale, anglais, sexe, âge, diplôme, situation familiale et emploi. De plus, le modèle contient neuf indicatrices de décile du PIB d'origine (D5 omis). Un test de Wald conjoint évalue si ces neuf coefficients améliorent significativement l'explication de la satisfaction. Les erreurs-types sont robustes (HC2) et les estimations pondérées par les poids d'enquête.

## Résultats principaux

Le Tableau A.3.2 présente les résultats complets. Chaque colonne correspond à une dimension de satisfaction, chaque ligne à un décile de PIB ou à une variable de contrôle. Les coefficients s'interprètent comme l'écart de satisfaction (sur une échelle de 0 à 10) par rapport au décile médian (D5), toutes choses égales par ailleurs.

Le résultat central est l'absence de significativité du PIB d'origine. Le test de Wald, qui évalue si l'ensemble des coefficients de décile améliore conjointement la capacité explicative du modèle, est non significatif pour les cinq dimensions (p-valeurs comprises entre 0,43 et 0,92). Aucun décile individuel ne présente de coefficient significatif au seuil de 5 %, et les rares coefficients significatifs au seuil de 10 % (D2 pour l'emploi, D6 pour le coût de la vie, D8 pour l'emploi) ne dessinent pas de profil cohérent.

En revanche, le revenu du ménage constitue un prédicteur puissant et consistant. Un revenu élevé (> 8 000 €) est associé à une satisfaction significativement supérieure pour l'emploi (+0,64,  $p < 0,01$ ) et le coût de la vie (+0,61,  $p < 0,01$ ). Un revenu faible (< 4 000 €) est associé à une moindre satisfaction pour le coût de la vie (-0,55,  $p < 0,05$ ) et la vie familiale (-0,47,  $p < 0,1$ ). Le statut non-UE et la maîtrise des langues ne sont pas statistiquement significatifs dans cette spécification, ce qui suggère que leur effet passe en partie par le revenu.

L'analyse ne confirme donc pas l'hypothèse du cadre de référence économique. Le niveau de développement du pays d'origine ne constitue pas un déterminant significatif de la satisfaction des primo-arrivants, quelle que soit la dimension considérée. C'est la situation matérielle actuelle au Luxembourg – et en particulier le niveau de revenu du ménage – qui structure la satisfaction. Ce constat renforce l'importance des politiques d'intégration ciblant les conditions concrètes de vie (accès à l'emploi qualifié, reconnaissance des diplômes, soutien au pouvoir d'achat), plutôt que des approches différenciées selon l'origine géographique des primo-arrivants.

**Tableau A.3.2. Déterminants de la satisfaction : effet du PIB d'origine et contrôles-clés**

	Emploi	Coût de la vie	Vie familiale	Vie sociale	Vie en général
PIB origine D1 (le plus faible)	0,107	0,077	-0,048	0,082	-0,078
	(0,420)	(0,360)	(0,374)	(0,415)	(0,338)
PIB origine D2	0,679*	0,191	0,106	0,122	0,100
	(0,338)	(0,313)	(0,320)	(0,336)	(0,237)
PIB origine D3	0,430	0,414	-0,018	0,216	-0,137
	(0,352)	(0,292)	(0,329)	(0,298)	(0,267)
PIB origine D4	0,319	0,037	0,326	0,062	-0,059
	(0,361)	(0,337)	(0,343)	(0,317)	(0,265)
PIB origine D6	0,253	0,563.	-0,167	-0,050	-0,023
	(0,356)	(0,303)	(0,322)	(0,337)	(0,279)
PIB origine D7	0,337	0,425	-0,124	0,157	0,149
	(0,276)	(0,262)	(0,283)	(0,296)	(0,228)
PIB origine D8	0,509.	0,351	-0,306	0,157	-0,177
	(0,260)	(0,265)	(0,300)	(0,260)	(0,209)
PIB origine D9	0,477	0,250	0,100	0,143	-0,106
	(0,371)	(0,307)	(0,288)	(0,345)	(0,245)
PIB origine D10 (le plus élevé)	0,324	-0,144	-0,304	-0,326	-0,365
	(0,311)	(0,311)	(0,321)	(0,323)	(0,258)
Revenu ménage < 4 000 €	0,043	-0,547**	-0,468*	0,099	-0,179
	(0,198)	(0,166)	(0,187)	(0,181)	(0,150)
Revenu ménage > 8 000 €	0,640***	0,609***	0,260	0,288	0,391*
	(0,179)	(0,170)	(0,183)	(0,196)	(0,152)
Non-UE	-0,067	-0,281	-0,104	-0,057	0,090
	(0,219)	(0,194)	(0,219)	(0,228)	(0,181)
Langue nationale (≥ bien)	-0,049	-0,050	0,249	0,037	0,228.
	(0,163)	(0,142)	(0,166)	(0,163)	(0,129)
Anglais (≥ bien)	0,134	-0,397	-0,210	0,291	-0,211
	(0,390)	(0,285)	(0,292)	(0,349)	(0,257)
Autres contrôles	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Déciles PIB	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
N	799	973	973	973	973
R <sup>2</sup>	0,280	0,125	0,070	0,032	0,068
F-test déciles (p)	0,643	0,433	0,811	0,924	0,754

Note de lecture : chaque cellule présente le coefficient estimé et, entre parenthèses, l'erreur-type HC2 robuste. \*  $p < 0,01$ ,  $p < 0,05$ , \*  $p < 0,1$ , .  $p < 0,10$ . Référence décile : D5 (médián). Référence revenu : 4 000–8 000 € mensuels nets. Langue nationale = français, allemand ou luxembourgeois à niveau  $\geq$  bien. Autres contrôles inclus : sexe, âge (< 35, > 55 ans), diplôme universitaire, célibataire, enfants mineurs, en emploi, non-réponse au revenu. Pondération : poids d'enquête. Source : ELIR Panel + NatEst, 2024–2025.

## Annexe A.4 — Interactions de voisinage et composition socioculturelle des communes

Cette annexe examine dans quelle mesure la composition démographique de la commune de résidence contribue à façonner les relations de voisinage des primo-arrivants, au-delà de leurs caractéristiques individuelles. L'analyse croise les données individuelles de l'enquête ELIR avec les données du recensement (STATEC) décrivant la composition de chaque commune selon l'origine des résidents (Luxembourgeois, Européens hors Luxembourg, non-européens) et leur niveau d'éducation (diplôme du supérieur ou non).

### Méthode

Dix indicateurs de voisinage sont analysés, couvrant cinq dimensions (courtoisie, interactions riches, événements communautaires, conflits, facilité de communication), chacune à deux seuils de fréquence (mensuel et hebdomadaire). Pour chaque indicateur, quatre modèles de probabilité linéaire sont estimés dans une logique d'enrichissement progressif : M1 inclut les caractéristiques individuelles et la composition agrégée de la commune ; M2 remplace la composition agrégée par une décomposition croisée origine × éducation (cinq catégories, référence : Luxembourgeois non diplômés du supérieur) ; M3 ajoute les compétences linguistiques individuelles ; M4 ajoute des termes d'interaction entre compétences linguistiques et composition communale.

Les coefficients s'interprètent comme des différences de probabilité en points de pourcentage. Les erreurs-types sont regroupées par commune pour tenir compte du fait que les répondants d'une même commune partagent les mêmes caractéristiques communales. Ces estimations ne peuvent pas être interprétées comme des effets causaux, en raison de l'auto-sélection résidentielle et de la granularité communale des données de composition.

### Résultats : Interactions riches

Les interactions riches (invitations mutuelles, services rendus) représentent la dimension où les contrastes entre profils sont les plus marqués dans le rapport principal. Seuls 30 % des répondants en déclarent au moins mensuellement. Le Tableau A.4.1 présente les résultats des quatre modèles pour cette dimension. Aucun des indicateurs de composition communale n'atteint le seuil de significativité statistique conventionnel, que ce soit sous forme agrégée (M1) ou croisée (M2). Ce résultat est le principal enseignement de l'analyse : les contrastes observés entre profils dans la section 7.1 ne reflètent pas un effet du lieu de résidence. L'ajout des compétences linguistiques (M3) n'améliore que marginalement le pouvoir explicatif du modèle ( $R^2$  passe de 12,6 % à 13,2 %). La maîtrise du français est associée à davantage d'interactions riches mensuelles (+4,4 points,  $p < 0,1$ ), mais cet effet disparaît dans le modèle complet M4.

Le modèle M4, qui teste les interactions entre langues et composition communale, révèle un résultat intéressant : la maîtrise du français favorise les interactions riches dans les communes à forte proportion de résidents européens (+0,013 par point de pourcentage de population UE,  $p < 0,05$ ), mais cet avantage s'inverse dans les communes à forte proportion de résidents non-européens (-0,026,  $p < 0,05$ ). Ce résultat, cohérent avec les pratiques linguistiques des différentes communautés, reste toutefois isolé : les autres termes d'interaction ne sont pas significatifs.

Tableau A.4.1. Interactions riches — au moins mensuelles

	M1 Base	M2 Orig.×Éduc.	M3 + Langues	M4 + Interact.
<b>Composition agrégée</b>				
% Luxembourgeois	0.007 (0.004)			
% Européens (hors LU)	0.006 (0.007)			
% Diplômés du supérieur	0.001 (0.002)			
<b>Composition croisée (réf. : LU non dipl.)</b>				
% LU diplômés sup.		-0.012 (0.013)	-0.014 (0.013)	-0.016 (0.013)
% UE diplômés sup.		-0.006 (0.006)	-0.006 (0.006)	-0.008 (0.009)
% UE non diplômés sup.		-0.005 (0.006)	-0.006 (0.006)	-0.009 (0.010)
% Non-UE diplômés sup.		0.002 (0.016)	0.001 (0.016)	0.013 (0.019)
% Non-UE non diplômés sup.		-0.017 (0.010)	-0.017 (0.010)	-0.005 (0.018)
<b>Compétences linguistiques (≥ satisfaisant)</b>				
Maîtrise luxembourgeois			0.168 (0.105)	0.187 (0.391)
Maîtrise français			0.044† (0.025)	-0.004 (0.136)
Maîtrise allemand			0.039 (0.042)	0.253 (0.218)
Maîtrise anglais			0.027 (0.050)	0.182 (0.211)
<b>Interactions langue × composition</b>				
Lux. × % UE				0.011 (0.023)
Franç. × % UE				0.013* (0.006)
Allem. × % UE				-0.000 (0.011)
Angl. × % UE				-0.005 (0.007)
Lux. × % Non-UE				-0.025 (0.043)
Franç. × % Non-UE				-0.026* (0.011)
Allem. × % Non-UE				-0.010 (0.019)
Angl. × % Non-UE				0.002 (0.013)
Contrôles individuels	Oui	Oui	Oui	Oui
Communes	68	68	68	68
R <sup>2</sup>	0.1244	0.1255	0.1317	0.1407
Moyenne Y	0.300	0.300	0.300	0.300

*Note de lecture : modèle de probabilité linéaire. La variable dépendante vaut 1 si le répondant déclare des interactions riches au moins mensuelles. Erreurs-types regroupées par commune entre parenthèses. †  $p < 0,1$  ; \*  $p < 0,05$  ; \*\*  $p < 0,01$  ; \*\*\*  $p < 0,001$ .*

## Résultats : Facilité de communication avec les voisins

La facilité de communication est la dimension où les compétences linguistiques jouent le rôle le plus net. Environ 83 % des répondants jugent la communication au moins « facile » avec leurs voisins. Dans les modèles M1 et M2, la composition communale ne joue pratiquement aucun rôle, à l'exception de la part de diplômés du supérieur, positivement associée à une communication facile dans le modèle agrégé (+0,004,  $p < 0,01$ ). Ce résultat disparaît toutefois dès que les compétences linguistiques sont ajoutées au modèle, suggérant qu'il reflétait une corrélation entre le profil éducatif de la commune et les ressources linguistiques de ses résidents.

L'ajout des langues en M3 augmente le  $R^2$  de 6,0 % à 14,2 %, le gain le plus important observé dans l'ensemble des analyses. La maîtrise du français (+16,4 points,  $p < 0,001$ ), de l'anglais (+28,6 points,  $p < 0,001$ ) et, dans une moindre mesure, de l'allemand sont toutes associées à une probabilité significativement plus élevée de juger la communication facile.

Le modèle M4 (Tableau A.4.2) révèle le résultat le plus cohérent de toute l'analyse. Dans les communes à forte proportion de résidents européens, le français (+0,009,  $p < 0,01$ ) et l'allemand (+0,017,  $p < 0,001$ ) facilitent davantage la communication, tandis que le luxembourgeois (-0,014,  $p < 0,01$ ) et l'anglais (-0,018,  $p < 0,01$ ) y sont moins déterminants. Dans les communes à forte proportion de résidents non-européens, le schéma s'inverse : l'anglais (+0,024,  $p < 0,05$ ) et, tendanciellement, le luxembourgeois (+0,020,  $p < 0,1$ ) deviennent plus utiles, tandis que le français (-0,022,  $p < 0,001$ ) et l'allemand (-0,032,  $p < 0,001$ ) perdent de leur avantage. Ce résultat reflète les pratiques linguistiques effectives des différentes communautés résidentes.

Tableau A.4.2. Communication facile avec les voisins

	M1 Base	M2 Orig.×Éduc.	M3 + Langues	M4 + Interact.
<b>Composition agrégée</b>				
% Luxembourgeois	-0.002 (0.004)			
% Européens (hors LU)	-0.004 (0.006)			
% Diplômés du supérieur	0.004** (0.001)			
<b>Composition croisée (réf. : LU non dipl.)</b>				
% LU diplômés sup.		0.013 (0.015)	0.008 (0.012)	0.009 (0.011)
% UE diplômés sup.		0.002 (0.006)	0.004 (0.005)	0.013 (0.009)
% UE non diplômés sup.		0.003 (0.007)	-0.000 (0.006)	0.010 (0.009)
% Non-UE diplômés sup.		0.011 (0.012)	-0.000 (0.011)	-0.004 (0.015)
% Non-UE non diplômés sup.		0.003 (0.012)	0.004 (0.010)	-0.003 (0.014)
<b>Compétences linguistiques (≥ satisfaisant)</b>				
Maîtrise luxembourgeois			0.023 (0.036)	0.230+ (0.127)
Maîtrise français			0.164*** (0.024)	0.214+ (0.124)
Maîtrise allemand			0.038 (0.032)	-0.057 (0.127)
Maîtrise anglais			0.286*** (0.059)	0.573** (0.207)
<b>Interactions langue × composition</b>				
Lux. × % UE				-0.014** (0.005)
Franç. × % UE				0.009** (0.003)
Allem. × % UE				0.017*** (0.004)
Angl. × % UE				-0.018** (0.007)
Lux. × % Non-UE				0.020+ (0.011)
Franç. × % Non-UE				-0.022*** (0.006)
Allem. × % Non-UE				-0.032*** (0.007)
Angl. × % Non-UE				0.024* (0.011)
Contrôles individuels	Oui	Oui	Oui	Oui
Communes	68	68	68	68
R <sup>2</sup>	0.0592	0.0601	0.1419	0.1606
Moyenne Y	0.830	0.830	0.830	0.830

*Note de lecture : modèle de probabilité linéaire. La variable dépendante vaut 1 si le répondant juge la communication avec ses voisins « facile » (« très facilement » ou « assez facilement »). Erreurs-types regroupées par commune entre parenthèses. †  $p < 0,1$  ; \*  $p < 0,05$  ; \*\*  $p < 0,01$  ; \*\*\*  $p < 0,001$ .*

## Autres dimensions

**Échanges de courtoisie.** Les salutations sont quasi universelles (87 % au moins mensuellement) et la composition communale n'y joue aucun rôle significatif. La seule variable notable est la maîtrise du luxembourgeois, associée à une probabilité supérieure de 7,5 points de saluer régulièrement ses voisins ( $p < 0,01$ ). Au seuil hebdomadaire, le modèle M4 montre que le français et l'allemand facilitent les échanges fréquents dans les communes à forte proportion d'Européens, tandis que l'anglais y est moins utile — un schéma cohérent avec celui observé pour la communication.

**Événements communautaires.** La participation reste globalement limitée (11 % au moins mensuellement, 2 % hebdomadairement). C'est la seule dimension où la composition croisée origine × éducation produit des effets significatifs persistants au seuil hebdomadaire : la part d'Européens diplômés du supérieur (+0,004,  $p < 0,01$ ) et la part de non-européens non diplômés (+0,007,  $p < 0,05$ ) sont toutes deux associées positivement à la participation, suggérant que le tissu associatif local est plus actif dans ces deux types de communes, pour des raisons vraisemblablement différentes.

**Conflits de voisinage.** Les conflits sont rares (3,5 % au moins mensuellement, 0,9 % hebdomadairement) et peu liés à la composition communale. Au seuil hebdomadaire, le modèle agrégé indique légèrement moins de conflits dans les communes à forte proportion de Luxembourgeois ou d'Européens, mais cet effet disparaît dans les modèles plus détaillés. Un résultat contre-intuitif : la maîtrise du français est associée à davantage de conflits déclarés (+2,6 points,  $p < 0,001$ ), possiblement parce que les francophones identifient et verbalisent plus facilement les tensions.

## Synthèse et limites

Trois enseignements se dégagent de cette analyse. Premièrement, la composition socioculturelle de la commune de résidence n'est pas un déterminant majeur des interactions de voisinage. Les différences observées dans la section 7.1 entre profils de primo-arrivants tiennent avant tout aux caractéristiques individuelles plutôt qu'au lieu de résidence. Ce constat, qui peut sembler décevant, est rassurant : les primo-arrivants ne sont pas « piégés » par leur contexte résidentiel.

Deuxièmement, les compétences linguistiques jouent un rôle indépendant et mesurable, particulièrement pour la facilité de communication. Le français et l'anglais sont les langues les plus associées à une communication aisée. Troisièmement, l'utilité de chaque langue dépend du profil des voisins : le français et l'allemand sont plus utiles dans les communes à forte population européenne, l'anglais dans les communes à forte population non-européenne.

Ces résultats sont soumis à trois limites. Les données communales constituent une approximation du voisinage immédiat : au sein d'une même commune, la composition peut varier considérablement d'un quartier à l'autre. Le choix du lieu de résidence n'est pas aléatoire, ce qui empêche toute interprétation causale. Enfin, les faibles prévalences de certains indicateurs (conflits, événements hebdomadaires) limitent la puissance statistique. Lorsque des données infra-communales seront

disponibles, une analyse plus fine pourra être envisagée. La vague 2 de l'enquête permettra également de tester si un changement de commune modifie les interactions de voisinage.